A°. 1908.  N°. 29.

PUBLICATIE-BLAD.

BESLUIT,

bepalende de afkondiging van de te Parijs op 3 December 1903 ter Internationale Conferentie door Nederland en andere Staten gesloten Internationale Sanitaire Overeenkomst en van het daarbij behoorend proces-verbaal van de nederlegging der akten van bekrachtiging daarvan dd. Parijs, 6 April 1907.

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR van Curaçao,

Herlezen het op Curaçao op den 22sten November 1907 ontvangen telegram van den Minister van Koloniën, waaruit blijkt dat de op 3 December 1903 te Parijs ter Internationale Sanitaire Conferentie tusschen Nederland, Duitschland, Oostenrijk-Hongarije, België, Brazilië, Spanje, de Vereenigde Staten van Amerika, Frankrijk, Groot-Brittannië en Ierland, Griekenland, Italië, Luxemburg, Montenegro, Perzië, Portugal, Rumenië, Rusland, Servië, Zwitserland en Egypte gesloten en bij de wet van den 31sten December 1906 (Staatsblad N°. 370, Publicatie-blad 1908 N°. 28) goedgekeurde Internationale Sanitaire Overeenkomst door de Koningin is bekrachtigd en dat de nederlegging der akten van bekrachtiging van alle de voornoemde Staten, met uitzondering van Griekenland, Servië, Spanje en Portugal, te Parijs op 6 April 1907 heeft plaats gehad;

BESLUIT:

Te bepalen, dat genoemde Internationale Sanitaire Overeenkomst zal worden afgekondigd door plaatsing in het Publicatie-blad van dit besluit met den daaraan

gehechten afdruk van die Overeenkomst, van het proces-verbaal van de nederlegging der akten van bekrachtiging daarvan, en van de vertaling dier beide stukken.

Gegeven te Willemstad, den 27sten November 1907.

J. O. DE JONG V. B. & D.

De Gouvernements-Secretaris,

Voor dezen,

H. STATIUS MULLER,

hoofdcommies.

Uitgegeven den 5n. Augustus 1908.

De Gouvernements-Secretaris a. i.,

H. STATIUS MULLER.

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand; Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., etc., et Roi Apostolique de Hongrie; Sa Majesté le Roi des Belges; le Président de la République des Etats-Unis du Brésil; Sa Majesté le Roi d'Espagne; le Président des Etats-Unis d'Amérique; le Président de la République Française; Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des territoires Britanniques au delà des mers, Empereur des Indes; Sa Majesté le Roi des Hellènes; Sa Majesté le Roi d'Italie; Son Altesse Royale le Grand Duc de Luxembourg; Son Altesse Royale le Prince de Monténégro; Sa Majesté la Reine des Pays-Bas; Sa Majesté le Schah de Perse; Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves; Sa Majesté le Roi de Roumanie; Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies; Sa Majesté le Roi de Serbie; le Conseil Fédéral Suisse, et Son Altesse le Khédive d'Egypte, agissant dans les limites des pouvoirs à lui conférés par les firmans impériaux,

Ayant jugé utile d'arrêter, dans un même arrangement, les mesures propres à sauvegarder la santé publique contre l'invasion et la propagation de la peste et du choléra et désirant reviser, en les complétant, les Conventions sanitaires internationales actuellement en vigueur, ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse,

M. le Comte DE GROEBEN, Conseiller de Légation et Premier Secrétaire à l'Ambassade Impériale d'Allemagne à Paris;

M. BUMM, Conseiller intime supérieur de Régence, Membre du Conseil sanitaire de l'Empire;

M. le Docteur GAFFKY, Conseiller intime de Médecine Grand ducal Hessois et Professeur à l'Université de Giessen, Membre du Conseil sanitaire de l'Empire;

M. le Docteur NOCHT, Médecin du port de Hambourg, Membre du Conseil sanitaire de l'Empire;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., etc., et Roi Apostolique de Hongrie,

M. le Chevalier Alexandre DE SUZARRA, Chef de Section au Ministère Impérial et Royal des Affaires étrangères, Commandeur de l'Ordre de François-Joseph, Chevalier de troisième classe de l'Ordre de la Couronne de Fer;

M. Noël EBNER D'EBENTHAL, Président de l'Administration maritime Impériale et Royale à Trieste, Chevalier des Ordres de Léopold et de François-Joseph;

M. Joseph DAIMER, Conseiller au Ministère Impérial et Royal de l'Intérieur, Chevalier de troisième classe de l'Ordre de la Couronne de Fer, Chevalier de l'Ordre de François-Joseph;

M. KORNEL CHYZER, Conseiller au Ministère Royal Hongrois de l'Intérieur, Chevalier des Ordres de Léopold et de François-Joseph;

M. Ernest ROEDIGER, Conseiller de Section;

Sa Majesté le Roi des Belges,

M. BECO, Secrétaire général du Ministère de l'Agriculture, chargé de la Direction générale du Service de Santé et de l'Hygiène publique, Commandeur de l'Ordre de Léopold, décoré de la Croix civique de 1re classe;

Le Président de la République des Etats-Unis du Brésil,

M. G. DE PIZA, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près le Président de la République Française;

Sa Majesté le Roi d'Espagne,

M. Fernand JORDAN DE URRIEZ Y RUIZ DE ARANA, Marquis DE NOVALLAS, Chambellan de Sa Majesté, Premier Secrétaire de l'Ambassade Royale d'Espagne à Paris, Commandeur de l'Ordre de Charles III;

Le Président des Etats-Unis d'Amérique,

M. le Docteur H. D. GEDDINGS, Chirurgien général adjoint du Service de la santé et de l'Hôpital de la Marine ;

M. Frank ANDERSON, Inspecteur médical de la Marine ;

Le Président de la République Française,

M. Camille BARRÈRE, Ambassadeur de la République Française près S. M. le Roi d'Italie, Grand Officier de l'Ordre national de la Légion d'honneur ;

M. Georges LOUIS, Ministre Plénipotentiaire de 1re classe, Directeur des Consulats et des Affaires commerciales au Ministère des Affaires Etrangères, Officier de l'Ordre national de la Légion d'honneur ;

M. le Professeur BROUARDEL, Doyen honoraire de la Faculté de médecine de Paris, Président du Comité consultatif d'Hygiène publique de France, Membre de l'Institut et de l'Académie de médecine, Grand Officier de l'Ordre national de la Légion d'honneur ;

M. Henri MONOD, Conseiller d'Etat, Directeur de l'Assistance et de l'Hygiène publiques au Ministère de l'Intérieur, Membre de l'Académie de médecine, Commandeur de l'Ordre national de la Légion d'honneur ;

M. le Docteur Emile ROUX, Sous-Directeur de l'Institut Pasteur, Vice-Président du Comité consultatif d'Hygiène publique de France, Membre de l'Académie des sciences et de l'Académie de médecine, Commandeur de l'Ordre national de la Légion d'honneur ;

M. Jacques DE CAZOTTE, Sous-Directeur des Affaires Consulaires au Ministère des Affaires Etrangères, Officier de l'Ordre national de la Légion d'honneur ;

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des territoires Britanniques au delà des mers, Empereur des Indes,

M. Maurice William Ernest DE BUNSEN, Ministre Plénipotentiaire, faisant fonctions de Premier Secrétaire à l'Ambas-

sade Royale britannique à Paris, Commandeur de l'Ordre Royal de Victoria, Compagnon de l'Ordre du Bain ;

M. le Docteur Théodore THOMSON, du „Local Government Board" ;

M. le Docteur Frank Gerard CLEMOW, Délégué de la Grande-Bretagne au Conseil supérieur de santé de Constantinople;

M. Arthur David ALBAN, Consul de S. M. Britannique au Caire;

Sa Majesté le Roi des Hellènes,

M. DELYANNI, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près le Président de la République Française, Grand Commandeur de l'Ordre Royal du Sauveur ;

M. le Docteur S. CLADO, Médecin de la Légation Royale Hellénique, à Paris;

Sa Majesté le Roi d'Italie,

M. le Commandeur ROCCO SANTOLIQUIDO, Directeur général de la Santé publique d'Italie;

M. le Marquis PAULUCCI DE'CALBOLI, Conseiller à l'Ambassade Royale d'Italie à Paris;

M. le Chevalier Adolphe COTTA, Chef du bureau des Affaires générales à la Direction générale de la Santé publique d'Italie;

Son Altesse Royale le Grand Duc de Luxembourg,

M. VANNERUS, Chargé d'affaires de Luxembourg à Paris ;

Son Altesse Royale le Prince de Monténégro,

M. le Chevalier Alexandre DE SUZZARA, Chef de Section au Ministère Impérial et Royal des Affaires Etrangères d'Autriche-Hongrie, Commandeur de l'Ordre de François-Joseph, Chevalier de troisième classe de l'Ordre de la Couronne de Fer;

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas,

M. le Baron W. B. R. DE WELDEREN RENGERS, Conseiller de la Légation Royale des Pays-Bas à Paris;

M. le Docteur W. P. RUYSCH, Inspecteur général du Service sanitaire dans la Hollande méridionale et la Zélande, Membre du Conseil supérieur d'Hygiène;

M. le Docteur C. STÉKOULIS, Délégué des Pays-Bas au Conseil supérieur de santé de Constantinople;

M. A. PLATE, Président de la Chambre de Commerce de Rotterdam, Membre extraordinaire du Conseil supérieur d'Hygiène;

Sa Majesté le Schah de Perse,

M. le Général NAZARE AGA YÉMIN-ES-SALTANÉ, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près le Président de la République Française, titulaire du portrait du Schah en diamants, Grand Cordon de l'Ordre du Lion et du Soleil en diamants;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves,

M. le Docteur José Joaquim DA SILVA AMADO, du Conseil de S. M. Très Fidèle, Professeur à l'Institut d'Hygiène de Lisbonne, Vice-Président de l'Académie Royale des Sciences, Commandeur de l'Ordre de Saint-Jacques;

Sa Majesté le Roi de Roumanie,

M. Grégoire G. GHIKA, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près le Président de la République Française, Grand Officier de l'Ordre de l'Etoile de Roumanie, Grand Officier de l'Ordre de la Couronne de Roumanie;

M. le Docteur Jean CANTACUZÈNE, Membre du Conseil sanitaire supérieur de Roumanie;

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies,

M. Platon DE WAXEL, Conseiller d'Etat actuel, Grand Cordon de l'Ordre de Saint-Stanislas;

Sa Majesté le Roi de Serbie,

M. le Docteur Michel POPOVITCH, Chargé d'Affaires de Serbie à Paris;

Le Conseil Fédéral Suisse,

M. Charles Edouard LARDY, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la Confédération Suisse près le Président de la République Française;

M. le Docteur F. SCHMID, Directeur du Bureau sanitaire Fédéral;

et Son Altesse le Khédive d'Egypte,

MOHAMED CHÉRIF PACHA, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires Etrangères, Grand Cordon de l'Ordre du Medjidié, Grand Officier de l'Ordre de l'Osmanié.

M. le Docteur Marc Armand RUFFER, Président du Conseil sanitaire, maritime et quarantenaire d'Egypte, Grand Officier des Ordres de l'Osmanié et du Medjidié;

Lesquels, ayant échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

TITRE I.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

CHAPITRE I.

Prescriptions à observer par les pays signataires de la Convention dès que la peste ou le choléra apparaît sur leur territoire.

SECTION I. *Notification et communications ultérieures aux autres pays.*

ARTICLE PREMIER. Chaque Gouvernement doit notifier immédiatement aux autres Gouvernements la première apparition sur son territoire de cas avérés de peste ou de choléra.

ART. 2. Cette notification est accompagnée ou très promptement suivie de renseignements circonstanciés sur :

1°. l'endroit où la maladie est apparue ;

2°. la date de son apparition, son origine et sa forme;

3°. le nombre des cas constatés et celui des décès;

4°. pour la peste: l'existence, parmi les rats ou les souris, de la peste ou d'une mortalité insolite ;

5°. les mesures immédiatement prises à la suite de cette première apparition.

Art. 3. La notification et les renseignements prévus aux articles 1 et 2 sont adressés aux agences diplomatiques ou consulaires dans la capitale du pays contaminé.

Pour les pays qui n'y sont pas représentés, ils sont transmis directement par télégraphe aux Gouvernements de ces pays.

Art. 4. La notification et les renseignements prévus aux articles 1 et 2 sont suivis de communications ultérieures données d'une façon régulière, de manière à tenir les Gouvernements au courant de la marche de l'épidémie.

Ces communications, qui se font au moins une fois par semaine et qui sont aussi complètes que possible, indiquent plus particulièrement les précautions prises en vue de combattre l'extension de la maladie.

Elles doivent préciser: 1°. les mesures prophylactiques appliquées relativement à l'inspection sanitaire ou à la visite médicale, à l'isolement et à la désinfection ; 2°. les mesures exécutées au départ des navires pour empêcher l'exportation du mal et spécialement, dans le cas prévu par le 4°. de l'article 2 ci-dessus, les mesures prises contre les rats.

Art. 5. Le prompt et sincère accomplissement des prescriptions qui précèdent est d'une importance primordiale.

Les notifications n'ont de valeur réelle que si chaque Gouvernement est prévenu lui-même, à temps, des cas de peste, de choléra et des cas douteux survenus sur son territoire. On ne saurait donc trop recommander aux divers Gouvernements de rendre obligatoire la déclaration des cas de peste et des cas de choléra, et de se tenir renseignés sur toute mortalité insolite des rats ou des souris, notamment dans les ports.

Art. 6. Il est entendu que les pays voisins se réservent de

faire des arrangements spéciaux en vue d'organiser un service d'informations directes entre les chefs des administrations des frontières.

SECTION II. *Conditions qui permettent de considérer une circonscription territoriale comme contaminée ou redevenue saine.*

ART. 7. La notification d'un premier cas de peste ou de choléra n'entraîne pas contre la circonscription territoriale où il s'est produit, l'application des mesures prévues au chapitre II ci-après.

Mais, lorsque plusieurs cas de peste non importés se sont manifestés ou que les cas de choléra forment foyer, la circonscription est déclarée contaminée.

ART. 8. Pour restreindre les mesures aux seules régions atteintes, les Gouvernements ne doivent les appliquer qu'aux provenances des circonscriptions contaminées.

On entend par le mot *circonscription* une partie de territoire bien déterminée dans les renseignements qui accompagnent ou suivent la notification, ainsi : une province, un „gouvernement", un district, un département, un canton, une île, une commune, une ville, un quartier de ville, un village, un port, un polder, une agglomération, etc., quelles que soient l'étendue et la population de ces portions de territoire.

Mais cette restriction limitée à la circonscription contaminée ne doit être acceptée qu'à la condition formelle que le Gouvernement du pays contaminé prenne les mesures nécessaires : 1°. pour prévenir, à moins de désinfection préalable, l'exportation des objets visés aux 1°. et 2°. de l'article 12, provenant de la circonscription contaminée, et 2°. pour combattre l'extension de l'épidémie.

Quand une circonscription est contaminée, aucune mesure restrictive n'est prise contre les provenances de cette circonscription, si ces provenances l'ont quittée cinq jours au moins avant le début de l'épidémie.

ART. 9. Pour qu'une circonscription ne soit plus considérée comme contaminée il faut la constatation officielle :

1°. qu'il n'y a eu ni décès ni cas nouveau de peste ou de

choléra depuis cinq jours soit après l'isolement (1), soit après la mort ou la guérison du dernier pesteux ou cholérique;

2°. que toutes les mesures de désinfection ont été appliquées, et, s'il s'agit de cas de peste, que les mesures contre les rats ont été exécutées.

CHAPITRE II.

Mesures de défense par les autres pays contre les territoires déclarés contaminés.

SECTION I. *Publication des mesures prescrites.*

ART. 10. Le Gouvernement de chaque pays est tenu de publier immédiatement les mesures qu'il croit devoir prescrire au sujet des provenances d'un pays ou d'une circonscription territoriale contaminés.

Il communique aussitôt cette publication à l'agent diplomatique ou consulaire du pays contaminé, résidant dans sa capitale, ainsi qu'aux Conseils sanitaires internationaux.

Il est également tenu de faire connaître, par les mêmes voies, le retrait de ces mesures ou les modifications dont elles seraient l'objet.

A défaut d'agence diplomatique ou consulaire dans la capitale, les communications sont faites directement au Gouvernement du pays intéressé.

SECTION II. *Marchandises. Désinfection. Importation et transit. Bagages.*

ART. 11. Il n'existe pas de marchandises qui soient par elles-mêmes capables de transmettre la peste ou le choléra. Elles ne deviennent dangereuses qu'au cas où elles ont été souillées par des produits pesteux ou cholériques.

ART. 12. La désinfection ne peut être appliquée qu'aux marchandises et objets que l'autorité sanitaire locale considère comme contaminés.

---

(1) Le mot „isolement" signifie : isolement du malade, des personnes qui lui donnent des soins d'une façon permanente et interdiction des visites de toute autre personne.

Toutefois, les marchandises ou objets énumérés ci-après peuvent être soumis à la désinfection ou même prohibés à l'entrée, indépendamment de toute constatation qu'ils seraient ou non contaminés :

1°. Les linges de corps, hardes et vêtements portés (effets à usage), les literies ayant servi.

Lorsque ces objets sont transportés comme bagages ou à la suite d'un changement de domicile (effets d'installation), ils ne peuvent être prohibés et sont soumis au régime de l'article 19.

Les paquets laissés par les soldats et les matelots et renvoyés dans leur patrie après décès, sont assimilés aux objets compris dans le premier alinéa du 1°.

2°. Les chiffons et drilles, à l'exception, quant au choléra, des chiffons comprimés qui sont transportés comme marchandises en gros par ballots cerclés.

Ne peuvent être interdits les déchets neufs provenant directement d'ateliers de filature, de tissage, de confection ou de blanchiment; les laines artificielles (Kunstwolle, Shoddy) et les rognures de papier neuf.

ART. 13. Il n'y a pas lieu d'interdire le transit des marchandises et objets spécifiés aux 1°. et 2°. de l'article qui précède, s'ils sont emballés de telle sorte qu'ils ne puissent être manipulés en route.

De même, lorsque les marchandises ou objets sont transportés de telle façon qu'en cours de route ils n'aient pu être en contact avec les objets souillés, leur transit à travers une circonscription territoriale contaminée ne doit pas être un obstacle à leur entrée dans le pays de destination.

ART. 14. Les marchandises et objets spécifiés aux 1°. et 2°. de l'article 12 ne tombent pas sous l'application des mesures de prohibition à l'entrée, s'il est démontré à l'autorité du pays de destination qu'ils ont été expédiés cinq jours au moins avant le début de l'épidémie.

ART. 15. Le mode et l'endroit de la désinfection, ainsi que les procédés à employer pour assurer la destruction des rats, sont fixés par l'autorité du pays de destination. Ces

opérations doivent être faites de manière à ne détériorer les objets que le moins possible.

Il appartient à chaque Etat de régler la question relative au payement éventuel de dommages-intérêts résultant de la désinfection ou de la destruction des rats.

Si, à l'occasion des mesures prises pour assurer la destruction des rats à bord des navires, des taxes sont perçues par l'autorité sanitaire, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une société ou d'un particulier, le taux de ces taxes doit être fixé par un tarif publié d'avance et établi de façon à ce qu'il ne puisse résulter de l'ensemble de son application une source de bénéfice pour l'Etat ou pour l'Administration sanitaire.

ART. 16. Les lettres et correspondances, imprimés, livres, journaux, papiers d'affaires, etc. (non compris les colis postaux), ne sont soumis à aucune restriction ni désinfection.

ART. 17. Les marchandises, arrivant par terre ou par mer, ne peuvent être retenues aux frontières ou dans les ports.

Les seules mesures qu'il soit permis de prescrire à leur égard sont spécifiées dans l'article 12 ci-dessus.

Toutefois, si des marchandises, arrivant par mer en vrac ou dans des emballages défectueux, ont été, pendant la traversée, contaminées par des rats reconnus pesteux et si elles ne peuvent être désinfectées, la destruction des germes peut être assurée par leur mise en dépôt pendant une durée maxima de deux semaines.

Il est entendu que l'application de cette dernière mesure ne doit entraîner aucun délai pour le navire ni des frais extraordinaires résultant du défaut d'entrepôts dans les ports.

ART. 18. Lorsque des marchandises ont été désinfectées, par application des prescriptions de l'article 12, ou mises en dépôt temporaire, en vertu du 3e alinéa de l'article 17, le propriétaire ou son représentant a le droit de réclamer, de l'autorité sanitaire qui a ordonné la désinfection ou le dépôt, un certificat indiquant les mesures prises.

ART. 19. *Bagages.* La désinfection du linge sale, des hardes, vêtements et objets qui font partie de bagages ou de mobiliers (effets d'installation) provenant d'une circonscription

territoriale déclarée contaminée, n'est effectuée que dans les cas où l'autorité sanitaire les considère comme contaminés.

SECTION III. *Mesures dans les ports et aux frontières de mer.*

ART. 20. *Classification des navires.* Est considéré comme *infecté* le navire qui a la peste ou le choléra à bord ou qui a présenté un ou plusieurs cas de peste ou de choléra depuis sept jours.

Est considéré comme *suspect* le navire à bord duquel il y a eu des cas de peste ou de choléra au moment du départ ou pendant la traversée, mais aucun cas nouveau depuis sept jours.

Est considéré comme *indemne*, bien que venant d'un port contaminé, le navire qui n'a eu ni décès ni cas de peste ou de choléra à bord, soit avant le départ, soit pendant la traversée, soit au moment de l'arrivée.

ART. 21. Les navires *infectés de peste* sont soumis au régime suivant;

1°. visite médicale;

2°. les malades sont immédiatement débarqués et isolés;

3°. les autres personnes doivent être également débarquées, si possible, et soumises à dater de l'arrivée, soit à une observation (1) qui ne dépassera pas cinq jours et pourra être suivie ou non d'une surveillance (2) de cinq jours au plus, soit simplement à une surveillance qui ne pourra excéder dix jours.

Il appartient à l'autorité sanitaire du port d'appliquer celle de ces mesures qui lui paraît préférable selon la date du dernier cas, l'état du navire et les possibilités locales;

---

(1) Le mot „observation" signifie: isolement des voyageurs soit à bord d'un navire, soit dans une station sanitaire, avant qu'ils n'obtiennent la libre pratique.

(2) Le mot „surveillance" signifie que les voyageurs ne sont pas isolés, qu'ils obtiennent tout de suite la libre pratique, mais sont signalés à l'autorité dans les diverses localités où ils se rendent et soumis à un examen médical constatant leur état de santé.

4°. le linge sale, les effets à usage et les objets de l'équipage (1) et des passagers qui, de l'avis de l'autorité sanitaire, sont considérés comme contaminés seront désinfectés;

5°. les parties du navire qui ont été habitées par des pesteux ou, qui de l'avis de l'autorité sanitaire, sont considérées comme contaminées, doivent être désinfectées;

6°. la destruction des rats du navire doit être effectuée avant ou après le déchargement de la cargaison, le plus rapidement possible, et, en tout cas, dans un délai maximum de quarante-huit heures, en évitant de détériorer les marchandises, les tôles et les machines.

Pour les navires sur lest, cette opération doit se faire le plus tôt possible avant le chargement.

ART. 22. Les navires *suspects de peste* sont soumis aux mesures qui sont indiquées sous les nos. 1, 4 et 5 de l'article 21.

En outre, l'équipage et les passagers peuvent être soumis à une surveillance qui ne dépassera pas cinq jours à dater de l'arrivée du navire. On peut, pendant le même temps, empêcher le débarquement de l'équipage, sauf pour raisons de service.

Il est recommandé de détruire les rats du navire. Cette destruction est effectuée, avant ou après le déchargement de la cargaison le plus rapidement possible, et, en tout cas, dans un délai maximum de quarante-huit heures, en évitant de détériorer les marchandises, les tôles et les machines.

Pour les navires sur lest, cette opération se fera, s'il y a lieu, le plus tôt possible et, en tout cas, avant le chargement.

ART. 23. Les navires *indemnes de peste* sont admis à la libre pratique immédiate, quelle que soit la nature de leur patente.

Le seul régime que peut prescrire à leur sujet l'autorité du port d'arrivée consiste dans les mesures suivantes :

---

(1) Le mot „équipage" s'applique aux personnes qui font ou ont fait partie de l'équipage ou du personnel de service du bord, y compris les maîtres d'hôtel, garçons, cafedji, etc. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre ce mot chaque fois qu'il est employé dans la présente Convention.

1°. visite médicale;

2°. désinfection du linge sale, des effets à usage et des autres objets de l'équipage et des passagers, mais seulement dans les cas exceptionnels, lorsque l'autorité sanitaire a des raisons spéciales de croire à leur contamination;

3°. sans que la mesure puisse être érigée en règle générale, l'autorité sanitaire peut soumettre les navires venant d'un port contaminé à une opération destinée à détruire les rats à bord, avant ou après le déchargement de la cargaison. Cette opération doit être faite aussitot que possible et, en tout cas, ne doit pas durer plus de vingt-quatre heures en évitant de détériorer les marchandises, les tôles et les machines et d'entraver la circulation des passagers et de l'équipage entre le navire et la terre ferme. Pour les navires sur lest, il sera procédé, s'il y a lieu, à cette opération le plus tôt possible et en tout cas avant le chargement.

Lorsqu'un navire venant d'un port contaminé a été soumis à la destruction des rats, celle-ci ne peut être renouvelée que si le navire a fait relâche dans un port contaminé en s'y amarrant à quai, ou si la présence de rats morts ou malades est constaté à bord.

L'équipage et les passagers peuvent être soumis à une surveillance qui ne dépassera pas cinq jours à compter de la date où le navire est parti du port contaminé. On peut également, pendant le même temps, empêcher le débarquement de l'équipage, sauf pour raisons de service.

L'autorité compétente du port d'arrivée peut toujours réclamer sous serment un certificat du médecin du bord, ou, à son défaut, du capitaine, attestant qu'il n'y a pas eu de cas de peste sur le navire depuis le départ et qu'une mortalité insolite des rats n'a pas été constatée.

Art. 24. Lorsque, sur un navire *indemne*, des rats ont été reconnus pesteux après examen bactériologique, ou bien que l'on constate parmi ces rongeurs une mortalité insolite, il y a lieu de faire application des mesures suivantes:

I. Navires avec rats pesteux:

a) visite médicale;

b) les rats doivent être détruits, avant ou après le déchargement de la cargaison, le plus rapidement possible et, en

tout cas, dans un délai maximum de quarante huit heures, en évitant de détériorer les marchandises, les tôles et les machines. Les navires sur lest subissent cette opération le plus tôt possible et, en tout cas, avant le chargement ;

c) les parties du navire et les objets que l'autorité sanitaire locale juge être contaminés sont désinfectés ;

d) les passagers et l'équipage peuvent être soumis à une surveillance dont la durée ne doit pas dépasser cinq jours comptés à partir de la date d'arrivée, sauf des cas exceptionnels où l'autorité sanitaire peut prolonger la surveillance jusqu'à un maximum de dix jours.

II. Navires où est constatée une mortalité insolite des rats :

a) visite médicale ;

b) l'examen des rats au point de vue de la peste sera fait autant et aussi vite que possible ;

c) si la destruction des rats est jugée nécessaire, elle aura lieu, dans les conditions indiquées ci-dessus relativement aux navires avec rats pesteux ;

d) jusqu'à ce que tout soupçon soit écarté, les passagers et l'équipage peuvent être soumis à une surveillance dont la durée ne dépassera pas cinq jours comptés à partir de la date d'arrivée, sauf dans des cas exceptionnels où l'autorité sanitaire peut prolonger la surveillance jusqu'à un maximum de dix jours.

Art. 25. L'autorité sanitaire du port délivre au capitaine, à l'armateur ou à son agent, toutes les fois que la demande en est faite, un certificat constatant que les mesures de destruction des rats ont été effectuées et indiquant les raisons pour lesquelles ces mesures ont été appliquées.

Art. 26. Les navires *infectés* de choléra sont soumis au régime suivant :

1°. visite médicale ;

2°. les malades sont immédiatement débarqués et isolés ;

3°. les autres personnes doivent être également débarquées, si possible, et soumises à dater de l'arrivée du navire

à une observation ou à une surveillance dont la durée variera, selon l'état sanitaire du navire et selon la date du dernier cas, sans pouvoir dépasser cinq jours ;

4°. le linge sale, les effets à usage et les objets de l'équipage et des passagers qui, de l'avis de l'autorité sanitaire du port, sont considérés comme contaminés, sont désinfectés ;

5°. les parties du navire qui ont été habitées par les malades atteints de choléra ou qui sont considérées par l'autorité sanitaire comme contaminées, sont désinfectées ;

6°. l'eau de la cale est évacuée après désinfection.

L'autorité sanitaire peut ordonner la substitution d'une bonne eau potable à celle qui est emmagasinée à bord.

Il peut être interdit de laisser s'écouler ou de jeter dans les eaux du port les déjections humaines, à moins de désinfection préalable.

ART. 27. Les navires *suspects de choléra* sont soumis aux mesures qui sont prescrites sous les numéros 1°., 4°., 5°. et 6°. de l'article 26.

L'équipage et les passagers peuvent être soumis à une surveillance qui ne doit pas dépasser cinq jours à dater de l'arrivée du navire. Il est recommandé d'empêcher, pendant le même temps, le débarquement de l'équipage, sauf pour raisons de service.

ART. 28. Les navires *indemnes de choléra* sont admis à la libre pratique immédiate, quelle que soit la nature de leur patente.

Le seul régime que puisse prescrire à leur sujet l'autorité du port d'arrivée consiste dans les mesures prévues aux nos. 1°., 4° et 6° de l'article 26.

L'équipage et les passagers peuvent être soumis, au point de vue de leur état de santé, à une surveillance qui ne doit pas dépasser cinq jours à compter de la date où le navire est parti du port contaminé.

Il est recommandé d'empêcher, pendant le même temps, le débarquement de l'équipage, sauf pour raisons de service.

L'autorite compétente du port d'arrivée peut toujours réclamer sous serment un certificat du médecin du bord ou, à son

défaut, du capitaine, attestant qu'il n'y a pas eu de cas de choléra sur le navire depuis le départ.

Art. 29. L'autorité compétente tiendra compte, pour l'application des mesures indiquées dans les articles 21 à 28, de la présence d'un médecin et d'appareils de désinfection (étuves) à bord des navires des trois catégories susmentionnées.

En ce qui concerne la peste, elle aura égard également à l'installation à bord d'appareils de destruction des rats.

Les autorités sanitaires des Etats auxquels il conviendrait de s'entendre sur ce point, pourront dispenser de la visite médicale et d'autres mesures les navires indemnes qui auraient à bord un médecin spécialement commissionné par leur pays.

Art. 30. Des mesures spéciales peuvent être prescrites à l'égard des navires encombrés, notamment des navires d'émigrants ou de tout autre navire offrant de mauvaises conditions d'hygiène.

Art. 31. Tout navire qui ne veut pas se soumettre aux obligations imposées par l'autorité du port en vertu des stipulations de la présente Convention est libre de reprendre la mer.

Il peut être autorisé à débarquer ses marchandises après que les précautions nécessaires auront été prises, à savoir :

1°. isolement du navire, de l'équipage et des passagers ;

2°. en ce qui concerne la peste, demande de renseignements relatifs à l'existence d'une mortalité insolite parmi les rats ;

3°. en ce qui concerne le choléra, évacuation de l'eau de cale après désinfection et substitution d'une bonne eau potable à celle qui est emmagasinée à bord.

Il peut également être autorisé à débarquer des passagers qui en font la demande, à la condition que ceux-ci se soumettent aux mesures prescrites par l'autorité locale.

Art. 32. Les navires d'une provenance contaminée qui ont été désinfectés et ont été l'objet de mesures sanitaires appliquées d'une façon suffisante, ne subiront pas une seconde fois ces mesures à leur arrivée dans un port nouveau, à la

condition qu'il ne se soit produit aucun cas depuis que la désinfection a été pratiquée, et qu'ils n'aient pas fait escale dans un port contaminé.

Quand un navire débarque seulement des passagers et leurs bagages ou la malle postale, sans avoir été en communication avec la terre ferme, il n'est pas considéré comme ayant touché le port.

ART. 33. Les passagers arrivés par un navire infecté ont la faculté de réclamer de l'autorité sanitaire du port un certificat indiquant la date de leur arrivée et les mesures auxquelles ils ont été soumis, ainsi que leurs bagages.

ART. 34. Les bateaux de cabotage feront l'objet d'un régime spécial à établir d'un commun accord entre les pays intéressés.

ART. 35. Sans préjudice du droit qu'ont les Gouvernements de se mettre d'accord pour organiser des stations sanitaires communes, chaque pays doit pourvoir au moins un des ports du littoral de chacune de ses mers d'une organisation et d'un outillage suffisants pour recevoir un navire, quel que soit son état sanitaire.

Lorsqu'un navire indemne, venant d'un port contaminé, arrive dans un grand port de navigation maritime, il est recommandé de ne pas le renvoyer à un autre port en vue de l'exécution des mesures sanitaires prescrites.

Dans chaque pays, les ports ouverts aux provenances de ports contaminés de peste ou de choléra doivent être outillés de telle façon que les navires indemnes puissent y subir, dès leur arrivée, les mesures prescrites, et ne soient pas envoyés, à cet effet, dans un autre port.

Les Gouvernements feront connaître les ports qui sont ouverts chez eux aux provenances de ports contaminés de peste ou de choléra.

ART. 36. Il est recommandé que, dans les grands ports de navigation maritime, il soit établi :

a) un service médical régulier du port et une surveillance médicale permanente de l'état sanitaire des équipages et de la population du port ;

b) des locaux appropriés à l'isolement des malades et à l'observation des personnes suspectes;

c) les installations nécessaires à une désinfection efficace et des laboratoires bactériologiques;

d) un service d'eau potable non suspecte à l'usage du port et l'application d'un système présentant toute la sécurité possible pour l'enlèvement des déchets et ordures.

SECTION IV. *Mesures aux frontières de terre. Voyageurs. Chemins de fer. Zones frontières. Voies fluviales.*

ART. 37. Il ne doit plus être établi de quarantaines terrestres.
Seules, les personnes présentant des symptômes de peste ou de choléra peuvent être retenues aux frontières.
Ce principe n'exclut pas le droit, pour chaque Etat, de fermer au besoin une partie de ses frontières.

ART. 38. Il importe que les voyageurs soient soumis, au point de vue de leur état de santé, à une surveillance de la part du personnel des chemins de fer.

ART. 39. L'intervention médicale se borne à une visite des voyageurs et aux soins à donner aux malades. Si cette visite se fait, elle est combinée, autant que possible, avec la visite douanière, de manière que les voyageurs soient retenus le moins longtemps possible. Les personnes visiblement indisposées sont seules soumises à un examen médical approfondi.

ART. 40. Dès que les voyageurs venant d'un endroit contaminé seront arrivés à destination, il serait de la plus haute utilité de les soumettre à une surveillance qui ne devrait pas dépasser dix ou cinq jours à compter de la date du départ, suivant qu'il s'agit respectivement de peste ou de choléra.

ART. 41. Les Gouvernements se réservent le droit de prendre des mesures particulières à l'égard de certaines catégories de personnes, notamment des bohémiens et des vagabonds, des émigrants et des personnes voyageant ou passant la frontière par troupes.

Art. 42. Les voitures affectées au transport des voyageurs, de la poste et des bagages ne peuvent être retenues aux frontières.

S'il arrive qu'une de ces voitures soit contaminée ou ait été occupée par un malade atteint de peste ou de choléra, elle sera détachée du train pour être désinfectée le plus tôt possible.

Il en sera de même pour les wagons à marchandises.

Art. 43. Les mesures concernant le passage aux frontières du personnel des chemins de fer et de la poste sont du ressort des administrations intéressées. Elles sont combinées de façon à ne pas entraver le service.

Art. 44. Le règlement du trafic-frontière et des questions inhérentes à ce trafic, ainsi que l'adoption des mesures exceptionnelles de surveillance, doivent être laissés à des arrangements spéciaux entre les Etats limitrophes.

Art. 45. Il appartient aux Gouvernements des Etats riverains de régler, par des arrangements spéciaux, le régime sanitaire des voies fluviales.

TITRE II.

DISPOSITIONS SPÉCIALES AUX PAYS SITUÉS HORS D'EUROPE.

Chapitre I.

Provenances par mer.

Section I. *Mesures dans les ports contaminés au départ des navires.*

Art. 46. L'autorité compétente est tenue de prendre des mesures efficaces pour empêcher l'embarquement des personnes présentant des symptômes de peste ou de choléra.

Toute personne prenant passage à bord d'un navire doit être, au moment de l'embarquement, examinée individuellement, de jour, à terre, pendant le temps nécessaire, par un

médecin délégué de l'autorité publique. L'autorité consulaire dont relève le navire peut assister à cette visite.

Par dérogation à cette stipulation, à Alexandrie et à Port-Saïd, la visite médicale peut avoir lieu à bord, quand l'autorité sanitaire locale le juge utile, sous la réserve que les passagers de 3e classe ne seront plus ensuite autorisés à quitter le bord. Cette visite médicale peut être faite de nuit pour les passagers de 1re et de 2e classes, mais non pour les passagers de 3e classe.

Art. 47. L'autorité compétente est tenue de prendre des mesures efficaces :

1°. pour empêcher l'exportation de marchandises ou objets quelconques qu'elle considérerait comme contaminés et qui n'auraient pas été préalablement désinfectés à terre sous la surveillance du médecin délégué de l'autorité publique;

2°. en cas de peste, pour empêcher l'embarquement des rats;

3°. en cas de choléra, pour veiller à ce que l'eau potable embarquée soit saine.

Section II. *Mesures à l'égard des navires ordinaires venant des ports du Nord contaminés et se présentant à l'entrée du canal de Suez ou dans les ports égyptiens.*

Art. 48. Les navires ordinaires *indemnes* venant d'un port, contaminé de peste ou de choléra, d'Europe ou du bassin de la Méditerranée, et se présentant pour passer le canal de Suez, obtiennent le passage en quarantaine. Ils continuent leur trajet en observation de cinq jours.

Art. 49. Les navires ordinaires indemnes, qui veulent aborder en Egypte, peuvent s'arrêter à Alexandrie ou à Port-Saïd, où les passagers achèveront le temps de l'observation de cinq jours, soit à bord, soit dans une station sanitaire, selon la décision de l'autorité sanitaire locale.

Art. 50. Les mesures auxquelles seront soumis les navires *infectés* et *suspects*, venant d'un port contaminé de peste ou de choléra d'Europe ou des rives de la Méditerranée, et désirant aborder dans un des ports d'Egypte ou passer le canal de Suez, seront déterminées par le Conseil sanitaire d'Egypte, conformément aux stipulations de la présente Convention.

Les règlements contenant ces mesures devront, pour devenir exécutoires, être acceptés par les diverses Puissances représentées au Conseil ; ils fixeront le régime imposé aux navires, aux passagers et aux marchandises et devront être présentés dans le plus bref délai possible.

SECTION III. *Mesures dans la Mer Rouge.*

A. Mesures à l'égard des navires ordinaires venant du Sud se présentant dans les ports de la Mer Rouge ou allant vers la Méditerranée.

ART. 51. Indépendamment des dispositions générales qui font l'objet de la section III du chapitre 2 du titre I, concernant la classification et le régime des navires infectés, suspects ou indemnes, les prescriptions spéciales, contenues dans les articles ci-après, sont applicables aux navires ordinaires venant du Sud et entrant dans la Mer Rouge.

ART. 52. Les navires *indemnes* devront avoir complété ou auront à compléter, en observation, cinq jours pleins à partir du moment de leur départ du dernier port contaminé.

Ils auront la faculté de passer le canal de Suez en quarantaine et entreront dans la Méditerranée en continuant l'observation susdite de cinq jours. Les navires ayant un médecin et une étuve ne subiront pas la désinfection avant le transit en quarantaine.

ART. 53. Les navires *suspects* sont traités d'une façon différente suivant qu'ils ont ou qu'ils n'ont pas à bord un médecin et un appareil à désinfection (étuve).

a) Les navires, ayant un médecin et un appareil de désinfection (étuve), remplissant les conditions voulues, sont admis à passer le canal de Suez en quarantaine dans les conditions du règlement pour le transit.

b) Les autres navires suspects, n'ayant ni médecin ni appareil de désinfection (étuve), sont, avant d'être admis à transiter en quarantaine, retenus à Suez ou aux Sources de Moïse pendant le temps nécessaire pour exécuter les mesures de désinfection prescrites et s'assurer de l'état sanitaire du navire.

S'il s'agit de navires postaux ou de paquebots spécialement affectés au transport des voyageurs, sans appareil de désinfection (étuve), mais ayant un médecin à bord, si l'autorité locale a l'assurance, par une constatation officielle, que les mesures d'assainissement et de désinfection ont été convenablement pratiquées, soit au point de départ, soit pendant la traversée, le passage en quarantaine est accordé.

S'il s'agit de navires postaux ou de paquebots spécialement affectés au transport des voyageurs, sans appareil de désinfection (étuve), mais ayant un médecin à bord, si le dernier cas de peste ou de choléra remonte à plus de sept jours et si l'état sanitaire du navire est satisfaisant, la libre pratique peut être donnée à Suez, lorsque les opérations réglementaires sont terminées.

Lorsqu'un bateau a un trajet indemne de moins de sept jours, les passagers à destination d'Egypte sont débarqués dans un établissement désigné par le Conseil d'Alexandrie et isolés pendant le temps nécessaire pour compléter l'observation de cinq jours. Leur linge sale et leurs effets à usage sont désinfectés. Ils reçoivent alors la libre pratique.

Les bateaux ayant un trajet indemne de moins de sept jours et demandant à obtenir la libre pratique en Egypte sont retenus dans un établissement désigné par le Conseil d'Alexandrie le temps nécessaire pour compléter l'observation de cinq jours; ils subissent les mesures réglementaires concernant les navires suspects.

Lorsque la peste ou le choléra s'est montré exclusivement dans l'équipage, la désinfection ne porte que sur le linge sale de celui-ci, mais sur tout ce linge sale, et s'étend également aux postes d'habitation de l'équipage.

Art. 54. Les navires infectés se divisent en navires avec médecin et appareil de désinfection (étuve) et navires sans médecin et sans appareil de désinfection (étuve).

a) Les navires sans médecin et sans appareil de désinfection (étuve) sont arrêtés aux Sources de Moïse (1); les person-

(1) Les malades sont autant que possible débarqués aux Sources de Moïse; les autres personnes peuvent subir l'observation dans une station sanitaire désignée par le Conseil sanitaire maritime et quarantenaire d'Egypte (lazaret des pilotes).

nes présentant des symptômes de peste ou de choléra sont débarquées et isolées dans un hôpital. La désinfection est pratiquée d'une façon complète. Les autres passagers sont débarqués et isolés par groupes composés de personnes aussi peu nombreuses que possible, de manière que l'ensemble ne soit pas solidaire d'un groupe particulier si la peste ou le choléra venait à se développer. Le linge sale, les objets à usage, les vêtements de l'équipage et des passagers sont désinfectés ainsi que le navire.

Il est bien entendu qu'il ne s'agit pas du déchargement des marchandises, mais seulement de la désinfection de la partie du navire qui a été infectée.

Les passagers resteront pendant cinq jours dans un établissement désigné par le Conseil sanitaire maritime et quarantenaire d'Egypte. Lorsque les cas de peste ou de choléra remonteront à plusieurs jours, la durée de l'isolement sera diminuée. Cette durée variera selon l'époque de la guérison, de la mort ou de l'solement du dernier malade. Ainsi lorsque le dernier cas de peste ou de choléra se sera terminé depuis six jours par la guérison ou la mort, ou que le dernier malade aura été isolé depuis six jours, l'observation durera un jour; s'il ne s'est écoulé qu'un laps de cinq jours, l'observation sera de deux jours; s'il ne s'est écoulé qu'un laps de quatre jours, l'observation sera de trois jours; s'il ne s'est écoulé qu'un laps de trois jours, l'observation sera de quatre jours; s'il ne s'est écoulé qu'un laps de deux jours ou d'un jour, l'observation sera de cinq jours.

b) Les navires avec médecin et appareil de désinfection (étuve) sont arrêtés aux Sources de Moïse. Le médecin du bord doit déclarer, sous serment, quelles sont les personnes à bord présentant des symptômes de peste, de choléra. Ces malades sont débarqués et isolés.

Après le débarquement de ces malades, le linge sale du reste des passagers, que l'autorité sanitaire considérera comme dangereux, et de l'équipage subira la désinfection à bord.

Lorsque la peste ou le choléra se sera montré exclusivement dans l'équipage, la désinfection du linge ne portera que sur le linge sale de l'équipage et le linge des postes de l'équipage.

Le médecin du bord doit indiquer aussi, sous serment, la partie ou le compartiment du navire et la section de l'hôpital dans lesquels le ou les malades ont été transportés. Il doit déclarer également, sous serment, quelles sont les personnes qui ont été en rapport avec le pestiféré ou le cholérique depuis la première manifestation de la maladie, soit par des

contacts directs, soit par des contacts avec des objets qui pourraient être contaminés. Ces seules personnes seront considérées comme suspectes.

La partie ou le compartiment du navire et la section de l'hôpital dans lesquels le ou les malades auront été transportés, seront complètement désinfectés. On entend par „partie du navire" la cabine du malade, les cabines attenantes, le couloir de ces cabines, le pont, les parties du pont sur lesquelles le ou les malades auraient séjourné.

S'il est impossible de désinfecter la partie ou le compartiment du navire qui a été occupé par les personnes atteintes de peste ou de choléra, sans débarquer les personnes déclarées suspectes, ces personnes seront ou placées sur un autre navire spécialement affecté à cet usage, ou débarquées et logées dans l'établissement sanitaire, sans contact avec les malades, lesquels doivent être placés dans l'hôpital.

La durée de ce séjour sur le navire ou à terre pour la désinfection sera aussi courte que possible et n'excédera pas vingt-quatre heures.

Les suspects subiront, soit sur leur bâtiment, soit sur le navire affecté à cet usage, une observation dont la durée variera suivant les cas et dans les termes prévus au 3e alinéa du paragraphe (*a*).

Le temps pris par les opérations réglementaires est compris dans la durée de l'observation.

Le passage en quarantaine peut être accordé avant l'expiration des délais indiquées ci-dessus, si l'autorité sanitaire le juge possible. Il sera, en tout cas, accordé lorsque la désinfection aura été accomplie, si le navire abandonne, outre ses malades, les personnes indiquées ci-dessus comme „suspectes".

Une étuve placée sur un ponton peut venir accoster le navire pour rendre plus rapides les opérations de désinfection.

Les navires infectés demandant à obtenir la libre pratique en Egypte sont retenus aux Sources de Moïse cinq jours; ils subissent, en outre, les mêmes mesures que celles adoptées pour les navires infectés arrivant en Europe.

B. Mesures à l'égard des navires ordinaires venant de ports contaminés du Hedjaz, en temps de pèlerinage.

ART. 55. A l'époque du pèlerinage de la Mecque, si la peste ou le choléra sévit au Hedjaz, les navires provenant du Hedjaz ou de toute autre partie de la côte arabique de la Mer

Rouge, sans y avoir embarqué des pèlerins ou masses analogues et qui n'ont pas eu à bord, durant la traversée, d'accident suspect, sont placés dans la catégorie des navires ordinaires suspects. Ils sont soumis aux mesures préventives et au traitement imposés à ces navires.

S'ils sont à destination de l'Egypte, ils subissent, dans un établissement sanitaire désigné par le Conseil sanitaire maritime et quarantenaire, une observation de cinq jours, à compter de la date du départ, pour le choléra comme pour la peste. Ils sont soumis en outre à toutes les mesures prescrites pour les bateaux suspects (désinfection, etc.) et ne sont admis à la libre pratique qu'après visite médicale favorable.

Il est entendu que si les navires, durant la traversée, ont eu des accidents suspects, l'observation sera subie aux Sources de Moïse et sera de cinq jours, qu'il s'agisse de peste ou de choléra.

Section IV. *Organisation de la surveillance et de la désinfection à Suez et aux Sources de Moïse.*

Art. 56. La visite médicale prévue par les règlements est faite pour chaque navire arrivant à Suez par un ou plusieurs médecins de la station; elle est faite de jour pour les provenances des ports contaminés de peste ou de choléra. Elle peut avoir lieu même de nuit sur ces navires qui se présentent pour transiter le canal s'ils sont éclairés à la lumière électrique et toutes les fois que l'autorité sanitaire locale a l'assurance que les conditions d'éclairage sont suffisantes.

Art. 57. Les médecins de la station de Suez sont au nombre de sept au moins, un médecin en chef, six titulaires. Ils doivent être pourvus d'un diplôme régulier et choisis de préférence parmi les médecins ayant fait des études spéciales pratiques d'épidémiologie et de bactériologie. Ils sont nommés par le Ministre de l'Intérieur, sur la présentation du Conseil sanitaire maritime et quarantenaire d'Egypte. Ils reçoivent un traitement qui, de huit mille francs, peut s'élever progressivement à douze mille francs pour les six médecins et de douze mille à quinze mille francs pour le médecin en chef.

Si le service médical était encore insuffisant, on aurait recours aux médecins de la Marine des différents Etats: ces médecins seraient placés sous l'autorité du médecin en chef de la station sanitaire.

Art. 58. Un corps de gardes sanitaires est chargé d'assurer la surveillance et l'exécution des mesures de prophylaxie appliquées dans le canal de Suez, à l'établissement des Sources de Moïse et à Tor.

Art. 59. Ce corps comprend dix gardes.
Il est recruté parmi les anciens sous-officiers des armées et marines européennes et égyptiennes.
Les gardes sont nommés, après que leur compétence a été constatée par le Conseil, dans les formes prévues à l'article 14 du décret khédivial du 19 juin 1893.

Art. 60. Les gardes sont divisés en deux classes :

la 1re classe comprend quatre gardes;

la 2e comprend six gardes.

Art. 61. La solde annuelle allouée aux gardes est pour :

la 1re classe, de 160 l. ég. à 200 l. ég. ;

la 2e classe, de 120 l. ég. à 168 l. ég. ;

avec augmentation progressive jusqu'à ce que le maximum soit atteint.

Art. 62. Les gardes sont investis du caractère d agents de la force publique, avec droit de réquisition en cas d'infraction aux règlements sanitaires.
Ils sont placés sous les ordres immédiats du directeur de l'office de Suez ou de Tor.
Ils doivent être initiés à toutes les pratiques et à toutes les opérations de désinfection usitées, et connaître la manipulation des substances et instruments employés à cet effet.

Art. 63. La station de désinfection et d'isolement des Sources de Moïse est placée sous l'autorité du médecin en chef de Suez.
Si des malades y sont débarqués, deux des médecins de Suez y seront internés, l'un pour soigner les pesteux ou les cholériques, l'autre pour soigner les personnes non atteintes de peste ou de choléra.

Dans le cas où il y aurait à la fois des pesteux, des cholériques et d'autres malades, le nombre des médecins internés sera porté à trois : un pour les pesteux, un pour les cholériques et le troisième pour les autres malades.

ART. 64. La station de désinfection et d'isolement des Sources de Moïse doit comprendre :

1°. trois étuves à désinfection au moins, dont une placée sur un ponton, et l'outillage nécessaire pour la destruction des rats ;

2°. deux hôpitaux d'isolement, chacun de douze lits, l'un pour les pesteux et les suspects de peste, l'autre pour les personnes atteintes ou suspectes de choléra. Ces hôpitaux doivent être disposés de façon à ce que, dans chacun d'eux, les malades, les suspects, les hommes et les femmes soient isolés les uns des autres ;

3°. des baraquements, des tentes-hôpital et des tentes ordinaires pour les personnes débarquées ;

4°. des baignoires et des douches-lavage en nombre suffisant ;

5°. les bâtiments nécessaires pour les services communs, le personnel médical, les gardes, etc. ; un magasin, une buanderie ;

6°. un réservoir d'eau ;

7°. les divers bâtiments doivent être disposés de telle façon qu'il n'y ait pas de contact possible entre les malades, les objets infectés ou suspects et les autres personnes.

ART. 65. Un mécanicien est spécialement chargé de l'entretien des étuves placées aux Sources de Moïse.

SECTION V. *Passage en quarantaine du canal de Suez.*

ART. 66. L'autorité sanitaire de Suez accorde le passage en quarantaine. Le Conseil en est immédiatement informé.

Dans les cas douteux, la décision est prise par le Conseil.

Art. 67. Dès que l'autorisation prévue à l'article précédent est accordée, un télégramme est expédié à l'autorité désignée par chaque Puissance. L'expédition du télégramme est faite aux frais du navire.

Art. 68. Chaque Puissance édictera des dispositions pénales contre les bâtiments qui, abandonnant le parcours indiqué par le capitaine, aborderaient indûment un des ports du territoire de cette Puissance. Seront exceptés les cas de force majeure et de relâche forcée.

Art. 69. Lors de l'arraisonnement, le capitaine est tenu de déclarer s'il a à son bord des équipes de chauffeurs indigènes ou de serviteurs à gages quelconques, non inscrits sur le rôle d'équipage ou le registre à cet usage.

Les questions suivantes sont notamment posées aux capitaines de tous les navires se présentant à Suez, venant du Sud. Ils y répondent sous serment :

„Avez-vous des auxiliaires : chauffeurs ou autres gens de service, non inscrits sur le rôle de l'équipage ou sur le registre spécial ? Quelle est leur nationalité ? Où les avez-vous embarqués ?"

Les médecins sanitaires doivent s'assurer de la présence de ces auxiliaires et s'ils constatent qu'il y a des manquants parmi eux, chercher avec soin les causes de l'absence.

Art. 70. Un officier sanitaire et deux gardes sanitaires montent à bord. Ils doivent accompagner le navire jusqu'à Port-Saïd. Ils ont pour mission d'empêcher les communications et de veiller à l'exécution des mesures prescrites pendant la traversée du canal.

Art. 71. Tout embarquement ou débarquement et tout transbordement de passagers ou de marchandises sont interdits pendant le parcours du canal de Suez à Port-Saïd.

Toutefois, les voyageurs peuvent s'embarquer à Port-Saïd en quarantaine.

Art. 72. Les navires transitant en quarantaine doivent effectuer le parcours de Suez à Port-Saïd sans garage.

En cas d'échouage ou de garage indispensable, les opérations nécessaires sont effectuées par le personnel du bord, en évitant toute communication avec le personnel de la Compagnie du Canal de Suez.

ART. 73. Les transports de troupes par bateaux suspects ou infectés transitant en quarantaine sont tenus de traverser le canal seulement de jour. S'ils doivent séjourner de nuit dans le canal, ils prennent leur mouillage au lac Timsah ou dans le grand lac.

ART. 74. Le stationnement des navires transitant en quarantaine est interdit dans le port de Port-Saïd, sauf dans les cas prévus aux articles 71, alinéa 2, et 75.

Les opérations de ravitaillement doivent être pratiquées avec les moyens du bord.

Les chargeurs ou toutes autres personnes, qui seraient montés à bord, sont isolés sur le ponton quarantenaire. Leurs vêtements y subissent la désinfection réglementaire.

ART. 75. Lorsqu'il est indispensable, pour les navires transitant en quarantaine de prendre du charbon à Port-Saïd, ces navires doivent exécuter cette opération dans un endroit offrant les garanties nécessaires d'isolement et de surveillance sanitaire, qui sera indiqué par le Conseil sanitaire. Pour les navires à bord desquels une surveillance efficace de cette opération est possible et où tout contact avec les gens du bord peut être évité, le charbonnage par les ouvriers du port est autorisé. La nuit, le lieu de l'opération doit être éclairé à la lumière électrique.

ART. 76. Les pilotes, les électriciens, les agents de la Compagnie et les gardes sanitaires sont déposés à Port-Saïd, hors du port, entre les jetées, et de là conduits directement au ponton de quarantaine, où leurs vêtements subissent la désinfection lorsqu'elle est jugée nécessaire.

ART. 77. Les navires de guerre ci-après déterminés bénéficient, pour le passage du canal de Suez, des dispositions suivantes :

Ils seront reconnus indemnes par l'autorité quarantenaire sur la production d'un certificat émanant des médecins du

bord, contresigné par le Commandant et affirmant sous serment :

a) qu'il n'y a eu à bord, soit au moment du départ soit pendant la traversée, aucun cas de peste, ou de choléra ;

b) qu'une visite minutieuse de toutes les personnes existant à bord, sans exception, a été passée moins de douze heures avant l'arrivée dans le port égyptien et qu'elle n'a révélé aucun cas de ces maladies.

Ces navires sont exempts de la visite médicale et reçoivent immédiatement libre pratique, à la condition qu'ils aient complété, à partir de leur départ du dernier port contaminé, une période de cinq jours pleins.

Ceux de ces navires qui n'ont pas complété la période exigée, peuvent transiter le canal en quarantaine sans subir la visite médicale, pourvu qu'ils produisent le susdit certificat à l'autorité quarantenaire.

L'autorité quarantenaire a néanmoins le droit de faire pratiquer, par ses agents, la visite médicale à bord des navires de guerre toutes les fois qu'elle le juge nécessaire.

Les navires de guerre, suspects ou infectés, seront soumis aux règlements en vigueur.

Ne sont considérées comme navires de guerre que les unités de combat. Les bateaux-transports, les navires-hôpitaux entrent dans la catégorie des navires ordinaires.

Art. 78. Le Conseil maritime et quarantenaire d'Egypte est autorisé à organiser le transit du territoire égyptien, par voie ferrée, des malles postales et des passagers ordinaires venant de pays contaminés dans des trains quarantenaires, sous les conditions déterminées dans l'annexe n°. I.

Section VI. *Régime sanitaire applicable au Golfe Persique.*

Art. 79. Les navires, avant de pénétrer dans le Golfe Persique, sont arraisonnés à l'établissement sanitaire de l'île d'Ormuz. Ils sont, d'après l'état sanitaire du bord et d'après leur provenance, soumis au régime prévu par la section III du chapitre II, du titre I.

Toutefois, les navires qui doivent remonter le Chat-el-Arab seront autorisés, si la durée de l'observation n'est pas termi-

née, à continuer leur route, à la condition de passer le Golfe Persique et le Chat-el-Arab en quarantaine. Un gardien-chef et deux gardes sanitaires pris à Ormuz surveilleront le bateau jusqu'à Bassorah, où une seconde visite médicale sera pratiquée et où se feront les désinfections nécessaires.

En attendant que la station sanitaire d'Ormuz soit organisée, ce seront des gardes sanitaires pris dans le poste provisoire établi en vertu de l'article 82 ci-après, alinéa 2, qui accompagneront les navires passant en quarantaine jusque dans le Chat-el-Arab, dans l'établissement placé aux environs de Bassorah.

Les bateaux qui doivent toucher aux ports de la Perse pour y débarquer des passagers ou des marchandises pourront faire ces opérations à Bender-Bouchir.

Il est bien entendu qu'un navire qui reste indemne à l'expiration des cinq jours à compter de la date à laquelle il a quitté le dernier port contaminé de peste ou de choléra, recevra la libre pratique dans les ports du Golfe après constatation, à l'arrivée, de son état indemne.

ART. 80. Les articles 20 à 28 de la présente Convention sont applicables, en ce qui concerne la classification des navires ainsi que le régime à leur faire subir dans le Golfe Persique, sous les trois réserves suivantes :

1°. la surveillance des passagers et de l'équipage sera toujours remplacée par une observation de même durée ;

2°. les navires indemnes ne pourront y recevoir libre pratique qu'à la condition d'avoir complété cinq jours pleins à partir du moment de leur départ du dernier port contaminé ;

3°. en ce qui concerne les navires suspects le délai de cinq jours pour l'observation de l'équipage et des passagers comptera à partir du moment où il n'existe plus de cas de peste ou de choléra à bord.

SECTION VII. *Etablissements sanitaires du Golfe Persique.*

ART. 81. Des établissements sanitaires doivent être construits sous la direction du Conseil de santé de Constantinople et à ses frais, l'un à l'île d'Ormuz, l'autre aux environs de Bassorah, dans un lieu à déterminer.

Il y aura à la station sanitaire de l'île d'Ormuz deux médecins au moins, des agents sanitaires, des gardes sanitaires et tout un outillage de désinfection et de destruction des rats. Un petit hôpital sera construit.

A la station des environs de Bassorah seront construits un grand lazaret comportant un service médical composé de plusieurs médecins et des installations pour la désinfection des marchandises.

ART. 82. Le Conseil supérieur de santé de Constantinople, qui a sous sa dépendance l'établissement sanitaire de Bassorah, exercera le même pouvoir en ce qui concerne celui d'Ormuz.

En attendant que l'établissement sanitaire d'Ormuz soit construit, un poste sanitaire y sera établi par les soins du Conseil supérieur de santé de Constantinople.

CHAPITRE II.

Provenances par terre.

SECTION I. *Règles générales.*

ART. 83. Les mesures prises sur la voie de terre contre les provenances des régions contaminées de peste ou de choléra doivent être conformes aux principes sanitaires formulés par la présente Convention.

Les pratiques modernes de la désinfection doivent être substituées aux quarantaines de terre. Dans ce but, des étuves et d'autres outillages de désinfection seront disposés dans des points bien choisis sur les routes suivies par les voyageurs.

Les mêmes moyens seront employés sur les lignes de chemins de fer créées ou à créer.

Les marchandises seront désinfectées suivant les principes de la présente Convention.

ART. 84. Chaque Gouvernement est libre de fermer au besoin une partie de ses frontières aux passagers et aux marchandises, dans les endroits où l'organisation d'un contrôle sanitaire rencontre des difficultés.

Section II. *Frontières terrestres turques.*

Art. 85. Le Conseil supérieur de santé de Constantinople devra organiser sans délai les établissements sanitaires de Hanikin et de Kisil Dizié, près de Bayazid, sur les frontières turco-persane et turco-russe.

TITRE III.

DISPOSITIONS SPÉCIALES AUX PÈLERINAGES.

Chapitre premier.

Prescriptions générales.

Art. 86. Les dispositions des articles 46 et 47 du titre II sont applicables aux personnes et objets devant être embarqués à bord d'un navire à pèlerins partant d'un port de l'Océan Indien et de l'Océanie, alors même que le port ne serait pas contaminé de peste ou de choléra.

Art. 87. Lorsqu'il existe des cas de peste ou de choléra dans le port, l'embarquement ne se fait à bord des navires à pèlerins qu'après que les personnes réunies en groupes ont été soumises à une observation permettant de s'assurer qu'aucune d'elles n'est atteinte de la peste ou du choléra.

Il est entendu que, pour exécuter cette mesure, chaque Gouvernement peut tenir compte des circonstances et possibilités locales.

Art. 88. Les pèlerins sont tenus, si les circonstances locales le permettent, de justifier des moyens strictement nécessaires pour accomplir le pèlerinage, spécialement du billet d'aller et retour.

Art. 89. Les navires à vapeur sont seuls admis à faire le transport des pèlerins au long cours. Ce transport est interdit aux autres bateaux.

Art. 90. Les navires à pèlerins faisant le cabotage destinés aux transports de courte durée dits „voyages au cabotage"

sont soumis aux prescriptions contenues dans le règlement spécial applicable au pèlerinage du Hedjaz qui sera publié par le Conseil de santé de Constantinople, conformément aux principes édictés dans la présente Convention.

ART. 91. N'est pas considéré comme navire à pèlerins celui qui, outre ses passagers ordinaires, parmi lesquels peuvent être compris les pèlerins des classes supérieures, embarque des pèlerins de la dernière classe, en proportion moindre d'un pèlerin par cent tonneaux de jauge brute.

ART. 92. Tout navire à pèlerins, à l'entrée de la Mer Rouge et du Golfe Persique, doit se conformer aux prescriptions contenues dans le Règlement spécial applicable au pèlerinage du Hedjaz qui sera publié par le Conseil de Santé de Constantinople, conformément aux principes édictés dans la présente Convention.

ART. 93. Le capitaine est tenu de payer la totalité des taxes sanitaires exigibles des pèlerins. Elles doivent être comprises dans le prix du billet.

ART. 94. Autant que faire se peut, les pèlerins qui débarquent ou embarquent dans les stations sanitaires ne doivent avoir entre eux aucun contact sur les points de débarquement.

Les navires, après avoir débarqué leurs pèlerins, doivent changer de mouillage pour opérer le rembarquement.

Les pèlerins débarqués doivent être répartis au campement en groupes aussi peu nombreux que possible.

Il est nécessaire de leur fournir une bonne eau potable, soit qu'on la trouve sur place, soit qu'on l'obtienne par distillation.

ART. 95. Lorsqu'il y a de la peste ou du choléra au Hedjaz, les vivres emportés par les pèlerins sont détruits si l'autorité sanitaire le juge nécessaire.

CHAPITRE II.

Navires à pèlerins. — Installations sanitaires.

SECTION I. *Conditionnement général des navires.*

ART. 96. Le navire doit pouvoir loger les pèlerins dans l'entrepont.

En dehors de l'équipage, le navire doit fournir à chaque individu, quel que soit son âge, une surface de 1 m. 50 carrés, c'est-à-dire 16 pieds carrés anglais, avec une hauteur d'entrepont d'environ 1 m. 80.

Pour les navires qui font le cabotage, chaque pèlerin doit disposer d'un espace d'au moins 2 mètres de largeur dans le long des plats-bords du navire.

ART. 97. De chaque côté du navire, sur le pont, doit être réservé un endroit dérobé à la vue et pourvu d'une pompe à main, de manière à fournir de l'eau de mer pour les besoins des pèlerins. Un local de cette nature doit être exclusivement affecté aux femmes.

ART. 98. Le navire doit être pourvu, outre les lieux d'aisances à l'usage de l'équipage, de latrines à effet d'eau ou pourvues d'un robinet dans la proportion d'au moins une latrine pour chaque centaine de personnes embarquées.

Des latrines doivent être affectées exclusivement aux femmes.

Des lieux d'aisances ne doivent pas exister dans les entreponts ni dans la cale.

ART. 99. Le navire doit être muni de deux locaux affectés à la cuisine personnelle des pèlerins. Il est interdit aux pèlerins de faire du feu ailleurs, notamment sur le pont.

ART. 100. Une infirmerie régulièrement installée et offrant de bonnes conditions de sécurité et de salubrité doit être réservée aux logements des malades.

Elle doit pouvoir recevoir au moins 5 p. % des pèlerins embarquées à raison de 3 mètres carrés par tête.

ART. 101. Le navire doit être pourvu des moyens d'isoler les personnes présentant des symptômes de peste ou de choléra.

ART. 102. Chaque navire doit avoir à bord les médicaments, les désinfectants et les objets nécessaires aux soins des malades. Les règlements faits pour ce genre de navires par chaque Gouvernement doivent déterminer la nature et la

quantité des médicaments (1). Les soins et les remèdes sont fournis gratuitement aux pèlerins.

ART. 103. Chaque navire embarquant des pèlerins doit avoir à bord un médecin régulièrement diplômé et commissionné par le Gouvernement du pays auquel le navire appartient ou par le Gouvernement du port où le navire prend des pèlerins. Un second médecin doit être embarqué dès que le nombre des pèlerins portés par le navire dépasse mille.

ART. 104. Le capitaine est tenu de faire apposer à bord dans un endroit apparent et accessible aux intéressés, des affiches rédigées dans les principales langues des pays habités par les pèlerins à embarquer, et indiquant:

1°. la destination du navire;

2°. le prix des billets;

3°. la ration journalière en eau et en vivres allouée à chaque pèlerin;

4°. le tarif des vivres non compris dans la ration journalière et devant être payés à part.

ART. 105. Les gros bagages des pèlerins sont enregistrés, numérotés et placés dans la cale. Les pèlerins ne peuvent garder avec eux que les objets strictement nécessaires. Les règlements faits pour ses navires par chaque Gouvernement en déterminent la nature, la quantité et les dimensions.

ART. 106. Les prescriptions du chapitre I, du chapitre II (sections I, II et III), ainsi que du chapitre III du présent titre, seront affichées, sous la forme d'un règlement, dans la langue de la nationalité du navire ainsi que dans les principales langues des pays habités par les pèlerins à embarquer, en un endroit apparent et accessible, sur chaque pont et entrepont de tout navire transportant des pèlerins.

---

(1) Il est désirable que chaque navire soit muni des principaux agents d'immunisation (sérum antipesteux, vaccin de Haff kine, etc.).

SECTION II. *Mesures à prendre avant le départ.*

ART. 107. Le capitaine ou, à défaut du capitaine, le propriétaire ou l'agent de tout navire à pèlerins est tenu de déclarer à l'autorité compétente du port de départ son intention d'embarquer des pèlerins, au moins trois jours avant le départ. Dans les ports d'escale, le capitaine ou, à défaut du capitaine, le propriétaire ou l'agent de tout navire à pèlerins est tenu de faire cette même déclaration douze heures avant le départ du navire. Cette déclaration doit indiquer le jour projeté pour le départ et la destination du navire.

ART. 108. A la suite de la déclaration prescrite par l'article précédent, l'autorité compétente fait procéder, aux frais du capitaine, à l'inspection et au mesurage du navire. L'autorité consulaire dont relève le navire peut assister à cette inspection.

Il est procédé seulement à l'inspection, si le capitaine est déjà pourvu d'un certificat de mesurage délivré par l'autorité compétente de son pays, à moins qu'il n'y ait soupçon que le document ne réponde plus à l'état actuel du navire (1).

ART. 109. L'autorité compétente ne permet le départ d'un navire à pèlerins qu'après s'être assurée :

a) que le navire a été mis en état de propreté parfaite et, au besoin, désinfecté ;

b) que le navire est en état d'entreprendre le voyage sans danger, qu'il est bien équipé, bien aménagé, bien aéré, pourvu d'un nombre suffisant d'embarcations, qu'il ne contient rien à bord qui soit ou puisse devenir nuisible à la santé ou à la sécurité des passagers, que le pont est en bois ou en fer recouvert de bois ;

---

(1) L'autorité compétente est actuellement : dans les Indes anglaises un fonctionnaire (*officer*) désigné à cet effet par le Gouvernement local (*Native passenger Ships Act*, 1887, art. 7); — dans les Indes néerlandaises, le maître du port; — en Turquie, l'autorité sanitaire; — en Autriche-Hongrie, l'autorité du port; — en Italie, le capitaine de port; — en France, en Tunisie et en Espagne, l'autorité sanitaire; — en Egypte, l'autorité sanitaire quarantenaire, etc.

c) qu'il existe à bord, en sus de l'approvisionnement de l'équipage et convenablement arrimés, des vivres ainsi que du combustible, le tout de bonne qualité et en quantité suffisante pour tous les pèlerins et pour toute la durée déclarée du voyage;

d) que l'eau potable embarquée est de bonne qualité et a une origine à l'abri de toute contamination; qu'elle existe en quantité suffisante; qu'à bord les réservoirs d'eau potable sont à l'abri de toute souillure et fermés de sorte que la distribution de l'eau ne puisse se faire que par les robinets ou les pompes. Les appareils de distribution dits „suçoirs" sont absolument interdits;

e) que le navire possède un appareil distillatoire pouvant produire une quantité d'eau de 5 litres au moins, par tête et par jour, pour toute personne embarquée, y compris l'équipage;

f) que le navire possède une étuve à désinfection dont la sécurité et l'efficacité auront été constatées par l'autorité sanitaire du port d'embarquement des pèlerins;

g) que l'équipage comprend un médecin diplômé et commissionné (1), soit par le Gouvernement du pays auquel le navire appartient, soit par le Gouvernement du port où le navire prend des pèlerins, et que le navire possède des médicaments, le tout conformément aux articles 102 et 103;

h) que le pont du navire est dégagé de toutes marchandises et objets encombrants;

i) que les dispositions du navire sont telles que les mesures prescrites par la Section III ci-après peuvent être exécutées.

Art. 110. Le capitaine ne peut partir qu'autant qu'il a en mains:

1°. une liste visée par l'autorité compétente et indiquant le nom, le sexe et le nombre total des pèlerins qu'il est autorisé à embarquer;

---

(1) Exception est faite pour les Gouvernements qui n'ont pas de médecins commissionnés.

2°. une patente de santé constatant le nom, la nationalité et le tonnage du navire, le nom du capitaine, celui du médecin, le nombre exact des personnes embarquées : équipage, pèlerins et autres passagers, la nature de la cargaison, le lieu du départ.

L'autorité compétente indique sur la patente si le chiffre règlementaire des pèlerins est atteint ou non, et, dans le cas où il ne le serait pas, le nombre complémentaire des passagers que le navire est autorisé à embarquer dans les escales subséquentes.

SECTION III. *Mesures à prendre pendant la traversée.*

ART. 111. Le pont doit, pendant la traversée, rester dégagé des objets encombrants; il doit être réservé jour et nuit aux personnes embarquées et mis gratuitement à leur disposition.

ART. 112. Chaque jour, les entreponts doivent être nettoyés avec soin et frottés au sable sec, avec lequel on mélange des désinfectants, pendant que les pèlerins sont sur le pont.

ART. 113. Les latrines destinées aux passagers, aussi bien que celles de l'équipage, doivent être tenues proprement, nettoyées et désinfectées trois fois par jour.

ART. 114. Les excrétions et déjections des personnes présentant des symptômes de peste ou de choléra doivent être recueillies dans des vases contenant une solution désinfectante. Ces vases sont vidés dans les latrines, qui doivent être rigoureusement désinfectées après chaque projection de matières.

ART. 115. Les objets de literie, les tapis, les vêtements qui ont été en contact avec les malades visés dans l'article précédent, doivent être immédiatement désinfectés. L'observation de cette règle est spécialement recommandée pour les vêtements des personnes qui approchent ces malades, et qui ont pu être souillés.

Ceux des objets ci-dessus qui n'ont pas de valeur doivent être, soit jetés à la mer, si le navire n'est pas dans un port ni dans un canal, soit détruits par le feu. Les autres doivent être portés à l'étuve dans des sacs imperméables lavés avec une solution désinfectante.

Art. 116. Les locaux occupés par les malades, visés dans l'article 100, doivent être rigoureusement désinfectés.

Art. 117. Les navires à pèlerins sont obligatoirement soumis à des opérations de désinfection conformes aux règlements en vigueur sur la matière dans le pays dont ils portent le pavillon.

Art. 118. La quantité d'eau potable mise chaque jour gratuitement à la disposition de chaque pèlerin, quel que soit son âge, doit être d'au moins 5 litres.

Art. 119. S'il y a doute sur la qualité de l'eau potable ou sur la possibilité de sa contamination, soit à son origine, soit au cours du trajet, l'eau doit être bouillie ou stérilisée autrement et le capitaine est tenu de la rejeter à la mer au premier port de relâche où il lui est possible de s'en procurer de meilleure.

Art. 120. Le médecin visite les pèlerins, soigne les malades et veille à ce que, à bord, les règles de l'hygiène soient observées. Il doit notamment :

1°. s'assurer que les vivres distribués aux pèlerins sont de bonne qualité, que leur quantité est conforme aux engagements pris, qu'ils sont convenablement préparés ;

2°. s'assurer que les prescriptions de l'article 118 relatif à la distribution de l'eau sont observées ;

3°. s'il y a doute sur la qualité de l'eau potable, rappeler par écrit au capitaine les prescriptions de l'article 119 ;

4°. s'assurer que le navire est maintenu en état constant de propreté, et spécialement que les latrines sont nettoyées conformément aux prescriptions de l'article 113 ;

5°. s'assurer que les logements des pèlerins sont maintenus salubre, et que, en cas de maladie transmissible, la désinfection est faite conformément aux articles 116 et 117 ;

6°. tenir un journal de tous les incidents sanitaires survenus au cours du voyage et présenter ce journal à l'autorité compétente du port d'arrivée.

Art. 121. Les personnes chargées de soigner les malades atteints de peste ou de choléra peuvent seules pénétrer auprès d'eux et ne doivent avoir aucun contact avec les autres personnes embarquées.

Art. 122. En cas de décès survenu pendant la traversée, le capitaine doit mentionner le décès en face du nom sur la liste visée par l'autorité du port de départ, et, en outre, inscrire sur son livre de bord le nom de la personne décédée, son âge, sa provenance, la cause présumée de la mort d'après le certificat du médecin et la date du décès.

En cas de décès par maladie transmissible, le cadavre, préalablement enveloppé d'un suaire imprégné d'une solution désinfectante, doit être jeté à la mer.

Art. 123. Le capitaine doit veiller à ce que toutes les opérations prophylactiques exécutées pendant le voyage soient inscrites sur le livre de bord. Ce livre est présenté par lui à l'autorité compétente du port d'arrivée.

Dans chaque port de relâche, le capitaine doit faire viser par l'autorité compétente la liste dressée en exécution de l'article 110.

Dans le cas où un pèlerin est débarqué en cours de voyage, le capitaine doit mentionner sur cette liste le débarquement en face du nom du pèlerin.

En cas d'embarquement, les personnes embarquées doivent être mentionnées sur cette liste conformément à l'article 110 précité et préalablement au visa nouveau que doit apposer l'autorité compétente.

Art. 124. La patente délivrée au port de départ ne doit pas être changée au cours du voyage.

Elle est visée par l'autorité sanitaire de chaque port de relâche. Celle-ci y inscrit :

1°. le nombre des passagers débarqués ou embarqués dans ce port ;

2°. les incidents survenus en mer et touchant à la santé ou à la vie des personnes embarquées ;

3°. l'état sanitaire du port de relâche.

SECTION IV. *Mesures à prendre à l'arrivée des pèlerins dans la Mer Rouge.*

A. Régime sanitaire applicable aux navires à pèlerins musulmans venant d'un port contaminé et allant du Sud vers le Hedjaz.

ART. 125. Les navires à pèlerins venant du Sud et se rendant au Hedjaz doivent, au préalable, faire escale à la station sanitaire de Camaran, et sont soumis au régime fixé par les articles 126 à 128.

ART. 126. Les navires reconnus *indemnes* après visite médicale reçoivent libre pratique, lorsque les opérations suivantes sont terminées :

Les pèlerins sont débarqués ; ils prennent une douche-lavage ou un bain de mer; leur linge sale, la partie de leurs effets à usage et de leurs bagages qui peut être suspecte, d'après l'appréciation de l'autorité sanitaire, sont désinfectés ; la durée de ces opérations, en y comprenant le débarquement et l'embarquement, ne doit pas dépasser quarante-huit heures.

Si aucun cas avéré ou suspect de peste ou de choléra n'est constaté pendant ces opérations, les pèlerins seront réembarqués immédiatement et le navire se dirigera vers le Hedjaz.

Pour la peste, les prescriptions de l'article 23 et de l'article 24 sont appliquées en ce qui concerne les rats pouvant se trouver à bord des navires.

ART. 127. Les navires *suspects,* à bord desquels il y a eu des cas de peste ou de choléra au moment du départ, mais aucun cas nouveau de peste ou de choléra depuis sept jours, sont traités de la manière suivante :

Les pèlerins sont débarqués ; ils prennent une douche-lavage ou un bain de mer; leur linge sale, la partie de leurs effets à usage et de leurs bagages qui peut être suspecte, d'après l'appréciation de l'autorité sanitaire, sont désinfectés.

En temps de choléra, l'eau de la cale est changée.

Les parties du navire habitées par les malades sont désinfectées. La durée de ces opérations, en y comprenant le débarquement et l'embarquement, ne doit pas dépasser quarante-huit heures.

Si aucun cas avéré ou suspect de peste ou de choléra n'est

constaté pendant ces opérations, les pèlerins sont réembarqués immédiatement, et le navire est dirigé sur Djeddah, où une seconde visite médicale a lieu à bord. Si son résultat est favorable, et sur le vu de la déclaration écrite des médecins du bord certifiant, sous serment, qu'il n'y a pas eu de cas de peste ou de choléra, pendant la traversée, les pèlerins sont immédiatement débarqués.

Si, au contraire, un ou plusieurs cas avérés ou suspects de peste ou de choléra ont été constatés pendant le voyage ou au moment de l'arrivée, le navire est renvoyé à Camaran, où il subit de nouveau le régime des navires infectés.

Pour la peste, les prescriptions de l'article 22, troisième alinéa, sont appliquées en ce qui concerne les rats pouvant se trouver à bord des navires.

ART. 128. Les *navires infectés*, c'est-à-dire ayant à bord des cas de peste ou de choléra, ou bien ayant présenté des cas de peste ou de choléra depuis sept jours, subissent le régime suivant:

Les personnes atteintes de peste ou de choléra sont débarquées et isolées à l'hôpital. Les autres passagers sont débarqués et isolés par groupes composés de personnes aussi peu nombreuses que possible, de manière que l'ensemble ne soit pas solidaire d'un groupe particulier si la peste ou le choléra venait à s'y développer.

Le linge sale, les objets à usage, les vêtements de l'équipage et des passagers, sont désinfectés ainsi que le navire. La désinfection est pratiquée d'une façon complète.

Toutefois, l'autorité sanitaire locale peut décider que le déchargement des gros bagages et des marchandises n'est pas nécessaire, et qu'une partie seulement du navire doit subir la désinfection.

Les passagers restent à l'établissement de Camaran sept ou cinq jours, suivant qu'il s'agit de peste ou de choléra. Lorsque les cas de peste ou de choléra remontent à plusieurs jours, la durée de l'isolement peut être diminuée. Cette durée peut varier selon l'époque de l'apparition du dernier cas et d'après la décision de l'autorité sanitaire.

Le navire est dirigé ensuite sur Djeddah, où est faite une visite médicale individuelle et rigoureuse. Si son résultat est favorable, le navire reçoit la libre pratique. Si, au contraire, des cas avérés de peste ou de choléra se sont montrés à bord pendant le voyage ou au moment de l'arrivée, le navire est renvoyé à Camaran, où il subit de nouveau le régime des navires infectés.

Pour la peste, le régime prévu par l'article 21 est appliqué en ce qui concerne les rats pouvant se trouver à bord des navires.

1°. *Station de Camaran.*

Art. 129. La station de Camaran doit répondre aux conditions ci-après :

l'île sera évacuée complètement par ses habitants.

Pour assurer la sécurité et faciliter le mouvement de la navigation dans la baie de l'île de Camaran, il doit être :

1°. installé des bouées et des balises en nombre suffisant ;

2°. construit un môle ou quai principal pour débarquer les passagers et les colis ;

3°. disposé un appontement différent pour l'embarquement séparé des pèlerins de chaque campement ;

4°. acquis des chalands en nombre suffisant, avec un remorqueur à vapeur, pour assurer le service de débarquement et d'embarquement des pèlerins.

Art. 130. Le débarquement des pèlerins des navires infectés est opéré par les moyens du bord. Si ces moyens sont insuffisants, les personnes et les chalands qui ont aidé au débarquement, subissent le régime des pèlerins et du navire infecté.

Art. 131. La station sanitaire comprendra les installations et l'outillage ci-après :

1°. un réseau de voies ferrées reliant les débarcadères aux locaux de l'Administration et de désinfection ainsi qu'aux locaux des divers services et aux campements ;

2°. des locaux pour l'Administration et pour le personnel des services sanitaires et autres ;

3°. des bâtiments pour la désinfection et le lavage des effets à usage et autres objets ;

4°. des bâtiments où les pèlerins seront soumis à des bains-douches ou à des bains de mer pendant que l'on désinfectera les vêtements en usage ;

5°. des hôpitaux séparés pour les deux sexes et complètement isolés :

a) pour l'observation des suspects,

b) pour les pesteux,

c) pour les cholériques,

d) pour les malades atteints d'autres affections contagieuses,

e) pour les malades ordinaires ;

6°. des campements séparés les uns des autres d'une manière efficace ; la distance entre eux doit être la plus grande possible ; les logements destinés aux pèlerins doivent être construits dans les meilleures conditions hygiéniques et ne doivent contenir que vingt-cinq personnes ;

7°. un cimetière bien situé et éloigné de toute habitation, sans contact avec une nappe d'eau souterraine, et drainé à o. m. 5 o au-dessous du plan des fosses ;

8°. des étuves à vapeur en nombre suffisant et présentant toutes les conditions de sécurité, d'efficacité et de rapidité ; des appareils pour la destruction des rats ;

9°. des pulvérisateurs, étuves à désinfection et moyens nécessaires pour une désinfection chimique ;

10°. des machines à distiller l'eau : des appareils destinés à la stérilisation de l'eau par la chaleur ; des machines à fabriquer la glace. Pour la distribution de l'eau potable : des canalisations et réservoirs fermés, étanches, et ne pouvant se vider que par des robinets ou des pompes ;

11°. un laboratoire bactériologique avec le personnel nécessaire ;

12°. une installation de tinettes mobiles pour recueillir les matières fécales préalablement désinfectées et l'épandage de ces matières sur une des parties de l'île les plus éloignées des campements, en tenant compte des conditions nécessaires

pour le bon fonctionnement de ces champs d'épandage au point de vue de l'hygiène;

13°. Les eaux sales doivent être éloignées des campements sans pouvoir stagner ni servir à l'alimentation. Les eauxvannes qui sortent des hôpitaux doivent être désinfectées.

Art. 132. L'autorité sanitaire assure, dans chaque campement, un établissement pour les comestibles, un pour le combustible.

Le tarif des prix fixé par l'autorité compétente est affiché en plusieurs endroits du campement et dans les principales langues des pays habités par les pèlerins.

Le contrôle de la qualité des vivres et d'un approvisionnement suffisant est fait chaque jour par le médecin du campement.

L'eau est fournie gratuitement.

2°. *Stations d'Abou-Ali, Abou-Saad, Djeddah, Vasta et Yambo.*

Art. 133. Les stations sanitaires d'Abou-Ali, d'Abou-Saad, de Vasta, ainsi que celles de Djeddah et de Yambo, doivent répondre aux conditions ci-après:

1°. création à Abou-Ali, de quatre hôpitaux, deux pour pesteux, hommes et femmes, deux pour cholériques, hommes et femmes;

2°. création à Vasta d'un hôpital pour malades ordinaires;

3°. installation à Abou-Saad et à Vasta de logements en pierre capables de contenir cinquante personnes par logement;

4°. trois étuves de désinfection placées à Abou-Ali, Abou-Saad et Vasta, avec buanderies, accessoires et appareils pour la destruction des rats;

5°. établissement de douches-lavages à Abou-Saad et à Vasta;

6°. dans chacune des îles d'Abou-Saad et de Vasta, établissement de machines à distiller pouvant fournir ensemble 15 tonnes d'eau par jour.

7°. pour les matières fécales et les eaux sales, le régime sera réglé d'après les principes admis pour Camaran ;

8°. un cimetière sera établi dans une des îles ;

9°. installations sanitaires à Djeddah et Yambo prévues dans l'article 150, et notamment des étuves et autres moyens de désinfection pour les pèlerins quittant le Hedjaz.

ART. 134. Les règles prescrites pour Camaran en ce qui concerne les vivres et l'eau, sont applicables aux campements d'Abou-Ali, d'Abou-Saad et de Vasta.

B. Régime sanitaire applicable aux navires à pèlerins musulmans venant du Nord et allant vers le Hedjaz.

ART. 135. Si la présence de la peste ou du choléra n'est pas constatée dans le port de départ ni dans ses environs, et qu'aucun cas de peste ou de choléra ne se soit produit pendant la traversée, le navire est immédiatement admis à la libre pratique.

ART. 136. Si la présence de la peste ou du choléra est constatée dans le port de départ ou dans ses environs, ou si un cas de peste ou de choléra s'est produit pendant la traversée, le navire est soumis, à El-Tor, aux règles instituées pour les navires qui viennent du Sud et qui s'arrêtent à Camaran. Les navires sont ensuite reçus en libre pratique.

SECTION V. *Mesures à prendre au retour des pèlerins.*

A. Navires à pèlerins retournant vers le Nord.

ART. 137. Tout navire à destination de Suez ou d'un port de la Méditerranée, ayant à bord des pèlerins ou masses analogues, et provenant d'un port du Hedjaz ou de tout autre port de la côte arabique de la Mer Rouge, est tenu de se rendre à El-Tor pour y subir l'observation et les mesures sanitaires indiquées dans les articles 141 à 143.

ART. 138. Les navires ramenant les pèlerins musulmans vers la Méditerranée ne traversent le canal qu'en quarantaine.

Art. 139. Les agents des compagnies de navigation et les capitaines sont prévenus qu'après avoir fini leur observation à la station sanitaire de El-Tor, les pèlerins égyptiens seront seuls autorisés à quitter définitivement le navire pour rentrer ensuite dans leurs foyers.

Ne seront reconnus comme Egyptiens ou résidant en Egypte que les pèlerins porteurs d'une carte de résidence émanant d'une autorité égyptienne et conforme au modèle établi. Des exemplaires de cette carte seront déposés auprès des autorités consulaires et sanitaires de Djeddah et de Yambo, où les agents et capitaines de navires pourront les examiner.

Les pèlerins non égyptiens, tels que les Turcs, les Russes, les Persans, les Tunisiens, les Algériens, les Marocains, etc., ne peuvent, après avoir quitté El-Tor, être débarqués dans un port égyptien. En conséquence, les agents de navigation et les capitaines sont prévenus que le transbordement des pèlerins étrangers à l'Egypte soit à Tor, soit à Suez, à Port-Saïd ou à Alexandrie, est interdit.

Les bateaux qui auraient à leur bord des pèlerins appartenant aux nationalités dénommées dans l'alinéa précédent suivront la condition de ces pèlerins et ne seront reçus dans aucun port égyptien de la Méditerranée.

Art. 140. Les pèlerins égyptiens subissent soit à El-Tor, soit à Souakim, ou dans toute autre station désignée par le Conseil sanitaire d'Egypte, une observation de trois jours et une visite médicale, avant d'être admis en libre pratique.

Art. 141. Si la présence de la peste ou du choléra est constatée au Hedjaz ou dans le port d'où provient le navire, ou l'a été au Hedjaz au cours de pèlerinage, le navire est soumis, à El-Tor, aux règles instituées à Camaran pour les navires infectés.

Les personnes atteintes de peste ou de choléra sont débarquées et isolées à l'hôpital. Les autres passagers sont débarqués et isolés par groupes composés de personnes aussi peu nombreuses que possible, de manière que l'ensemble ne soit pas solidaire d'un groupe particulier, si la peste ou le choléra venait à s'y développer.

Le linge sale, les objets à usage, les vêtements de l'equipage et des passagers, les bagages et les marchandises suspectes d'être contaminées sont débarqués pour être désinfec-

tés. Leur désinfection et celle du navire sont pratiquées d'une façon complète.

Toutefois, l'autorité sanitaire locale peut décider que le déchargement des gros bagages et des marchandises n'est pas nécessaire, et qu'une partie seulement du navire doit subir la désinfection.

Le régime prévu par les articles 21 et 24 est appliqué en ce qui concerne les rats qui pourraient se trouver à bord.

Tous les pèlerins sont soumis, à partir du jour où ont été terminées les opérations de désinfection, à une observation de sept jours pleins, qu'il s'agisse de peste ou de choléra. Si un cas de peste ou de choléra s'est produit dans une section, la période de sept jours ne commence pour cette section qu'à partir du jour où le dernier cas a été constaté.

ART. 142. Dans le cas prévu par l'article précédent, les pèlerins égyptiens subissent en outre une observation supplémentaire de trois jours.

ART. 143. Si la présence de la peste ou du choléra n'est constatée ni au Hedjaz, ni au port d'où provient le navire, et ne l'a pas été au Hedjaz au cours du pèlerinage, le navire est soumis à El-Tor aux règles instituées à Camaran pour les navires indemnes.

Les pèlerins sont débarqués; ils prennent une douche-lavage ou un bain de mer; leur linge sale ou la partie de leurs effets à usage et de leurs bagages qui peut être suspecte, d'après l'appréciation de l'autorité sanitaire, sont désinfectés. La durée de ces opérations, y compris le débarquement et l'embarquement, ne doit pas dépasser soixante-douze heures.

Toutefois, un navire à pèlerins, appartenant à une des nations ayant adhéré aux stipulations de la présente convention et des conventions antérieures, s'il n'a pas eu de malades atteints de peste ou de choléra en cours de route de Djeddah à Yambo, et à El-Tor, et si la visite médicale individuelle, faite à El-Tor après débarquement, permet de constater qu'il ne contient pas de tels malades, peut être autorisé, par le Conseil sanitaire d'Egypte, à traverser en quarantaine le canal de Suez, même la nuit, lorsque sont réunies les quatre conditions suivantes :

1°. le service médical est assuré à bord par un ou plusieurs

médecins commissionnés par le Gouvernement auquel appartient le navire;

2°. le navire est pourvu d'étuves à désinfection, et il est constaté que le linge sale a été désinfecté en cours de route;

3°. il est établi que le nombre des pèlerins n'est pas supérieur à celui autorisé par les règlements du pèlerinage;

4°. le capitaine s'engage à se rendre directement dans un des ports du pays auquel appartient le navire.

La visite médicale après débarquement à El-Tor doit être faite dans le moindre délai possible.

La taxe sanitaire payée à l'Administration quarantenaire est la même que celle qu'auraient payée les pèlerins s'ils étaient restés trois jours en quarantaine.

Art. 144. Le navire qui, pendant la traversée de El-Tor à Suez, aurait eu un cas suspect à bord, sera repoussé à El-Tor.

Art. 145. Le transbordement des pèlerins est strictement interdit dans les ports égyptiens.

Art. 146. Les navires partant du Hedjaz et ayant à leur bord des pèlerins à destination d'un port de la côte africaine de la Mer Rouge sont autorisés à se rendre directement à Souakim, ou en tel autre endroit que le Conseil sanitaire d'Alexandrie décidera, pour y subir le même régime quarantenaire qu'à El-Tor.

Art. 147. Les navires venant du Hedjaz ou d'un port de la côte arabique de la Mer Rouge avec patente nette, n'ayant pas à bord des pèlerins ou masses analogues et qui n'ont pas eu d'accident suspect durant la traversée, sont admis en libre pratique à Suez, après visite médicale favorable.

Art. 148. Lorsque la peste ou le choléra aura été constaté au Hedjaz:

1°. les caravanes composées de pèlerins égyptiens doivent, avant de se rendre en Egypte, subir une quarantaine de rigueur à El-Tor, de sept jours en cas de choléra ou de peste;

elles doivent ensuite subir à El-Tor une observation de trois jours, après laquelle elles ne sont admises en libre pratique qu'après visite médicale favorable et désinfection des effets;

2°. les caravanes composées de pèlerins étrangers devant se rendre dans leurs foyers par la voie de terre sont soumises aux mêmes mesures que les caravanes égyptiennes et doivent être accompagnées par des gardes sanitaires jusqu'aux limites du désert.

ART. 149. Lorsque la peste ou le choléra n'a pas été signalé au Hedjaz, les caravanes de pèlerins venant du Hedjaz par la route de Akaba ou de Moïla sont soumises, à leur arrivée au canal ou à Nakhel, à la visite médicale et à la désinfection du linge sale et des effets à usage.

B. Pèlerins retournant vers le Sud.

ART. 150. Il y aura dans les ports d'embarquement du Hedjaz des installations sanitaires assez complètes pour qu'on puisse appliquer aux pèlerins qui doivent se diriger vers le Sud pour rentrer dans leur pays les mesures qui sont obligatoires, en vertu des articles 46 et 47, au moment du départ de ces pèlerins dans les ports situés au-delà du détroit de Bab-el-Mandeb.

L'application de ces mesures est facultative, c'est-à-dire qu'elles ne sont appliquées que dans les cas où l'autorité consulaire du pays auquel appartient le pèlerin, ou le médecin du navire à bord duquel il va s'embarquer, les juge nécessaires.

CHAPITRE III.

Pénalités.

ART. 151. Tout capitaine convaincu de ne pas s'être conformé, pour la distribution de l'eau, des vivres ou du combustible, aux engagements pris par lui, est passible d'une amende de 2 livres turques (1). Cette amende est perçue au profit du pèlerin qui aurait été victime du manquement et qui établirait qu'il a en vain réclamé l'exécution de l'engagement pris.

(1) La livre turque vaut 22 fr. 50.

Art. 152. Toute infraction à l'article 104 est punie d'une amende de 30 livres turques.

Art. 153. Tout capitaine qui a commis ou qui a sciemment laissé commettre une fraude quelconque concernant la liste des pèlerins ou la patente sanitaire, prévus à l'article 110, est passible d'une amende de 50 livres turques.

Art. 154. Tout capitaine de navire arrivant sans patente sanitaire du port de départ, ou sans visa des ports de relâche, ou non muni de la liste réglementaire et régulièrement tenue suivant les articles 110, 123 et 124, est passible, dans chaque cas, d'une amende de 12 livres turques.

Art. 155. Tout capitaine convaincu d'avoir ou d'avoir eu à bord plus de cent pèlerins sans la présence d'un médecin commissionné, conformément aux prescriptions de l'article 103, est passible d'une amende de 300 livres turques.

Art. 156. Tout capitaine convaincu d'avoir ou d'avoir eu à son bord un nombre de pèlerins supérieur à celui qu'il est autorisé à embarquer, conformément aux prescriptions de l'article 110, est passible d'une amende de 5 livres turques par chaque pèlerin en surplus.

Le débarquement des pèlerins dépassant le nombre régulier est effectué à la première station où réside une autorité compétente, et le capitaine est tenu de fournir aux pèlerins débarqués l'argent nécessaire pour poursuivre leur voyage jusqu'à destination.

Art. 157. Tout capitaine convaincu d'avoir débarqué des pèlerins dans un endroit autre que celui de leur destination, sauf leur consentement ou hors le cas de force majeure, est passible d'une amende de 20 livres turques par chaque pèlerin débarqué à tort.

Art. 158. Toutes autres infractions aux prescriptions relatives aux navires à pèlerins sont punies d'une amende de 10 à 100 livres turques.

Art. 159. Toute contravention constatée en cours de voyage est annotée sur la patente de santé, ainsi que sur la liste

des pèlerins. L'autorité compétente en dresse procès-verbal pour le remettre à qui de droit.

Art. 160. Dans les ports ottomans, la contravention aux dispositions concernant les navires à pèlerins est constatée, et l'amende imposée par l'autorité compétente conformément aux articles 173 et 174.

Art. 161. Tous les agents appelés à concourir à l'exécution des prescriptions de la présente Convention en ce qui concerne les navires à pèlerins sont passibles de punitions conformément aux lois de leurs pays respectifs en cas de fautes commises par eux dans l'application desdites prescriptions.

TITRE IV.

SURVEILLANCE ET EXÉCUTION.

I. *Conseil sanitaire, maritime et quarantenaire d'Egypte.*

Art. 162. Sont confirmées les stipulations de l'annexe III de la Convention sanitaire de Venise du 30 janvier 1892, concernant la composition, les attributions et le fonctionnement du Conseil sanitaire, maritime et quarantenaire d'Egypte, telles qu'elles résultent des décrets de S. A. le Khédive en date des 19 juin 1893 et 25 décembre 1894, ainsi que de l'arrêté ministériel du 19 juin 1893.

Lesdits décrets et arrêté demeurent annexés à la présente Convention.

Art. 163. Les dépenses ordinaires résultant des dispositions de la présente Convention relatives notamment à l'augmentation du personnel relevant du Conseil sanitaire, maritime et quarantenaire d'Egypte, seront couvertes à l'aide d'un versement annuel complémentaire par le Gouvernement égyptien, d'une somme de quatre mille livres égyptiennes, qui pourrait être prélevée sur l'excédent du service des phares resté à la disposition de ce Gouvernement.

Toutefois il sera déduit de cette somme le produit d'une taxe quarantenaire supplémentare de 10 P. T. (piastres tarif) par pèlerin, à prélever à El-Tor.

Au cas où le Gouvernement égyptien verrait des difficultés à supporter cette part dans les dépenses, les Puissances représentées au Conseil sanitaire s'entendraient avec le Gouvernement khédivial pour assurer la participation de ce dernier aux dépenses prévues.

Art. 164. Le Conseil sanitaire, maritime et quarantenaire d'Egypte est chargé de mettre en concordance avec les dispositions de la présente Convention les règlements actuellement appliqués par lui concernant la peste, le choléra et la fièvre jaune, ainsi que le règlement relatif aux provenances des ports arabiques de la Mer Rouge, à l'époque du pèlerinage.

Il revisera, s'il y a lieu, dans le même but, le règlement général de police sanitaire, maritime et quarantenaire présentement en vigueur.

Ces règlements, pour devenir exécutoires, doivent être acceptés par les diverses Puissances représentées au Conseil.

II. *Conseil supérieur de santé de Constantinople.*

Art. 165. Le Conseil supérieur de santé de Constantinople est chargé d'arrêter les mesures à prendre pour prévenir l'introduction dans l'Empire ottoman et la transmission à l'étranger des maladies épidémiques.

Art. 166. Le nombre des Délégués ottomans au Conseil supérieur de santé qui prendront part aux votes est fixé à quatre membres, savoir :

le Président du Conseil ou, en son absence, le Président effectif de la séance. Ils ne prendront part au vote qu'en cas de partage des voix ;

l'Inspecteur général des Services sanitaires ;

l'Inspecteur de service ;

le Délégué intermédiaire entre le Conseil et la Sublime Porte, dit *Mouhassébedgi*.

Art. 167. La nomination de l'Inspecteur général, de l'Inspecteur de service et du Délégué précité, désignés par le Conseil, sera ratifiée par le Gouvernement ottoman.

Art. 168. Les Hautes Parties Contractantes reconnaissent à la Roumanie le droit, comme Puissance maritime, d'être représentée au sein du Conseil par un Délégué.

Art. 169. Les Délégués des divers Etats doivent être des médecins régulièrement diplômés par une faculté de médecine européenne, nationaux des pays qu'ils représentent, ou des fonctionnaires consulaires, du grade de Vice-Consul au moins ou d'un grade équivalent.

Les Délégués ne doivent avoir d'attache d'aucun genre avec l'autorité locale ni avec une compagnie maritime.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux titulaires actuellement en fonctions.

Art. 170. Les décisions du Conseil supérieur de santé, prises à la majorité des membres qui le composent, ont un caractère exécutoire, sans autre recours.

Les Gouvernements signataires conviennent que leurs Représentants à Constantinople seront chargés de notifier au Gouvernement ottoman la présente Convention et d'intervenir auprès de lui pour obtenir son accession.

Art. 171. La mise en pratique et la surveillance des dispositions de la présente Convention, en ce qui concerne les pèlerinages et les mesures contre l'invasion et la propagation de la peste et du choléra, sont confiées, dans l'étendue de la compétence du Conseil supérieur de santé de Constantinople, à un Comité pris exclusivement dans le sein de ce Conseil, et composé de représentants des diverses Puissances qui auront adhéré à la présente Convention.

Les représentants de la Turquie dans ce Comité sont au nombre de trois : l'un d'eux a la présidence du Comité. En cas de partage des voix, le président a voix prépondérante.

Art. 172. Un corps de médecins diplômés, de désinfecteurs et de mécaniciens bien exercés, ainsi que de gardes sanitaires recrutés parmi les personnes ayant fait le service militaire, comme officiers ou sous-officiers, est créé et aura pour mission d'assurer, dans le ressort du Conseil supérieur de santé de Constantinople, le bon fonctionnement des divers établissements sanitaires énumérés et institués par la présente Convention.

Art. 173. L'autorité sanitaire du port ottoman de relâche ou d'arrivée, qui constate une contravention, en dresse un procès-verbal, sur lequel le capitaine peut inscrire ses observations. Une copie certifiée conforme de ce procès-verbal est transmise, au port de relâche ou d'arrivée, à l'autorité consulaire du pays dont le navire porte le pavillon. Cette autorité assure le dépôt de l'amende entre ses mains. En l'absence d'un consul, l'autorité sanitaire reçoit cette amende en dépôt. L'amende n'est définitivement acquise au Conseil supérieur de santé de Constantinople que lorsque la Commission consulaire indiquée à l'article suivant a prononcé sur la validité de l'amende.

Un deuxième exemplaire du procès-verbal certifié conforme doit être adressé par l'autorité sanitaire qui a constaté la contravention au Président du Conseil de santé de Constantinople, qui communique cette pièce à la Commission consulaire.

Une annotation est inscrite sur la patente par l'autorité sanitaire ou consulaire, indiquant la contravention relevée et le dépôt de l'amende.

Art. 174. Il est créé à Constantinople une Commission consulaire pour juger les déclarations contradictoires de l'agent sanitaire et du capitaine inculpé. Elle est désignée chaque année par le corps consulaire. L'Administration sanitaire peut être représentée par un agent remplissant les fonctions de ministère public. Le Consul de la nation intéressée est toujours convoqué; il a droit de vote.

Art. 175. Les dépenses d'établissement, dans le ressort du Conseil supérieur de santé de Constantinople, des postes sanitaires définitifs et provisoires prévus par la présente Convention sont, quant à la construction des bâtiments, à la charge du Gouvernement ottoman. Le Conseil supérieur de santé de Constantinople est autorisé, si besoin est et vu l'urgence, à faire l'avance des sommes nécessaires sur le fonds de réserve; ces sommes lui seront fournies, sur sa demande, par la „Commission mixte chargée de la revision du tarif sanitaire". Il devra, dans ce cas, veiller à la construction de ces établissements.

Le Conseil supérieur de santé de Constantinople devra organiser sans délai les établissements sanitaires de Hanikin et

de Kisil-Dizié, près de Bayazid, sur les frontières turco-persane et turco-russe, au moyen des fonds qui sont dès maintenant mis à sa disposition.

Les autres frais occasionnés, dans le ressort dudit Conseil, par le régime établi par la présente Convention, sont répartis entre le Gouvernement ottoman et le Conseil supérieur de santé de Constantinople, conformément à l'entente intervenue entre le Gouvernement et les Puissances représentées dans ce Conseil.

III. *Conseil sanitaire international de Tanger.*

Art. 176. Dans l'intérêt de la santé publique, les Hautes Parties Contractantes conviennent que leurs Représentants au Maroc appelleront de nouveau l'attention du Conseil sanitaire international de Tanger sur la nécessité d'appliquer les stipulations des Conventions sanitaires.

IV. *Dispositions diverses.*

Art. 177. Chaque Gouvernement déterminera les moyens à employer pour opérer la désinfection et la destruction des rats (1).

---

(1) Les moyens de désinfection suivants sont donnés à titre d'indications:

Les hardes, vieux chiffons, pansements infectés, les papiers et autres objets sans valeur doivent être détruits par le feu.

Les effets à usage individuel, les objets de literie, les matelas souillés par le bacille pesteux sont sûrement désinfectés;

Par le passage à l'étuve à vapeur sous pression ou à l'étuve à vapeur fluente à 100 degrés;

Par l'exposition aux vapeurs de formol.

Les objets qui peuvent, sans détérioration, être trempés dans des solutions antiseptiques (couvertures, linges, draps de lit) peuvent être désinfectés au moyen des solutions de sublimé à 1 p. 1,000, d'acide phénique à 3 p. 100, de lysol et de crésyl commercial à 3 p. 100, de formol à 1 p. 100 (une partie de la solution commerciale de formaldéhyde à 40 p. 100), ou au moyen des hypochlorites alcalins (de soude, de potasse) à 1

ART. 178. Le produit des taxes et des amendes sanitaires ne peut, en aucun cas, être employé à des objets autres que ceux relevant des Conseils sanitaires.

ART. 179. Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à faire rédiger par leurs Administrations sanitaires une instuction destinée à mettre les capitaines des navires, surtout lorsqu'il n'y a pas de médecin à bord, en mesure d'appliquer les

---

p. 100, c'est-à-dire 1 partie de la solution usuelle d'hypochlorite commercial.

Il va sans dire que le temps de contact doit être assez long pour que les germes desséchés soient bien pénétrés par les solutions antiseptiques. Quatre à six heures suffisent.

Pour la destruction des rats, trois procédés sont actuellement mis en pratique :

1°. Celui à *l'acide sulfureux mélangé d'une petite quantité d'anhydride sulfurique, propulsé sous pression dans les cales, avec brassage de l'air*, qui fait périr les rats et les insectes et détruirait en même temps les bacilles pesteux lorsque la teneur en anhydride sulfureux-sulfurique est assez élevée.

2°. *Le procédé qui envoie dans les cales un mélange non combustible de protoxyde et de dioxyde de carbone.*

3°. *Le procédé qui utilise l'acide carbonique de façon que la teneur de ce gaz dans l'air du navire soit de 30 p. 100 environ.*

Ces deux derniers procédés font périr les rongeurs sans avoir la prétention de tuer les insectes et les bacilles de la peste.

La Commission technique de la Conférence sanitaire de Paris (1903) a indiqué les trois procédés ci-après :

mélange d'anhydrides sulfureux-sulfurique,
mélange d'oxyde de carbone et d'acide carbonique,
acide carbonique,

parmi ceux auxquels les Gouvernements pourraient avoir recours, et elle a été d'avis que, dans le cas où ils ne seraient pas mis en œuvre par l'administration sanitaire elle-même, celle-ci devrait contrôler chaque opération et constater que la destruction des rats a été réalisée.

prescriptions contenues dans la présente Convention en ce qui concerne la peste et le choléra, ainsi que les règlements relatifs à la fièvre jaune.

V. *Golfe Persique.*

ART. 180. Les frais de construction et d'entretien de la station sanitaire, dont la création à l'île d'Ormuz est prescrite par l'article 81 de la présente Convention, sont mis à la charge du Conseil supérieur de santé de Constantinople. La Commission mixte de revision dudit Conseil devra se réunir le plus tôt possible pour lui fournir, sur sa demande, les ressources nécessaires prises sur les réserves disponibles.

VI. *D'un Office international de santé.*

ART. 181. La Conférence ayant pris acte des conclusions ci-annexées de sa Commission des voies et moyens sur la création d'un Office sanitaire international à Paris, le Gouvernement français saisira, quand il le jugera opportun, de propositions à cet effet, par la voie diplomatique, les Etats représentés à la Conférence.

TITRE V.

FIÈVRE JAUNE.

ART. 182. Il est recommandé aux pays intéressés de modifier leur règlements sanitaires de manière à les mettre en rapport avec les données actuelles de la science sur le mode de transmission de la fièvre jaune, et surtout sur le rôle des moustiques comme véhicules des germes de la maladie.

TITRE VI.

ADHÉSIONS ET RATIFICATIONS.

ART. 183. Les Gouvernements qui n'ont pas signé la présente Convention sont admis à y adhérer sur leur demande. Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gou-

vernement de la République française et, par celui-ci, aux autres Gouvernements signataires.

ART. 184. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront déposées à Paris aussitôt que faire se pourra.

Elle sera mise à exécution dès que la publication en aura été faite conformément à la législation des Etats signataires. Elle remplacera, dans les rapports respectifs des Puissances qui l'auront ratifiée ou y auront accédé, les Conventions sanitaires internationales signées les 30 janvier 1892, 15 avril 1893, 3 avril 1894 et 19 mars 1897.

Les arrangements antérieurs énumérés ci-dessus demeureront en vigueur à l'égard des Puissances qui, les ayant signés ou y ayant adhéré, ne ratifieraient pas le présent acte ou n'y accéderaient pas.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, le trois décembre mil neuf cent trois, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les Archives du Gouvernement de la République Française et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Puissances contractantes.

(*L. S.*) GROEBEN.

(*L. S.*) BUMM.
(*L. S.*) GAFFKY.
(*L. S.*) NOCHT.

(*L. S.*) SUZZARRA.

(*L. S.*) EBNER.
(*L. S.*) Dr. DAIMER.
(*L. S.*) CHYZER.
(*L. S.*) ROEDIGER.

(*L. S.*) E. BECO.
(*L. S.*) GABRIEL DE PIZA.
(*L. S.*) Marquis DE NOVALLAS.
(*L. S.*) H. D. GEDDINGS.

(*L. S.*) FRANK ANDERSON.

(*L.* S.) Camille Barrère.

[*L. S.*] Georges Louis.
[*L. S.*] P. Brouardel.
[*L. S.*] Henri Monod.
[*L. S.*] Dr. Roux.
[*L. S.*] J. de Cazotte.

(*L. S.*) Maurice de Bunsen.

[*L. S.*] Théodore Thomson.
[*L. S.*] Frank G. Clemow.
[*L. S.*] Arthur D. Alban.

(*L. S.*) N. Delyanni.
(*L. S.*) S. Clado.
(*L. S.*) Rocco Santoliquido.

[*L. S.*] Paulucci de'Calboli.
[*L. S.*] Adolfo Cotta.

(*L. S.*) Vannerus.
(*L. S.*) Suzzara.
(*L. S.*) W. Welderen Rengers.

[*L. S.*] W. Ruysch.
[*L. S.*] Dr. C. Stékoulis.
[*L. S.*] A. Plate.

(*L. S.*) Nazare Aga.
(*L. S.*) J. J. da Silva Amado.
(*L. S.*) G. G. Ghika.

[*L. S.*] Dr. J. Cantacuzene.

(*L. S.*) Platon de Waxel.
(*L. S.*) Dr. Michel Popovitch.
(*L. S.*) Lardy.

[*L. S.*] Dr. Schmid.

(*L. S.*) M. Chérif.

[*L. S.*] Marc Armand Ruffer.

Certifié conforme à l'original:
Le Ministre des Affaires Etrangères de la République Française,
Delcassé.

ANNEXE I.

(Voir art. 78.)

RÈGLEMENT
RELATIF AU TRANSIT, EN TRAIN QUARANTENAIRE,
PAR LE TERRITOIRE ÉGYPTIEN,
DES VOYAGEURS ET DES MALLES POSTALES
PROVENANT DES PAYS CONTAMINÉS.

ARTICLE PREMIER.

L'Administration des Chemins de fer Egyptiens désirant un train quarantenaire en correspondance avec l'arrivée des navires provenant de ports contaminés devra en aviser l'autorité quarantenaire locale au moins deux heures avant le départ.

ART. 2.

Les passagers débarqueront à l'endroit indiqué par l'autorité quarantenaire d'accord avec l'Administration des Chemins de fer et le Gouvernement égyptien, et passeront directement, sans aucune communication, du bateau au train, sous la surveillance d'un officier du transit et de deux ou plusieurs gardes sanitaires.

ART. 3.

Le transport des effets, bagages, etc., des passagers sera effectué en quarantaine par les moyens du bord.

ART. 4.

Les agents du chemin de fer sont tenus de se conformer, en ce qui concerne les mesures quarantenaires, aux ordres de l'officier du transit.

ART. 5.

Les wagons affectés à ce service seront des wagons à couloir. Un garde sanitaire sera placé dans chaque wagon et sera chargé de la surveillance des passagers. Les agents du chemin de fer n'auront aucune communication avec les passagers.

Un médecin du service quarantenaire accompagnera le train.

ART. 6.

Les gros bagages des passagers seront placés dans un wagon spécial qui sera scellé au départ du train par l'officier du transit. A l'arrivée, les scellés seront retirés par l'officier du transit.

Tout transbordement ou embarquement sur le parcours est interdit.

ART. 7.

Les cabinets seront munis de tinettes contenant une certaine quantité d'antiseptique pour recevoir les déjections des passagers.

ART. 8.

Le quai des gares où le train sera obligé de s'arrêter sera complètement evacué sauf par les agents de service absolument indispensables.

ART. 9.

Chaque train pourra avoir un wagon-restaurant. La desserte de la table sera détruite. Les employés de ce wagon et les autres employés du chemin de fer qui, pour une raison quelconque, ont été en contact avec les passagers, seront assujettis au même traitement que les pilotes et les électriciens à Port-Saïd ou à Suez ou à telles mesures que le Conseil jugera nécessaires.

ART. 10.

Il est absolument défendu aux passagers de jeter quoi que ce soit par les fenêtres, portières, etc.

ART. 11.

Dans chaque train un compartiment-infirmerie restera vide pour y isoler les malades si le cas se présente. Ce compartiment

sera installé d' après les indications du Conseil quarantenaire.

Si un cas de peste ou de choléra se déclarait parmi les passagers, le malade serait immédiatement isolé dans le compartiment spécial. Ce malade, à l'arrivée du train, sera immédiatement transféré au lazaret quarantenaire. Les autres passagers continueront leur voyage en quarantaine.

ART. 12.

Si un cas de peste ou de choléra se déclarait pendant le parcours, le train serait désinfecté par l'autorité quarantenaire.

Dans tous les cas, les fourgons ayant contenu les bagages et la malle seront désinfectés immédiatement après l'arrivée du train.

ART. 13.

Le transbordement du train au bateau sera fait de la même façon qu'à l'arrivée. Le bateau recevant les passagers sera immédiatement mis en quarantaine et mention sera faite sur la patente des accidents qui auraient pu survenir en cours de route, avec désignation spéciale des personnes qui auraient été en contact avec les malades.

ART. 14.

Les frais encourus par l'Administration quarantenaire sont à la charge de qui aura fait la demande du train quarantenaire.

ART. 15.

Le Président du Conseil, ou son remplaçant aura le droit de surveiller ce train pendant tout son parcours.

Le Président pourra, en plus, charger un employé supérieur (outre l'officier du transit et les gardes) de la surveillance dudit train.

Cet employé aura accès dans le train sur la simple présentation d'un ordre signé par le Président.

ANNEXE II.

(*Voir art. 162.*)

DECRET KHEDIVIAL

DU 19 JUIN 1893.

NOUS, KHÉDIVE D'EGYPTE,

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur, et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres,

Considérant qu'il a été nécessaire d'introduire diverses modifications dans notre Décret du 3 janvier 1881 (2 Safer 1298),

DÉCRÉTONS:

ARTICLE PREMIER.

Le Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire est chargé d'arrêter les mesures à prendre pour prévenir l'introduction en Egypte, ou la transmission à l'étranger, des maladies épidémiques et des épizooties.

ART. 2.

Le nombre des Délégués égyptiens sera réduit à quatre membres:

1°. Le Président du Conseil, nommé par le Gouvernement Egyptien, et qui ne votera qu'en cas de partage de voix;

2°. Un Docteur en médecine européen, Inspecteur général du Service Sanitaire, Maritime et Quarantenaire;

3°. L'Inspecteur sanitaire de la ville d'Alexandrie, ou celui qui remplit ses fonctions;

4°. L'Inspecteur vétérinaire de l'Administration des services sanitaires et de l'hygiène publique.

Tous les Délégués doivent être médecins régulièrement diplômés, soit par une Faculté de médecine européenne, soit par l'Etat, ou être fonctionnaires effectifs de carrière, du grade de vice-consul au moins, ou d'un grade équivalent. Cette disposition ne s'applique pas aux titulaires actuellement en fonctions.

ART. 3.

Le Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire exerce une surveillance permanente sur l'état sanitaire de l'Egypte et sur les provenances des pays étrangers.

ART. 4.

En ce qui concerne l'Egypte, le Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire recevra chaque semaine du Conseil de santé et d'hygiène publique, les bulletins sanitaires de villes du Caire et d'Alexandrie, et, chaque mois, les bulletins sanitaires des provinces. Ces bulletins devront être transmis à des intervalles plus rapprochés lorsque, à raison de circonstances spéciales, le Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire en fera la demande.

De son côté, le Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire communiquera au Conseil de santé et d'hygiène publique les décisions qu'il aura prises et les renseignements qu'il aura reçus de l'étranger.

Les Gouvernements adressent au Conseil, s'ils le jugent à propos, le bulletin sanitaire de leur pays et lui signalent, dès leur apparition, les épidémies et les épizooties.

ART. 5.

Le Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire s'assure de l'état sanitaire du pays et envoie des commissions d'inspection partout où il le juge nécessaire.

Le Conseil de santé et d'hygiène publique sera avisé de l'envoi de ces commissions et devra s'employer à faciliter l'accomplissement de leur mandat.

ART. 6.

Le Conseil arrête les mesures préventives ayant pour objet d'empêcher l'introduction en Egypte, par les frontières maritimes ou les frontières du désert, des maladies épidémiques ou des épizooties, et détermine les points où devront être installés les campements provisoires et les établissements permanents quarantenaires.

ART. 7.

Il formule l'annotation à inscrire sur la patente délivrée par les offices sanitaires aux navires en partance.

ART. 8.

En cas d'apparition de maladies épidémiques ou d'épizooties en Egypte, il arrête les mesures préventives ayant pour objet d'empêcher la transmission de ces maladies à l'étranger.

ART. 9.

Le Conseil surveille et contrôle l'exécution des mesures sanitaires quarantenaires qu'il a arrêtées.

Il formule tous les règlements relatifs au service quarantenaire, veille à leur stricte exécution, tant en ce qui concerne la protection du pays que le maintien des garanties stipulées par les conventions sanitaires internationales.

ART. 10.

Il réglemente, au point de vue sanitaire, les conditions dans lesquelles doit s'effectuer le transport des pèlerins à l'aller et au retour du Hedjaz, et surveille leur état de santé en temps de pèlerinage.

ART. 11.

Les décisions prises par le Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire sont communiquées au Ministère de l'Interieur; il en sera également donné connaissance au Ministère des Affaires étrangères, qui les notifiera, s'il y a lieu, aux agences et consulats généraux.

Toutefois, le Président du Conseil est autorisé á cor-

respondre directement avec les Autorités consulaires des villes maritimes pour les affaires courantes du service.

ART. 12.

Le Président, et, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, l' Inspecteur général du Service Sanitaire, Maritime et Quarantenaire, est chargé d'assurer l'exécution des décisions du Conseil.

A cet effet, il correspond directement avec tous les agents du Service Sanitaire, Maritime et Quarantenaire, et avec les diverses Autorités du pays. Il dirige, d'aprés les avis du Conseil, la police sanitaire des ports, les établissements maritimes quarantenaires et les stations quarantenaires du désert.

Enfin il expédie les affaires courantes.

ART. 13.

L'Inspecteur général sanitaire, les directeurs des offices sanitaires, les médecins des stations sanitaires et campements quarantenaires doivent être choisis parmi les médecins régulièrement diplômés, soit par une faculté de médecine européenne, soit par l'Etat.

Le délégué du Conseil à Djeddah pourra être médecin diplômé du Caire.

ART. 14.

Pour toutes les fonctions et emplois relevant du Service Sanitaire, Maritime et Quarantenaire, le Conseil, par l'entremise de son Président, désigne ses candidats au Ministre de l'Intérieur, qui seul aura le droit de les nommer.

Il sera procédé de même pour les révocations, mutations et avancements.

Toutefois le Président aura la nomination directe de tous les agents subalternes, hommes de peine, gens de service, etc.

La nomination des gardes de santé est réservée au Conseil.

ART. 15.

Les directeurs des offices sanitaires sont au nombre de sept, ayant leur résidence à Alexandrie, Damiette, Port-Saïd, Suez, Tor, Souakim et Kosseir.

L'office sanitaire de Tor pourra ne fonctionner que pendant la durée du pèlerinage ou en temps d'épidémie.

ART. 16.

Les directeurs des offices sanitaires ont sous leurs ordres tous les employés sanitaires de leur circonscription. Ils sont responsables de la bonne exécution du service.

ART. 17.

Le chef de l'agence sanitaire d'El Ariche a les mêmes attributions que celles confiées aux directeurs par l'article qui précède.

ART. 18.

Les directeurs des stations sanitaires et campements quarantenaires ont sous leurs ordres tous les employés du service médical et du service administratif des établissements qu'ils dirigent.

ART. 19.

L' Inspecteur général sanitaire est chargé de la surveillance de tous les services dépendant du Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire.

ART. 20.

Le délégué du Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire à Djeddah a pour mission de fournir au Conseil des informations sur l'état sanitaire du Hedjaz, spécialement en temps de pèlerinage.

ART. 21.

Un Comité de discipline, composé du Président, de l'Inspecteur général du Service Sanitaire, Maritime et Quarantenaire et de trois Délégués élus par le Conseil, est chargé d'examiner les plaintes portées contre les agents relevant du Service Sanitaire, Maritime et Quarantenaire.

Il dresse sur chaque affaire un rapport et le soumet à l'appréciation du Conseil, réuni en assemblée générale. Les Délégués seront renouvelés tous les ans. Ils sont rééligibles.

La décision du Conseil est, par les soins de son Président, soumise à la sanction du Ministre de l'Intérieur.

Le Comité de discipline peut infliger, sans consulter le Conseil: 1°. le blâme; 2°. la suspension du traitement jusqu'à un mois.

ART. 22.

Les peines disciplinaires sont:

1°. Le blâme;

2°. La suspension de traitement depuis huit jours jusqu'à trois mois;

3°. Le déplacement sans indemnité;

4°. La révocation.

Le tout sans préjudice des poursuites à exercer pour les crimes ou délits de droit commun.

ART. 23.

Les droits sanitaires et quarantenaires sont perçus par les agents qui relèvent du Service Sanitaire, Maritime et Quarantenaire.

Ceux-ci se conforment, en ce qui concerne la comptabilité et la tenue des livres, aux règlements généraux établis par le Ministère des Finances.

Les agents comptables adressent leur comptabilité et le produit de leurs perceptions à la Présidence du Conseil.

L' agent comptable, chef du bureau central de la comptabilité, leur en donne décharge sur le visa du Président du Conseil.

ART. 24.

Le Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire dispose de ses finances.

L'administration des recettes et des dépenses est confiée à un Comité composé du Président, de l'Inspecteur général du Service Sanitaire, Maritime et Quarantenaire et de trois Délégués des Puissances élus par le Conseil. Il prend le titre de "Comité des Finances". Les trois Délégués des Puissances sont renouvelés tous les ans. Ils sont rééligibles.

Ce Comité fixe, sauf ratification par le Conseil, le traitement des employés de tout grade; il décide les dépenses fixes et les dépenses imprévues. Tous les trois mois, dans une séance spéciale, il fait au Conseil un rapport détaillé de sa gestion. Dans les trois mois qui suivront l'expiration de l'année budgétaire, le Conseil, sur la proposition du Comité, arrête le bilan définitif et le transmet, par l'entremise de son Président, au Ministère de l'Intérieur.

Le Conseil prépare le budget de ses recettes et celui de ses dépenses. Ce budget sera arrêté par le Conseil des Ministres; en même temps que le budget général de l'Etat, à titre de budget annexe.—Dans le cas où le chiffre des dépenses excéderait le chiffre des recettes, le déficit sera comblé par les ressources générales de l'Etat. Toutefois, le Conseil devra étudier sans retard les moyens d'équilibrer les recettes et les dépenses. Ses propositions seront, par les soins du Président, transmises au Ministre de l'Intérieur. L'excédent des recettes, s'il en existe, restera à la caisse du Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire; il sera, après décision du Conseil Sanitaire ratifiée par le Conseil des Ministres, affecté exclusivement à la création d'un fonds de réserve destiné à faire face aux besoins imprévus.

ART. 25.

Le Président est tenu d'ordonner que le vote aura lieu au scrutin secret, toutes les fois que trois membres du Conseil en font la demande. Le vote au scrutin secret est obligatoire toutes les fois qu'il s'agit du choix des Délégués des Puissances pour faire partie du Comité de discipline ou du Comité des Finances et lorsqu'il s'agit de nomination, révocation, mutation ou avancement dans le personnel.

ART. 26.

Les Gouverneurs, Préfets de police et Moudirs sont responsables, en ce qui les concerne, de l'exécution des règlements sanitaires. Ils doivent, ainsi que toutes les autorités civiles et militaires, donner leur concours lorsqu'ils en sont légalement requis par les agents du Service Sanitaire, Maritime et Quarantenaire, pour assurer la prompte exécution des mesures prises dans l'intérêt de la santé publique.

ART. 27.

Tous décrets et règlements antérieurs sont abrogés en ce qu'ils ont de contraire aux dispositions qui précèdent.

ART. 28.

Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui ne deviendra exécutoire qu'a partir du ler Novembre 1893.

Fait au palais de Ramleh, le 19 juin 1893.

ABBAS HILMI.

Par le Khédive:

Le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur,

RIAZ.

DECRET KHEDIVIAL

DU 25 DÉCEMBRE 1894.

NOUS, KHÉDIVE D'EGYPTE,

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres;

Vu l'avis conforme de MM. les Commissaires-Directeurs de la Caisse de la dette publique en ce qui concerne l'article 7;

Avec l'assentiment des Puissances,

DÉCRÉTONS:

ARTICLE PREMIER.

A partir de l'exercice financier 1894, il sera prélevé annuellement sur les recettes actuelles des droits de phare, une somme de 40.000 L. E, qui sera employée comme il est expliqué dans les articles suivants.

ART. 2.

La somme prélevée en 1894 sera affectée: 1°. à combler le déficit éventuel de l'exercice financier 1894 du Conseil quarantenaire, au cas où ce déficit n'aurait pas pu être entièrement couvert avec les ressources provenant du fonds de réserve dudit Conseil, ainsi qu'il sera dit à l'article qui suit; 2°. à faire face aux dépenses extraordinaires nécessitées par l'aménagement des établissements sanitaires d'El Tor, de Suez et des Sources de Moïse.

ART. 3.

Le fonds de réserve actuel du Conseil quarantenaire sera employé à combler le déficit de l'exercice 1894, sans que ce fonds puisse être réduit à une somme inférieure à 10.000 L. E.

Si le déficit ne se trouve pas entièrement couvert, il y sera fait face, pour le reste, avec les ressources créées à l'article premier.

ART. 4.

Sur la somme de L. E. 80.000, provenant des exercices 1895 et 1896, il sera prélevé: 1°. une somme égale à celle qui aura été payée en 1894 sur les mêmes recettes, à valoir sur le déficit de ladite année 1894, de manière à porter à L. E. 40.000 le montant des sommes affectées aux travaux extraordinaires prévus à l'article 1er pour El Tor, Suez et les Sources de Moïse; 2°. les sommes nécessaires pour combler le déficit du budget du Conseil quarantenaire, pour les exercices financiers 1895 et 1896.

Le surplus, après le prélèvement ci-dessus, sera affecté à la construction de nouveaux phares dans la Mer Rouge.

ART. 5.

A partir de l'exercice financier 1897, cette somme annuelle de L. E. 40.000 sera affectée à combler les déficits éventuels du Conseil quarantenaire. Le montant de la somme nécessaire à cet effet sera arrêté définitivement en prenant pour base les résultats financiers des exercices 1894 et 1895 du Conseil.

Le surplus sera affecté à une réduction des droits de phares: il est entendu que ces droits seront réduits dans la même proportion dans la Mer Rouge et dans la Méditerranée.

ART. 6.

Moyennant les prélèvements et affectations ci-dessus, le Gouvernement est, à partir de l'année 1894, déchargé de toute obligation quelconque en ce qui concerne les dépenses soit ordinaires, soit extraordinaires du Conseil quarantenaire.

Il est entendu, toutefois, que les dépenses supportées jusqu'à ce jour par le Gouvernement Egyptien continueront à rester à sa charge.

ART. 7.

A partir de l'exercice 1894, lors du règlement de compte des excédents avec la Caisse de la Dette publique, la part de ces excédents revenant au Gouvernement sera majorée d'une somme annuelle de 20.000 L. E.

ART. 8.

Il à été convenu entre le Gouvernement Egyptien et les Gouvernements d'Allemagne, de Belgique, de Grande-Bretagne et d'Italie que la somme affectée à la réduction des droits de phares, aux termes de l'article 5 du présent décret, viendra en déduction de celle de 40.000 L. E. prévue dans les lettres annexées aux Conventions Commerciales intervenues entre l'Egypte et lesdits Gouvernements.

ART. 9.

Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au Palais de Koubbeh, le 25 décembre 1894.

ABBAS HILMI.

Par le Khédive:
Le Président du Conseil des Ministres,
N. NUBAR.

Le Ministre des Finances,
AHMED MAZLOUM.

Le Ministre des Affaires étrangères,
BOUTROS GHALI.

ARRETE MINISTERIEL

DU 19 JUIN 1893

CONCERNANT

LE FONCTIONNEMENT DU SERVICE SANITAIRE, MARITIME

ET QUARANTENAIRE.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu le Décret en date du 19 juin 1893,

ARRÊTE:

TITRE I.

Du Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire.

ARTICLE PREMIER.

Le Président est tenu de convoquer le Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire, en séance ordinaire, le premier mardi de chaque mois.

Il est également tenu de le convoquer lorsque trois membres en font la demande.

Il doit enfin réunir le Conseil, en séance extraordinaire, toutes les fois que les circonstances exigent l'adoption immédiate d'une mesure grave.

ART. 2.

La lettre de convocation indique les questions portées à l'ordre du jour. A moins d'urgence, il ne pourra être pris de décisions définitives que sur les questions mentionnées dans la lettre de convocation.

ART. 3.

Le secrétaire du Conseil rédige les procès-verbaux des séances.

Ces procès-verbaux doivent être présentés à la signature de tous les membres qui assistaient à la séance.

Ils sont intégralement copiés sur un registre qui est conservé dans les archives concurremment avec les originaux des procès-verbaux.

Une copie provisoire des procès-verbaux sera délivrée à tout membre du Conseil qui en fera la demande.

ART. 4.

Une Commission permanente composée du Président, de l'Inspecteur général du Service Sanitaire, Maritime et Quarantenaire, et de deux Délégués des Puissances élus par le Conseil, est chargée de prendre les décisions et mesures urgentes.

Le Délégué de la nation intéressée est toujours convoqué. Il a droit de vote.

Le President ne vote qu'en cas de partage.

Les décisions sont immédiatement communiquées par lettres à tous les membres du Conseil.

Cette Commission sera renouvelée tous les 3 mois.

ART. 5.

Le Président ou, en son absence, l'Inspecteur général du Service Sanitaire, Maritime et Quarantenaire, dirige les délibérations du Conseil. Il ne vote qu'en cas de partage.

Le Président a la direction général du Service. Il est chargé de faire exécuter les décisions du Conseil.

Secrétariat.

ART. 6.

Le secrétariat, placé sous la direction du Président, centralise la correspondance tant avec le Ministère de l'Intérieur qu'avec les divers agents du Service Sanitaire, Maritime et Quarantenaire.

Il est chargé de la statistique et des archives. Il lui

sera adjoint des commis et interprètes en nombresuffisant pour assurer l'expédition des affaires.

ART. 7.

Le secrétaire du Conseil, chef du secrétariat, assiste aux séances du Conseil et rédige les procès-verbaux.

Il a sous ses ordres les employés et gens du service du secrétariat.

Il dirige et surveille leur travail, sous l'autorité du Président.

Il a la garde et la responsabilité des archives.

Bureau de comptabilité.

ART. 8.

Le chef du bureau central de la comptabilité est „agent comptable".

Il ne pourra entrer en fonctions avant d'avoir fourni un cautionnement, dont le quantum sera fixé par le Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire.

Il contrôle, sous la direction du Comité des finances, les opérations des préposés à la recette des droits sanitaires et quarantenaires.

Il dresse les états et comptes qui doivent être transmis au Ministère de l'Intérieur après avoir été arrêtés par le Comité des finances et approuvés par le Conseil.

De l'Inspecteur général sanitaire.

ART. 9.

L'Inspecteur général sanitaire a la surveillance de tous les services dépendant du Conseil. Il exerce cette surveillance dans les conditions prévues par l'article 19 du Décret en date du 19 juin 1893.

Il inspecte, au moins une fois par an, chacun des offices, agences ou postes sanitaires.

En outre, le Président détermine, sur la proposition du Conseil et selon les besoins du service, les inspections auxquelles l'Inspecteur général devra procéder.

En cas d'empêchement de l'Inspecteur général, le

Président désignera, d'accord avec le Conseil, le fonctionnaire appelé à le suppléer.

Chaque fois que l'Inspecteur général a visité un office, une agence, un poste sanitaire, une station sanitaire ou un campement quarantenaire, il doit rendre compte à la Présidence du Conseil, par un rapport spécial, des résultats de sa vérification.

Dans l'intervalle de ses tournées, l'Inspecteur général prend part, sous l'autorité du Président, à la direction du service général. Il supplée le Président en cas d'absence ou d'empêchement.

TITRE II.

Service des ports, stations quarantenaires, stations sanitaires.

ART. 10.

La police sanitaire, maritime et quarantenaire, le long du littoral égyptien de la Méditerranée et de la Mer Rouge, aussi bien que sur les frontières de terre du côté du désert, est confiée aux directeurs des offices de santé, directeurs des stations sanitaires ou campements quarantenaires, chefs des agences sanitaires ou chefs des postes sanitaires et aux employés placés sous leurs ordres.

ART. 11.

Les directeurs des offices de santé ont la direction et la responsabilité du service, tant de l'office à la tête duquel ils sont placés que des postes sanitaires qui en dépendent.

Ils doivent veiller à la stricte exécution des règlements de police sanitaire, maritime et quarantenaire. Ils se conforment aux instructions qu'ils reçoivent de la Présidence du Conseil et donnent à tous les employés de leur office, aussi bien qu'aux employés des postes sanitaires qui y sont ratachés, les ordres et les instructions nécessaires.

Ils sont chargés de la reconnaissance et de l'arraisonnement des navires, de l'application des mesures quarantenaires, et ils procèdent, dans les cas prévus par les règlements, à la visite médicale, ainsi qu'aux enquêtes sur les contraventions quarantenaires.

Ils correspondent seuls pour les affaires administratives avec la Présidence, à laquelle ils transmettent tous les renseignements sanitaires qu'ils ont recueillis dans l'exercice de leurs fonctions.

ART. 12.

Les directeurs des offices de santé sont, au point de vue du traitement, divisés en deux classes:

Les offices de première classe, qui sont au nombre de quatre:

Alexandrie;

Port-Saïd;

Bassin de Suez et campement aux Sources de Moïse.

Tor.

Les offices de deuxième classe, qui sont au nombre de trois:

Damiette;

Souakim;

Kosseir;

ART. 13.

Les chefs des agences sanitaires ont les mêmes attributions, en ce qui concerne l'agence, que les directeurs en ce qui concerne leur office.

ART. 14.

Il y a une seule agence sanitaire à El Ariche.

ART. 15.

Les chefs de postes sanitaires ont sous leurs ordres les employés du poste qu'ils dirigent. Ils sont placés sous les ordres du directeur d'un des offices de santé.

Ils sont chargés de l'exécution des mesures sanitaires et quarantenaires indiquées par les règlements.

Ils ne peuvent délivrer aucune patente et ne sont autorisés à viser que les patentes des bâtiments partant en libre pratique.

Ils obligent les navires qui arrivent à leur échelle avec une patente brute ou dans des conditions irrégulières à se rendre dans un port où existe un office sanitaire.

Ils ne peuvent eux-mêmes procéder aux enquêtes sanitaires, mais ils doivent appeler à cet effet le directeur de l'office dont ils relèvent.

En dehors des cas d'urgence absolue, ils ne correspondent qu'avec ce directeur pour toutes les affaires administratives. Pour les affaires sanitaires et quarantenaires urgentes, telles que les mesures à prendre au sujet d'un navire arrivant, ou l'annotation à inscrire sur la patente d'un navire en partance, ils correspondent directement avec la Présidence du Conseil; mais ils doivent donner sans retard communication de cette correspondance au directeur dont ils dépendent.

Ils sont tenus d'aviser, par les voies les plus rapides, la Présidence du Conseil des naufrages dont ils auront connaissance.

ART. 16.

Les postes sanitaires sont au nombre de six énumérés ci-après:

Postes du Port-Neuf, d'Aboukir, Brullos et Rossette, relevant de l'office d'Alexandrie.

Postes de Kantara et du port intérieur d'Ismaïlia, relevant de l'office de Port-Saïd.

Le Conseil pourra, suivant les nécessités du service, et suivant ses ressources, créer de nouveaux postes sanitaires.

ART. 17.

Le service permanent ou provisoire des stations sanitaires et des campements quarantenaires est confié à des directeurs qui ont sous leurs ordres des employés sanitaires, des gardiens, des portefaix et des gens de service.

ART. 18.

Les directeurs sont chargés de faire subir la quarantaine aux personnes envoyées à la station sanitaire ou au campement. Ils veillent, de concert avec les médecins, à l'isolement des différentes catégories de quarantenaires et empêchent toute compromission. A l'expiration du délai fixé, ils donnent la libre pratique ou la suspendent conformément aux règlements, font prati

quer la désinfection des marchandises et des effets à usage, et appliquent la quarantaine aux gens employés à cette opération.

ART. 19.

Ils exercent une surveillance constante sur l'exécution des mesures prescrites, ainsi que sur l'état de santé des quarantenaires et du personnel de l'établissement.

ART. 20.

Ils sont responsables de la marche du service et en rendent compte, dans un rapport journalier, à la Présidence du Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire.

ART. 21.

Les médecins attachés aux stations sanitaires et aux campements quarantenaires relèvent des directeurs de ces établissements. Ils ont sous leurs ordres le pharmacien et les infirmiers.

Ils surveillent l'état de santé des quarantenaires et du personnel, et dirigent l'infirmerie de la station sanitaire ou du campement.

La libre pratique ne peut être donnée aux personnes en quarantaine qu'après visite et rapport favorable du médecin.

ART. 22.

Dans chaque office sanitaire, station sanitaire ou campement quarantenaire, le directeur est aussi „agent comptable".

Il désigne, sous sa responsabilité personnelle effective, l'employé préposé à l'encaissement des droits sanitaires et quarantenaires.

Les chefs d'agences ou postes sanitaires sont également agents comptables; ils sont chargés personnellement d'effectuer la perception des droits.

Les agents chargés du recouvrement des droits doivent se conformer, pour les garanties à présenter, la tenue des écritures, l'époque des versements, et généralement tout ce qui concerne la partie financière de leur service, aux règlements émanant du Ministère des Finances.

ART. 23.

Les dépenses du Service sanitaire, maritime et quarantenaire seront acquittées par les moyens propres du Conseil, ou d'accord avec le Ministère des Finances, par le service des caisses qu'il désignera.

Le Caire, le 19 juin 1893.

RIAZ.

ANNEXE III.

(*Voir art. 181.*)

RESOLUTIONS

DE LA COMMISSION DES VOIES ET MOYENS

DE LA CONFÉRENCE SANITAIRE DE PARIS

RELATIVES

À UN OFFICE INTERNATIONAL DE SANTÉ.

I. Il est créé un Office international de Santé d'après les principes qui ont présidé à la formation et au fonctionnement du Bureau international des Poids et Mesures. Ce Bureau aura son siège à Paris.

II. L'Office international aura pour mission de recueillir les renseignements sur la marche des maladies infectieuses. Il recevra à cet effet les informations qui lui seront communiquées par les autorités supérieures d'hygiène des Etats participants.

III. L'Office exposera périodiquement les résultats de ces travaux dans des rapports officiels qui seront communiqués aux Gouvernements contractants. Ces rapports devront être rendus publics.

IV. L'Office sera alimenté par les contributions des Gouvernements contractants.

V. Le Gouvernement, sur le territoire duquel sera établi l'Office international de Santé, sera chargé, dans un délai de trois mois après la signature des actes de la Conférence, de soumettre à l'approbation des Etats contractants un Règlement pour l'installation et le fonctionnement de cette institution.

PROCÈS-VERBAL du dépôt des ratifications de la Convention sanitaire internationale signée à Paris le 3 décembre 1903.

En exécution de l'article 184 de la Convention sanitaire internationale du 3 décembre 1903, les soussignés, Représentants des Puissances co-signataires, à savoir: S. A. S. le Prince de Radolin, Ambassadeur d'Allemagne, S. Exc. le Comte de Khevenhüller-Metsch, Ambassadeur d'Autriche-Hongrie, M. Leghait, Ministre de Belgique, M. de Piza, Ministre du Brésil, S. Exc. M. White, Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique, S. Exc. M. Pichon, Ministre des Affaires Etrangères de la République française, S. Exc. Sir Francis Bertie, Ambassadeur de Sa Majesté britannique, S. Exc. le Comte Tornielli, Ambassadeur d'Italie, M. Vannerus, Chargé d'Affaires du Luxembourg, M. Brunet, Consul du Monténégro à Paris, M. le Chevalier de Stuers, Ministre des Pays-Bas, Samad Khan, Ministre de Perse, M. Ghika, Ministre de Roumanie, S. Exc. M de Nélidow, Ambassadeur de Russie, M. Lardy, Ministre de Suisse, se sont réunis au Ministère des Affaires étrangères à Paris pour procéder au dépôt, entre les mains du Gouvernement de la République française, des ratifications des Hautes Puissances contractantes.

Les Soussignés prennent acte que:

I. Les Gouvernements de la Grèce et de la Serbie ayant notifié par deux communications remises aux Légations de la République française à Athènes et à Belgrade, les 16 mai et 14 juillet 1904, qu'ils ne donnaient pas leur adhésion à la dite Convention, il est acquis que la Grèce et la Serbie, dont les Délégués avaient signé cet acte *ad referendum*, ne peuvent pas être considérées comme parties contractantes.

II. La ratification du Président des Etats-Unis d'Amérique est déposée avec la déclaration suivante, à savoir: "qu'il y a lieu de substituer aux Etats-Unis "l'observation" à la "surveiliance" dans les cas prévus par les articles 21 et suivants, en raison de la législation particulière des différents Etats de l'Union."

III. La ratification de S. M. le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Empereur des Indes, est déposée avec les déclarations suivantes:

„1°. Que l'établissement d'une station sanitaire à l'île d'Ormuz, par le Conseil supérieur de santé de Constantinople, ne sera réalisé que lorsque le dit Conseil aura été reconstitué conformément aux prescriptions de la Convention du 3 décembre 1903 et que, par une décision unanime, la commision mixte des tarifs aura mis, à cet effet, des fonds à la disposition du dit Conseil.

„2°. Que les stipulations de la dite Convention ne seront applicables aux colonies, possessions ou protectorats de S. M. Britannique, qu'après notification, à cet effet, adressée par le Représentant de S. M. Britannique, à Paris, au Ministère des Affaires étrangères de la République française, au nom de telle colonie, possession ou protectorat."

IV. La ratification de S. M. le Schah de Perse est déposée avec la déclaration suivante, à savoir: „qu'il demeure entendu que le pavillon qui flottera sur la station sanitaire d'Ormuz sera le pavillon persan et que les gardes armés qui seraient nécessaires pour assurer l'observation des mesures sanitaires seront fournis par le Gouvernement persan."

V. Les Puissances signataires ont fait la double déclaration suivante conforme, d'ailleurs, aux stipulations que contenait la Convention de Venise du 19 mars 1897, à savoir: „que les Puissances contractantes se réservent le droit de se concerter en vue de l'introduction de modifications dans le texte de la présente Convention et que chacune de ces Puissances conserve le droit de dénoncer la présente Convention, cette dénonciation ne devant avoir d'effet qu'à son égard."

VI. Le dépôt de l' instrument des ratifications du Gouvernement égyptien est effectué par l'intermédiaire du Gouvernement de la République ainsi que la demande en a été exprimée dans la lettre du Ministre des Affaires étrangères de S. A. le Khédive, en date du 25 octobre 1906.

Les Soussignés déclarent également que leurs Gouvernements sont d'accord pour réserver à l'Espagne et au Portugal, dont les Parlements ne se sont pas encore

prononcés à l'égard de la Convention du 3 décembre 1903, la faculté de déposer leurs ratifications ultérieurement et dans le plus court délai possible.

Le Gouvernement de la République prendra acte de ces ratifications et donnera connaissance aux autres Puissances ratifiantes du dépôt des ratifications de chacune des deux Puissances susvisées.

Sur ce, toutes les ratifications ayant été présentées et trouvées, aprés examen, en bonne et due forme, sont confiées au Gouvernement de la République pour être déposées dans les Archives du Département des Affaires étrangères de la République française.

EN FOI DE QUOI a été dressé le présent procès-verbal dont une copie certifiée sera adressée, par les soins du Gouvernement de la République française, à chacune des autres Puissances ayant ratifié la Convention sanitaire du 3 décembre 1903.

Fait à Paris le 6 avril 1907.

(*L. S.*) RADOLIN.

,, R. KHEVENHÜLLER.

,, A. LEGHAIT.

,, GABRIEL DE PIZA.

,, HENRY WHITE.

,, S. PICHON.

,, FRANCIS BERTIE.

,, G. TORNIELLI.

,, VANNERUS.

,, BRUNET.

,, A. DE STUERS.

,, M. SAMAD.

,, GR. G. GHIKA.

,, NELIDOW.

,, LARDY.

Vertaling.

OVEREENKOMST.

Zijne Majesteit de Duitsche Keizer, Koning van Pruisen, in naam van het Duitsche Rijk; Zijne Majesteit de Keizer van Oostenrijk, Koning van Bohemen, enz., enz., en Apostolisch Koning van Hongarije; Zijne Majesteit de Koning der Belgen; de President der Republiek van de Vereenigde Staten van Brazilië; Zijne Majesteit de Koning van Spanje; de President der Vereenigde Staten van Amerika; de President der Fransche Republiek; Zijne Majesteit de Koning van het Vereenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Ierland en van de onder Britsch gezag staande overzeesche landen, Keizer van Indië; Zijne Majesteit de Koning der Hellenen; Zijne Majesteit de Koning van Italië; Zijne Koninklijke Hoogheid de Groothertog van Luxemburg; Zijne Koninklijke Hoogheid de Vorst van Montenegro; Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden; Zijne Majesteit de Schah van Perzië; Zijne Majesteit de Koning van Portugal en der Algarven; Zijne Majesteit de Koning van Rumenië; Zijne Majesteit de Keizer aller Russen; Zijne Majesteit de Koning van Servië; de Zwitsersche Bondsraad en Zijne Hoogheid de Khedive van Egypte, handelende binnen de grenzen der bevoegdheden aan Hoogstdenzelve verleend door de Keizerlijke firmans,

het nuttig geoordeeld hebbende om in éene zelfde regeling maatregelen vast te stellen, geschikt om de openbare gezondheid te vrijwaren tegen het binnendringen en de verspreiding van pest en cholera en wenschende te herzien en tevens aan te vullen de thans van kracht zijnde internationale gezondheidsovereenkomsten, hebben tot Hunne gevolmachtigden benoemd, te weten:

Zijne Majesteit de Duitsche Keizer, Koning van Pruisen:

den heer Graaf von Groeben, Gezantschapsraad en Eersten Secretaris aan de Keizerlijke Duitsche Ambassade te Parijs;

den heer BUMM, Geheimen Opperregeeringsraad, lid van den Rijksgezondheidsraad;

den heer dr. GAFFKY, Geheimen Gezondheidsraad van het Groothertogdom Hessen en Hoogleeraar aan de hoogeschool te Giessen, lid van den Rijksgezondheidsraad;

den heer dr. NOCHT, Havenarts van Hamburg, lid van den Rijksgezondheidsraad;

Zijne Majesteit de Keizer van Oostenrijk, Koning van Bohemen, enz., enz., en Apostolisch Koning van Hongarije:

den heer ALEXANDER Ridder VON SUZZARA, Afdeelingshoofd aan het Keizerlijk en Koninklijk Ministerie van Buitenlandsche Zaken, Commandeur in de orde van Frans-Jozef, Ridder derde klasse in de orde van de IJzeren Kroon;

den heer NOËL EBNER VON EBENTHALL, Voorzitter van het Keizerlijke en Koninklijke bestuur van zeezaken te Triest, Ridder in de orden van Leopold en van Frans-Jozef;

den heer JOZEF DAIMER, Raad aan het Keizerlijk en Koninklijk Ministerie van Binnenlandsche Zaken, ridder derde klasse in de orde van de IJzeren Kroon, ridder in de orde van Frans-Jozef;

den heer KORNEL CHYZER, Raad aan het Koninklijk Hongaarsch Ministerie van Binnenlandsche Zaken, ridder in de orden van Leopold en van Frans-Jozef;

den heer ERNST ROEDIGER, Afdeelingsraad;

Zijne Majesteit de Koning der Belgen:

den heer BECO, Secretaris-Generaal van het Ministerie van Landbouw, belast met het Hoofdbestuur van den Gezondheidsdienst en de Openbare gezondheidsverzorging, commandeur in de orde van Leopold, versierd met het Burgerkruis der eerste klasse:

de President der Republiek van de Vereenigde Staten van Brazilië:

den heer G. DE PIZA, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij den President der Fransche Republiek;

Zijne Majesteit de Koning van Spanje:

den heer FERNAND JORDAN DE URRIES Y RUIZ DE ARANA, Markies DE NOVALLES, Hoogstdeszelfs Kamerheer, Eersten Secretaris der Koninklijke Spaansche Am-

bassade te Parijs, Commandeur in de orde van Karel III;

de President der Vereenigde Staten van Amerika:

den heer dr. H. D. GEDDINGS, toegevoegd heelmeester-generaal van den Gezondheidsdienst en van het ziekenhuis der zeemacht;

den heer FRANK ANDERSON, Geneeskundig Inspecteur van de Zeemacht;

de President der Fransche Republiek:

den heer CAMILLE BARRÈRE, Ambassadeur der Fransche Republiek bij Zijne Majesteit den Koning van Italië, Groot-Officier in de Nationale orde van het Legioen van Eer;

den heer GEORGE LOUIS, Gevolmachtigd Minister der eerste klasse, Directeur der Consulaten en Handelsaangelegenheden aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken, Officier in de Nationale orde van het Legioen van Eer;

den heer BROUARDEL, Hoogleeraar, Eere-deken der Geneeskundige Faculteit te Parijs, Voorzitter van het Raadgevend Comité voor Openbare Gezondheid van Frankrijk, Lid van het Instituut en der Akademie van Geneeskunde, Groot-Officier in de Nationale orde van het Legioen van Eer;

den heer HENRY MONOD, Staatsraad, Directeur der Openbare Weldadigheid en der Openbare Gezondheid aan het Ministerie van Binnenlandsche Zaken, Lid der Akademie van Geneeskunde, Commandeur in de Nationale orde van het Legioen van Eer;

den heer dr. EMILE ROUX, Onder-Directeur van het Instituut Pasteur, Onder-Voorzitter van het Raadgevend Comité van Openbare Gezondheid van Frankrijk, Lid der Akademie van Wetenschappen en der Akademie van Geneeskunde, Commandeur in de Nationale orde van het Legioen van Eer;

den heer JACQUES DE CAZOTTE, Onder-Directeur der Consulaire Zaken aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken, Officier in de Nationale orde van het Legioen van Eer;

Zijne Majesteit de Koning van het Vereenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Ierland en van de onder Britsch gezag staande overzeesche landen, Keizer van Indië:

den heer MAURICE WILLIAM ERNEST DE BUNSEN, Gevolmachigd Minister, waarnemend Eerste Secretaris

aan de Koninklijke Britsche Ambassade te Parijs, Commandeur in de Koninklijke orde van Victoria, Broeder in de Bad-orde;

den heer dr. THEODORE THOMSON, van den „Local Government Board";

den heer dr. FRANK GERARD CLEMOW, Afgevaardigde van Groot-Britannië in den Oppersten Gezondheidsraad van Constantinopel ;

den heer ARTHUR DAVID ALBAN, Consul van Groot-Britannië en Ierland te Caïro ;

Zijne Majesteit de Koning der Hellenen :

den heer DELYANNI, Hoogstdeszelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij den President der Fransche Republiek, Groot-Commandeur der Koninklijke Orde van den Verlosser ;

den heer dr. S. CLADO, Geneesheer van het Koninklijke Grieksche Gezantschap te Parijs ;

Zijne Majesteit de Koning van Italië :

den heer commandeur ROCCO SANTOLIQUIDO, Directeur-Generaal van den Openbaren Gezondheidsdienst van Italië ;

den heer Markies PAULUCCI DE 'CALBOLI, Raad aan de Koninklijk Italiaansche Ambassade te Parijs;

den heer ridder ADOLPHE COTTA, Hoofd van het Bureau Algemeene Zaken aan het Hoofdbestuur van den Openbaren Gezondheidsdienst van Italië ;

Zijne Koninklijke Hoogheid de Groothertog van Luxemburg:

den heer VANNERUS, Zaakgelastigde van Luxemburg te Parijs ;

Zijne Koninklijke Hoogheid de Vorst van Montenegro :

den heer ALEXANDER ridder VON SUZZARA, Afdeelingshoofd aan het Keizerlijk en Koninklijk Ministerie van Buitenlandsche Zaken van Oostenrijk-Hongarije, Commandeur in de orde van Frans Jozef, ridder derde klasse in de orde van de IJzeren Kroon ;

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden :

den heer W. B. R. VAN WELDEREN Baron RENGERS,

Gezantschapsraad aan het Koninklijk Nederlandsch Gezantschap te Parijs ;

den heer dr. W. P. RUYSCH, Hoofdinspecteur van de Volksgezondheid voor Zuidholland en Zeeland, lid van den Centralen Gezondheidsraad ;

den heer dr. C. STÉKOULIS, afgevaardigde van Nederland in den Oppersten Gezondheidsraad van Constantinopel ;

den heer A PLATE. Voorzitter der Kamer van Koophandel te Rotterdam, Buitengewoon lid van den Centralen Gezondheidsraad ;

Zijne Majesteit de Schah van Perzië :

den heer Generaal NAZARE AGA YEMIN-ES-SALTANE, Hoogstdeszelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij den President der Fransche Republiek, bezitter van het portret van den Schah met diamanten, Grootkruis in de Orde van den Leeuw en de Zon met diamanten ;

Zijne Majesteit de Koning van Portugal en der Algarven :

den heer dr. JOSÉ JOAQUIM DA SILVA AMADO, Lid van den Raad van Zijne Zeer Getrouwe Majesteit, Hoogleeraar aan het Gezondheidsinstituut te Lissabon, Onder-Voorzitter der Koninklijke Akademie van Wetenschappen, Commandeur in de Orde van San Thiago ;

Zijne Majesteit de Koning van Rumenië :

den heer GREGOIRE J. GHIKA, Hoogstdeszelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij den President der Fransche Republiek, Groot-Officier in de orde van de Ster van Rumenië, Groot-Officier in de Orde van de Kroon van Rumenië ;

den heer JAN CANTACUZÈNE, Lid van den Oppersten Gezondheidsraad van Rumenië ;

Zijne Majesteit de Keizer aller Russen :

den heer PLATON DE WAXEL, Werkelijk Staatsraad, Grootkruis in de Orde van den Heiligen Stanislaus ;

Zijne Majesteit de Koning van Servië :

den heer dr. MICHEL POPOVITCH, Zaakgelastigde van Servië te Parijs ;

de Zwitsersche Bondsraad:

den heer CHARLES EDOUARD LARDY, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van den Zwitserschen Bond bij den President der Fransche Republiek;

den heer dr. F. SCHMID, Directeur van het Bondsgezondheidsbureau en

Zijne Hoogheid de Khedive van Egypte:

MOHAMED CHERIF PACHA, Ondersecretaris van Staat aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken, Grootkruis in de Orde van Medjidié, Groot-Officier in de Orde van Osmanié;

den heer dr. MARC ARMAND RUFFER, Voorzitter van den Gezondheids-, Zee-en Quarantaineraad van Egypte, Groot-Officier in de orden van Osmanié en van Medjidié;

die, na uitwisseling hunner in behoorlijken vorm bevonden volmachten, omtrent de volgende bepalingen zijn overeengekomen:

TITEL I.

ALGEMEENE BEPALINGEN.

Hoofdstuk I.

Voorschriften, welke nageleefd moeten worden door de landen die de overeenkomst onderteekend hebben, zoodra zich pest of cholera op hun grondgebied vertoont.

AFDEELING I.

Kennisgeving en nadere mededeelingen aan de andere landen.

Art. 1. Elke Regeering moet de andere Regeeringen onmiddellijk kennis geven van het eerste verschijnen binnen haar gebied van erkende gevallen van pest of cholera.

Art. 2. Deze kennisgeving wordt vergezeld van, of zeer spoedig gevolgd door omstandige inlichtingen omtrent:

1°. de plaats waar de ziekte verschenen is;

2°. den dag van hare verschijning, haren oorsprong en haren aard;

3°. het aantal vastgestelde gevallen, en dat der sterfgevallen;

4°. wat de pest aangaat: het voorkomen van pest of van eene ongewone sterfte onder ratten of muizen;

5°. de ten gevolge van deze eerste verschijning onmiddellijk genomen maatregelen.

Art. 3. De kennisgeving en de inlichtingen, bedoeld in de artikelen 1 en 2, worden gericht tot de diplomatieke of consulaire vertegenwoordiging in de hoofdstad van het besmette land.

Zij worden wat betreft de landen, welke daar niet vertegenwoordigd zijn, rechtstreeks per telegraaf overgebracht aan de Regeeringen dier landen.

Art. 4. Op de kennisgeving en de inlichtingen, bedoeld in de artikelen 1 en 2, moeten verder zoodanige geregelde mededeelingen volgen dat de Regeeringen daardoor op de hoogte gehouden worden van het verloop der volksziekte.

Deze mededeelingen, die ten minste éénmaal per week gedaan moeten worden, en die zoo volledig mogelijk behooren te zijn, geven meer in het bijzonder de voorzorgsmaatregelen aan, welke genomen zijn om de uitbreiding der ziekte tegen te gaan.

Zij moeten omschrijven: 1.° de voorbehoedings maatregelen, welke genomen zijn in verband met het onderzoek vanwege den gezondheidsdienst of het geneeskundig onderzoek, de afzondering en de ontsmetting;

2°. de maatregelen ten uitvoer gelegd bij het vertrek van schepen om het overbrengen der besmettelijke ziekte te beletten, en in het bijzonder, in het geval bedoeld in bovengenoemd artikel 2, sub 4°., de maatregelen genomen tegen de ratten.

Art. 5. De vlugge en stipte uitvoering der bovenstaande voorschriften is van het uiterste gewicht.

De kennisgevingen hebben slechts dan werkelijke waarde, indien iedere Regeering zelve intijds verwittigd wordt van de gevallen van pest, van cholera en van verdachte gevallen welke binnen haar gebied zijn voorgekomen. Aan de verschillende Regeeringen kan

daarom niet genoeg worden aanbevolen de aangifte van pest- en choleragevallen verplichtend te stellen, en zich op de hoogte te doen houden van elke ongewone sterfte onder de ratten of de muizen, in het bijzonder in de havenplaatsen.

Art. 6. Aan elkander grenzende landen kunnen zich altijd voorbehouden bijzondere schikkingen te treffen, met het doel een dienst van rechtstreeksche berichtgeving in het leven te roepen tusschen de hoofden van dienst aan de grenzen.

AFDEELING II.

Voorwaarden waaronder een kring van het grondgebied als besmet of als weder vrij van besmetting, beschouwd kan worden.

Art. 7. De kennisgeving van een eerste pest- of cholerageval heeft voor den kring van het grondgebied waarop het voorkomt, nog niet de toepassing der maatregelen bedoeld in het hieronder volgend Hoofdstuk II tengevolge.

Doch indien zich meerdere, niet van buitenaf aangebrachte pestgevallen hebben vertoond, of wanneer de choleragevallen een besmettingshaard vormen, wordt de kring besmet verklaard.

Art. 8. Om de maatregelen uitsluitend tot de aangetaste streken te beperken moeten de Regeeringen ze slechts toepassen op de herkomsten van besmette kringen.

Onder het woord „kring" wordt verstaan een gedeelte van het grondgebied, duidelijk omschreven in de inlichtingen welke de kennisgeving vergezellen of daarop volgen, zooals: een provincie, „een gouvernement", een district, een departement, een kanton, een eiland, een gemeente, een stad, een stadswijk, een dorp, een haven, een polder, een groep of zamenhangend geheel van menschelijke woningen, op zich zelf staande behuizingen en schuren enz., welke ook de uitgestrektheid en de bevolkingsgesterkte van die deelen van het grondgebied mogen zijn.

Doch deze beperking tot den besmetten kring mag slechts worden toegepast onder de uitdrukkelijke voorwaarde, dat de Regeering van het besmette land de noodige maatregelen neme:

1°. om zonder daaraan voorafgegane ontsmetting den uitvoer te verhinderen der in artikel 1?, 1°. en 2°. bedoelde uit den besmetten kring herkomstige voorwerpen en 2°. om de uitbreiding der epidemie tegen te gaan.

Indien een kring besmet is wordt ten opzichte der herkomsten, welke dien kring ten minste vijf dagen voor het uitbreken der volksziekte hebben verlaten, geen enkele beperkende maaatregel genomen.

Art. 9. Om een kring niet langer als besmet te doen beschouwen is het noodig dat van overheidswege vastgesteld worde:

1°. dat er noch sterfgevallen noch nieuwe gevallen van pest of van cholera zijn voorgekomen gedurende vijf op de afzondering 1), den dood of de genezing van den laatsten pest- of choleralijder volgende dagen.

2°. dat alle ontsmettingsmaatregelen zijn toegepast, en wanneer er van pest sprake is, dat de maatregelen tegen de ratten ten uitvoer zijn gelegd.

Hoofdstuk II.

Maatregelen van verweer door de andere landen tegen de besmet verklaarde streken te nemen.

AFDEELING I.

Openbaarmaking der voorgeschreven maatregelen.

Art. 10. De Regeering van elk land is verplicht onmiddellijk bekend te maken, welke maatregelen zij meent te moeten uitvaardigen ten opzichte van de herkomsten van een besmet land of van eenen besmetten territorialen kring.

Zij deelt die bekendmaking onmiddellijk mede aan den in haren hoofdstad gevestigden diplomatieken of consulairen vertegenwoordiger van het besmette land, alsmede aan de Internationale Gezondheidsraden.

Zij is eveneens gehouden, langs denzelfden weg, kennis te geven van de intrekking dier maatregelen, of van de wijzigingen welke zij mochten ondergaan.

Bij gebreke van eene diplomatieke of consulaire vertegenwoordiging in de hoofdstad, worden de mededeelingen rechtstreeks tot de Regeering van het betrokken land gericht.

1) Onder „afzondering" wordt verstaan: afzondering van den zieke en der personen die hem bij voortduring verplegen, alsmede verbod van bezoek van elk ander persoon.

AFDEELING II.

Goederen. Ontsmetting. In- en doorvoer. Reisgoed.

Art. 11. Er bestaan geene goederen, welke op zich-zelf genomen in staat zijn pest of cholera over te brengen. Zij worden slechts gevaarlijk, wanneer zij besmet zijn door pest- of cholerastoffen.

Art. 12. De ontsmetting kan slechts worden toegepast op goederen en voorwerpen, welke de plaatselijke gezondheids-overheid als besmet beschouwt.

Evenwel kunnen de hierna opgesomde goederen of voorwerpen aan ontsmetting onderworpen, of de invoer ervan zelfs verboden worden, onverschillig of al dan niet besmetting vastgesteld is, te weten:

1°. lijfgoed, oude en gedragen kleederen (benoodigdheden voor dagelijksch gebruik), gebruikt beddegoed.

Wanneer deze voorwerpen vervoerd worden als bagage, hetzij ten gevolge van verandering van woonplaats (verhuisboedels) kunnen zij niet geweerd worden en zijn zij onderworpen aan de behandeling omschreven in art. 19.

Plunje door soldaten en matrozen nagelaten en na hun overlijden naar hun vaderland teruggezonden, wordt gelijk gesteld met de voorwerpen bedoeld in de eerste zinsnede van 1°.;

2°. vodden en lompen, met uitzondering, wat cholera aangaat, van samengeperste vodden die vervoerd worden als koopwaar in het groot in met hoepels omgeven balen.

De invoer mag niet verboden worden van afval van nieuwe stoffen, rechtstreeks afkomstig uit spinnerijen, weverijen, werkplaatsen waar kleedingsstukken vervaardigd worden, of bleekerijen; kunstwol (Kunstwolle, Shoddy) en snippers van nieuw papier.

Art. 13. De doorvoer van de koopwaren en de voorwerpen, omschreven in het voorgaand artikel onder 1°. en 2°. mag niet verboden worden, zoo zij op dusdanige wijze zijn verpakt, dat zij onderweg geenerlei behandeling of bewerking kunnen ondergaan.

Evenzoo mag de doorvoer door eenen besmetten territorialen kring van goederen of voorwerpen welke op zoodanige wijze vervoerd werden, dat zij onderweg niet in aanraking kunnen geweest zijn met bevuilde voorwerpen, geen hinderpaal opleveren voor hun invoer in het land van bestemming.

Art. 14. Op de in art. 12, 1°. en 2°. omschreven goederen en voorwerpen worden de verbodsbepalingen bij

den invoer niet toegepast, wanneer aan de overheid van het land van bestemming bewezen kan worden, dat zij ten minste vijf dagen vóór het uitbreken der epidemie verzonden zijn.

Art. 15. De wijze en plaats van ontsmetting, evenals de middelen aan te wenden om de verdelging der ratten te verzekeren, worden bepaald door de overheid van het land van bestemming. Deze behandeling moet op zoodanige wijze geschieden dat de voorwerpen zoo weinig mogelijk beschadigd worden.

De regeling der aangelegenheid van mogelijke vergoeding voor door ontsmetting of rattenverdelging ontstane schade wordt aan iederen Staat overgelaten.

Indien, naar aanleiding van maatregelen, genomen om de verdelging der ratten aan boord van schepen te verzekeren, rechten geheven worden door de gezondheids-overheid, hetzij rechtstreeks hetzij door tusschenkomst eener vereeniging of van een particulier, moet het bedrag dezer rechten vastgesteld worden bij een van tevoren openbaar gemaakt tarief, en volgens zoodanigen maatstaf, dat uit de toepassing ervan in zijn geheel, geen bron van voordeel kan ontstaan voor den Staat of den openbaren gezondheidsdienst.

Art. 16. Brievenmalen, drukwerken, boeken, dagbladen, papieren en bescheiden, enz. (postpakketten niet inbegrepen) zijn aan geen enkele beperking of ontsmetting onderworpen.

Art. 17. Over land of over zee aangevoerde goederen kunnen niet aan de grenzen of in de havens worden aangehouden.

De eenige maatregelen, welke ten hunnen opzichte uitgevaardigd mogen worden, zijn omschreven in artikel 12 voormeld.

Indien evenwel goederen, die over zee ingevoerd worden als stortgoederen of in gebrekkige verpakking, gedurende den overtocht besmet zijn door pestziek gebleken ratten en indien zij niet kunnen ontsmet worden, kan de verdelging der kiemen verzekerd worden, door opslag der bedoelde goederen gedurende eene tijdruimte van ten hoogste twee weken.

De toepassing van dezen laatsten maatregel mag noch oponthoud voor het schip, noch buitengewone onkosten veroorzaken ten gevolge van het ontbreken van opslagplaatsen in de havens.

Art. 18. Indien de goederen ontsmet zijn ingevolge de voorschriften van artikel 12, of tijdelijk opgeslagen ingevolge de 3de alinea van artikel 17, heeft de eigenaar

of zijn vertegenwoordiger het recht van de gezondheids-overheid, die de ontsmetting of den opslag bevolen heeft, een bewijsstuk te eischen dat de genomen maatregelen vermeldt.

Art. 19. *Bagage.* Tot ontsmetting van vuil linnengoed, oude kleederen, kleedingstukken en voorwerpen welke deel uitmaken van reisgoed of inboedels (verhuisgoed), komende uit een besmet verklaarden territorialen kring, wordt alleen overgegaan in de gevallen, waarin de gezondheids-overheid die als besmet beschouwt.

AFDEELING III.

Maatregelen in de havens en aan de zeegrenzen.

Art. 20. *Indeeling der schepen.* Als *besmet* wordt beschouwd elk schip dat pest of cholera aan boord heeft, of waarop in de laatste zeven dagen een of meer gevallen van pest of van cholera zijn voorgekomen.

Als *verdacht* wordt beschouwd elk schip aan boord waarvan zich gevallen van pest of van cholera hebben voorgedaan op het oogenblik van vertrek of gedurende den overtocht, doch waarop geen enkel nieuw geval sedert zeven dagen is voorgekomen.

Als *onbesmet* wordt beschouwd elk schip dat, hoewel komende uit eene besmette haven, noch sterf-, noch ziektegeval van pest of van cholera aan boord heeft gehad, hetzij vóór het vertrek, hetzij gedurende den overtocht, hetzij op het oogenblik van aankomst.

Art. 21. *Met pest besmette* schepen zijn onderworpen aan de volgende behandeling :

1°. geneeskundig onderzoek ;

2°. de zieken worden onmiddellijk ontscheept en afgezonderd ;

3°. de overige personen moeten zoo mogelijk eveneens ontscheept worden en van het oogenblik der aankomst af onderworpen worden, hetzij aan eene waarneming 1), van ten hoogste vijf dagen en al of niet kan gevolgd worden door een toezicht 2) van ten hoogste vijf dagen, of enkel aan een toezicht dat den duur van tien dagen niet mag overschrijden.

---

1). Onder ,,waarneming" wordt verstaan: afzondering der reizigers hetzij aan boord van een schip, hetzij in eene gezondheids-inrichting, vóór zij tot het vrije verkeer worden toegelaten.

2). Onder ,,toezicht" wordt verstaan: dat de reizigers niet afgezonderd worden, dat zij onmiddellijk tot het vrije verkeer worden toegelaten, doch aan de overheid worden gesignaleerd in de verschillende plaatsen, waarheen zij zich begeven en onderworpen worden aan een geneeskundig onderzoek, tot vaststelling van hunnen gezondheidstoestand.

Het wordt aan de gezondheids-overheid der havenplaats overgelaten van deze maatregelen dien toe te passen, welke haar het verkieslijkst voorkomt, al naar gelang van den dag van het laatste geval, den staat van het schip en de mogelijkheid van de uitvoering ter plaatse;

4°. het vuile linnen, de benoodigdheden voor dagelijksch gebruik en de voorwerpen van bemanning 1) en passagiers, welke, volgens het oordeel van de gezondheids-overheid, als besmet beschouwd worden, moeten ontsmet worden;

5°. de gedeelten van het schip welke bewoond zijn geweest door pestlijders, of welke naar het oordeel der gezondheids-overheid, als besmet beschouwd worden, moeten ontsmet worden;

6°. de verdelging der op het schip aanwezige ratten moet geschieden zoo spoedig mogelijk vóór of nà het lossen der lading, in elk geval binnen een tijdsruimte van ten hoogste achtenveertig uren, met vermijding van het beschadigen der goederen, van het metaalwerk en de stoom- en andere werktuigen.

Bij schepen in ballast, wordt deze bewerking zoo spoedig mogelijk verricht vóór het laden.

Art. 22. Van pest verdachte schepen worden onderworpen aan de maatregelen aangeduid in artikel 21, sub n°s. 1, 4 en 5.

Daarenboven kunnen bemanning en passagiers onderworpen worden aan een toezicht, hetwelk den duur van vijf dagen, gerekend van de aankomst van het schip, niet mag te boven gaan. Gedurende deze tijdsruimte kan, behalve om redenen van dienst, aan de bemanning belet worden van boord te gaan.

De verdelging der ratten van het schip wordt aanbevolen. Deze verdelging geschiedt zoo spoedig mogelijk vóór of nà het lossen der lading, in elk geval binnen een tijdsruimte van ten hoogste achtenveertig uren, met vermijding van het beschadigen der goederen, van het metaalwerk en de stoom- en andere werktuigen.

Bij schepen in ballast wordt, indien noodig, deze bewerking zoo spoedig mogelijk en in elk geval vóór het laden verricht.

Art. 23. Pestvrije schepen worden onmiddellijk tot

---

1). Het woord ,,bemanning" is toepasselijk op de personen die deel uitmaken of gemaakt hebben van de equipage of het dienstpersoneel van het schip, daaronder begrepen hofmeesters, jongens, cafedji, enz. In dezen zin moet dit woord genomen worden, telkenmale waar het in deze overeenkomst gebezigd wordt.

het vrije verkeer toegelaten, onverschillig hoe hun gezondheidspas luidt.

De eenige maatregelen welke de overheid van de haven van aankomst ten hunnen opzichte kan voorschrijven, zijn de volgende :

1°. geneeskundig onderzoek ;

2°. ontsmetting van het vuile linnen, der benoodigdheden voor dagelijksch gebruik en van andere voorwerpen van bemanning en passagiers, doch alleen in buitengewone gevallen, als de gezondheids-overheid bijzondere redenen heeft aan besmetting te denken ;

3°. zonder dat de maatregel tot algemeenen regel kan verheven worden, kan de gezondheids-overheid de schepen die uit eene besmette haven komen, onderwerpen aan eene bewerking die ten doel heeft de ratten aan boord te verdelgen, vóór of na het lossen der lading. Deze bewerking moet zoo spoedig mogelijk verricht worden en mag in elk geval niet langer duren dan vier en twintig uren, met vermijding van het beschadigen der goederen, van het metaalwerk en de stoom-en andere werktuigen of van het belemmeren van het verkeer der passagiers en van de bemanning tusschen het schip en den vasten wal. Bij schepen in ballast zal, indien noodig, tot deze bewerking zoo spoedig mogelijk worden overgegaan en in ieder geval vóór het laden.

Indien op een schip, komende uit een besmette haven, de verdelging der ratten heeft plaats gehad, mag zulks niet herhaald worden tenzij het schip binnengeloopen is in een besmette haven en er aan een kade gemeerd heeft, of indien de aanwezigheid van doode of zieke ratten aan boord wordt aangetoond.

De bemanning en de passagiers kunnen onderworpen worden aan een toezicht hetwelk den duur van vijf dagen niet zal overschrijden, te rekenen van den dag waarop het schip is vertrokken uit de besmette haven. Ook kan gedurende dezelfde tijdsruimte, behalve om redenen van dienst, aan de bemanning belet worden van boord te gaan.

De bevoegde overheid in de haven van aankomst kan steeds een beëedigd bewijsstuk eischen van den scheepsgeneesheer of, bij diens ontstentenis, van den gezagvoerder, de verklaring inhoudend dat sedert het vertrek geen pestgeval aan boord is voorgekomen en dat geen ongewone sterfte onder de ratten waargenomen is.

Art. 24. Wanneer op een *onbesmet* schip na bacteriologisch onderzoek ratten pestziek zijn gebleken, of

wel indien men onder deze knaagdieren een ongewone sterfte waarneemt, bestaat er aanleiding de volgende maatregelen toe te passen :

I. Schepen met pestzieke ratten :

a. geneeskundig onderzoek ;

b. de ratten moeten verdelgd worden, zoo snel mogelijk voor of na het lossen der lading, in ieder geval, binnen eene tijdruimte van ten hoogste acht en veertig uur, met vermijding van het beschadigen der goederen, van het metaalwerk en de stoom- en andere werktuigen. Schepen in ballast ondergaan deze bewerking zoo spoedig mogelijk en, in elk geval, voordat zij lading innemen;

c. de gedeelten van het schip en de voorwerpen, die de plaatselijke gezondheids-overheid voor besmet houdt, worden ontsmet;

d. de passagiers en de bemanning kunnen onderworpen worden aan een toezicht hetwelk den duur van vijf dagen niet te boven mag gaan, gerekend van den dag der aankomst, behoudens buitengewone gevallen waarin de gezondheids-overheid het toezicht kan verlengen tot ten hoogste tien dagen.

II. Schepen waarop eene ongewone sterfte onder de ratten wordt waargenomen:

a. geneeskundig onderzoek;

b. het onderzoek der ratten moet met het oog op de pest zoo dikwijls en zoo vlug mogelijk geschieden;

c. indien de verdelging der ratten noodzakelijk geoordeeld wordt, zal zij plaats hebben, op de wijze hierboven aangeduid met betrekking tot schepen met pestzieke ratten;

d. de passagiers en de bemanning kunnen tot elke grond tot verdenking verdwenen is, onderworpen worden aan een toezicht, waarvan de duur vijf dagen niet te boven gaat, te rekenen van den dag van aankomst, behoudens in buitengewone gevallen waarin de gezondheids-overheid dit toezicht kan verlengen tot ten hoogste tien dagen.

Art. 25. De gezondheids-overheid in de havenplaats reikt telkenmale, wanneer dit aangevraagd wordt, aan den gezagvoerder, aan den reeder of aan zijn agent een bewijsstuk uit, verklarende dat de maatregelen ter verdelging der ratten uitgevoerd zijn en waarin de redenen waarom deze maatregelen zijn toegepast, zijn aangegeven.

Art. 26. Met *cholera besmette schepen* worden onderworpen aan de volgende behandeling:

1°. geneeskundig onderzoek;

2°. de zieken worden onmiddellijk ontscheept en afgezonderd;

3°. de overige personen moeten zoo mogelijk eveneens ontscheept worden en van het oogenblik van aankomst van het schip onderworpen worden aan eene waarneming of een toezicht, waarvan de duur zal afhangen van den gezondheidstoestand van het schip en de dagteekening van het laatste geval, maar vijf dagen niet zal kunnen te boven gaan.

4°. het vuile linnen, de benoodigdheden voor dagelijksch gebruik en de voorwerpen van de bemanning en van de passagiers, welke volgens het oordeel van de gezondheids-overheid der haven als besmet worden beschouwd, worden ontsmet;

5°. de gedeelten van het schip die bewoond zijn geweest door choleralijders of die door de gezondheidsoverheid als besmet beschouwd worden, moeten ontsmet worden;

6°. het ruimwater zal na ontsmetting geloosd worden.

De gezondheids-overheid kan de vervanging gelasten van het aan boord opgeslagen drinkwater door goed drinkwater. Menschelijke uitwerpselen, zonder voorafgaande ontsmetting, in het water van de haven te laten loopen of te werpen, kan verboden worden.

Art. 27. Voor van *cholera verdachte schepen* gelden de maatregelen voorgeschreven bij art. 26 sub 1°., 4°., 5°. en 6°.

Bemanning en passagiers kunnen onderworpen worden aan een toezicht, hetwelk den duur van vijf dagen niet mag te boven gaan, ingaande op het tijdstip van aankomst van het schip. Het wordt aanbevolen gedurende hetzelfde tijdsverloop, het van boord gaan der bemanning te beletten, behalve om redenen van dienst.

Art. 28, *Choleravrije schepen* worden onmiddellijk tot het vrije verkeer toegelaten, onverschillig hoe hun gezondheidspas luidt.

De eenige maatregelen welke de overheid in de haven van aankomst te hunnen opzichte kan voorschrijven, zijn die vermeld in art. 26, sub 1°., 4°. en 6°.

De bemanning en de passagiers kunnen met het oog op hunnen gezondheidstoestand, onderworpen worden aan een toezicht, hetwelk den duur van vijf dagen niet mag overschrijden, te rekenen van den dag waarop het schip uit de besmette haven is vertrokken.

Het wordt aanbevolen gedurende hetzelfde tijdsver-

loop het van boord gaan der bemanning te beletten, behalve om redenen van dienst.

De bevoegde overheid in de haven van aankomst kan steeds een beëedigd bewijsstuk eischen van den scheepsgeneesheer, of bij diens ontstentenis van den gezagvoerder, de verklaring inhoudend, dat sedert het vertrek geen cholerageval aan boord is voorgekomen.

Art. 29. De bevoegde overheid zal, bij de toepassing der maatregelen opgesomd in de artikelen 21 tot 28 rekening houden met de aanwezigheid van een geneesheer en ontsmettingstoestellen (ovens) aan boord der schepen der drie bovengemelde categoriën.

Wat de pest betreft, zal zij eveneens rekening houden met het zich aan boord bevinden van toestellen ter verdelging van ratten.

De gezondheids-overheden der Staten die zich op dat punt hebben verstaan, zullen onbesmette schepen, welke een in 't bijzonder door hun land aangewezen geneesheer aan boord hebben, kunnen vrijstellen van het geneeskundig onderzoek en van andere maatregelen.

Art. 30. Bijzondere maatregelen kunnen worden voorgeschreven ten opzichte van schepen aan boord waarvan zich een buitengewoon groot aantal opvarenden bevindt, inzonderheid van landverhuizersschepen of van elk ander vaartuig dat uit een oogpunt van openbare gezondheid in slechten toestand verkeert.

Art. 31. Het staat aan elk schip, dat weigert zich te onderwerpen aan de door de havenoverheid, krachtens de bepalingen dezer overeenkomst, opgelegde verplichtingen, vrij, weder zee te kiezen.

Het kan vergunning verkrijgen zijne goederen te lossen nadat de noodige voorzorgsmaatregelen genomen zijn, te weten:

1°. afzondering van schip, bemanning en passagiers;

2°. wat pest betreft, verzoek om inlichting omtrent het voorkomen van ongewone sterfte onder de ratten;

3°. wat cholera aangaat, loozing van het ruimwater na ontsmetting en vervanging van het aan boord voorhanden drinkwater door goed drinkwater.

Het kan eveneens vergunning verkrijgen de reizigers die daartoe het verzoek doen, te ontschepen, op voorwaarde dat zij zich onderwerpen aan de door de plaatselijke overheid voorgeschreven maatregelen.

Art. 32. Schepen die uit eene besmette plaats komen, en die ontsmet zijn en onderworpen zijn geweest

aan afdoende sanitaire maatregelen zullen bij hunne aankomst in eene andere haven niet andermaal aan deze maatregelen onderworpen worden, mits zich sedert de ontsmetting werd toegepast, geenerlei geval heeft voorgedaan, en zij niet in eene besmette haven zijn binnengeloopen.

Indien een schip uitsluitend passagiers en hunne bagage, of de brievenmaal ontscheept, zonder in gemeenschap geweest te zijn met den wal, wordt het niet geacht de haven aangedaan te hebben.

Art 33. De met een besmet schip aangekomen passagiers hebben het recht van de gezondheids-overheid der haven een verklaring te verlangen vermeldende den dag hunner aankomst en de maatregelen waaraan zij, alsmede hunne bagage, zijn onderworpen.

Art. 34. Kustvaartuigen zullen het onderwerp uitmaken van eene door de daarbij betrokken landen gemeenschappelijk vast te stellen bijzondere regeling.

Art. 35. Onverminderd het recht hetwelk de Regeeringen hebben zich onderling te verstaan om gemeenschappelijke plaatsen voor ontvangst en opname van besmette en verdachte schepen en opvarenden alsmede voor de verpleging dezer laatsten in te richten, (sanitaire stations) moet elk land minstens één der havens van het kustgebied van elk zijner zeëen van eene voldoende inrichting en van voldoende hulpmiddelen voorzien om een schip op te nemen in welken gezondheidstoestand het zich ook bevinde.

Wanneer een onbesmet schip, komende uit een besmette haven, in eene groote zeehaven aankomt, wordt aanbevolen dat schip niet te zenden naar een andere haven om daar aan de voorgeschreven gezondheidsmaatregelen te worden onderworpen.

In elk land moeten de havens opengesteld voor herkomsten van met pest of cholera besmette havens, zoodanig ingericht zijn dat onbesmette schepen, dadelijk bij hunne aankomst, de voorgeschreven maatregelen kunnen ondergaan, en te dien einde, niet naar een andere haven gezonden behoeven te worden.

De Regeeringen zullen bekend maken, welke havens bij hen openstaan voor herkomsten van met pest of cholera besmette havens.

Art. 36. Het verdient aanbeveling dat, in groote zeehavens, gevestigd worden:

a. een geregelde, geneeskundige havendienst en een bestendig geneeskundig toezicht op den gezond-

heidstoestand der scheepsbemanningen en der havenbevolking;

b. lokaliteiten geschikt om zieken af te zonderen en ter waarneming van verdachte personen;

c. de noodige inrichtingen voor eene doelmatige ontsmetting en werkplaatsen voor onderzoekingen van bacteriologischen aard;

d. een dienst bestemd om voor verschaffing van zuiver drinkwater in de haven te zorgen alsmede voor de toepassing van een stelsel, dat de meest mogelijke zekerheid oplevert voor het verwijderen van afval en uitwerpselen.

AFDEELING IV.

Maatregelen aan de landgrenzen. Reizigers. Spoorwegen. Grensstreken. Waterwegen.

Art. 37. Landquarantaines mogen niet meer worden ingesteld. Alleen personen, die verschijnselen van pest of cholera vertoonen kunnen worden aangehouden aan de grenzen.

Dit beginsel beperkt niet het recht van iederen Staat om zoo noodig een gedeelte zijner grenzen te sluiten.

Art. 38. Het is van belang dat de reizigers wat den staat hunner gezondheid betreft, aan toezicht van het spoorwegpersoneel worden onderworpen.

Art. 39. De tusschenkomst van een geneeskundige bepaalt zich tot een onderzoek der reizigers en tot het verleenen van hulp aan de zieken. Wanneer dit onderzoek plaats heeft, zal dit zooveel mogelijk met het douane-onderzoek samenvallen, zoodat de reizigers zoo kort mogelijk worden opgehouden. Alleen de personen die zichtbaar ongesteld zijn worden onderworpen aan een grondig geneeskundig onderzoek.

Art. 40. Zoodra reizigers, komende uit eene besmette plaats, op hunne bestemming zijn aangekomen, zou het van het hoogste nut zijn hen aan een toezicht te onderwerpen hetwelk den duur van tien of vijf dagen niet zou mogen overschrijden, te rekenen van den dag van hun vertrek, naar gelang het pest of cholera betreft.

Art. 41. De Regeeringen behouden zich het recht voor, bijzondere maatregelen te treffen ten opzichte van zekere klassen van personen met name ten opzichte van zigeuners en landloopers, van landverhuizers en van personen die in grooteren getale te zamen reizen of de grens overtrekken.

Art. 42 De rijtuigen of wagens bestemd voor het vervoer van reizigers, van de post en van bagage kunnen aan de grenzen niet worden aangehouden.

In geval een der rijtuigen of wagens besmet is of zich daarin pest- of choleralijders hebben bevonden, zal dit voertuig van den trein gehaakt worden om zoo spoedig mogelijk ontsmet te worden.

Hetzelfde geldt voor de goederenwagens.

Art. 43. Het nemen van maatregelen betreffende het overschrijden der grens door het personeel van den spoorweg en der posterijen behoort tot de bevoegdheid der betrokken besturen. Zij zullen zóó beraamd worden, dat zij den dienst niet belemmeren.

Art. 44. De regeling van het grensverkeer en van de met dat verkeer samenhangende vragen, alsmede het nemen van bijzondere maatregelen van toezicht, moet overgelaten worden aan bijzondere schikkingen tusschen aan elkander grenzende Staten.

Art. 45. Aan de Regeeringen der Oeverstaten moet worden overgelaten bij afzonderlijke overeenkomsten de gezondheidsmaatregelen voor de waterwegen vast te stellen.

TITEL II.

Bijzondere bepalingen voor de landen buiten Europa gelegen.

Hoofdstuk I.

Herkomsten over zee.

AFDEELING I.

Maatregelen in de besmette havens bij het vertrek der schepen.

Art. 46. De bevoegde overheid is verplicht doeltreffende maatregelen te nemen om het inschepen te beletten van personen die verschijnselen van pest of cholera vertoonen.

Ieder die passage neemt aan boord van een schip, moet op het oogenblik der inscheping, over dag, afzonderlijk aan wal onderzocht worden, gedurende den daarvoor benoodigden tijd, door een daartoe door de openbare overheid aangewezen geneesheer. De consulaire overheid van het schip kan bij dat onderzoek tegenwoordig zijn.

In afwijking van deze bepaling kan het geneeskundig onderzoek te Alexandrië en te Port-Saïd aan boord plaats hebben, wanneer de plaatselijke overheid van gezondheid dit nuttig oordeelt, onder voorbehoud dat de passagiers 3de klasse daarna geen vergunning meer zullen verkrijgen van boord te gaan. Dit geneeskundig onderzoek kan des nachts geschieden, wat aangaat de passagiers 1ste en 2de klasse, doch niet bij de passagiers 3de klasse.

Art. 47. De bevoegde overheid is gehouden doeltreffende maatregelen te nemen :

1°. Om den uitvoer van goederen of welke voorwerpen ook te verhinderen, welke zij als besmet mocht beschouwen en die niet vooraf aan wal ontsmet zijn onder het toezicht van den door de openbare overheid aangewezen geneesheer ;

2°. ingeval van pest, om het aan boord komen van ratten te beletten.

3°. ingeval van cholera, om het aan boord brengen van zuiver drinkwater te verzekeren.

AFDEELING II.

Maatregelen met betrekking tot de gewone uit noordelijke besmette havens komende schepen, welke bij den ingang van het Suezkanaal of in Egyptische havens aankomen.

Art. 48. Gewone *onbesmette* schepen komende uit eene met pest of cholera besmette haven van Europa of van het bekken der Middellandsche zee, die het Suezkanaal wenschen door te varen, zullen dit kunnen doen in quarantaine. Zij zetten hun tocht onder eene vijfdaagsche waarneming voort.

Art. 49. Gewone onbesmette schepen die Egypte willen aandoen, zullen zich te Alexandrië of te Port-Saïd kunnen ophouden, alwaar de reizigers den vijfdaagschen waarnemingstijd zullen voltooien, hetzij aan boord, hetzij in eene daarvoor bestemde inrichting van

den gezondheidsdienst, volgens de beslissing van de plaatselijke gezondheidsoverheid.

Art. 50. De maatregelen waaraan *besmette* en *verdachte* schepen zullen onderworpen zijn die uit een door pest of cholera besmette haven van Europa of van de kusten der Middellandsche zee komen en een der havens van Egypte wenschen aan te doen of het Suezkanaal door te varen, zullen door den Egyptischen Gezondheidsraad worden vastgesteld in overeenstemming met de bepalingen dezer overeenkomst.

De reglementen welke deze maatregelen voorschrijven, moeten, om ten uitvoer te kunnen worden gelegd, worden goedgekeurd door de in den Raad vertegenwoordigde Mogendheden.

Die reglementen zullen het stel der voorschriften nopens de behandeling van schepen, passagiers en goederen vastleggen en moeten zoo spoedig mogelijk worden aangeboden.

AFDEELING III.

Maatregelen in de Roode zee.

A. Maatregelen met betrekking tot de gewone schepen, die uit het Zuiden komen en zich in de havens der Roode Zee vertoonen of op weg zijn naar de Middellandsche Zee.

Art. 51. Ongeacht de algemeene bepalingen die het onderwerp uitmaken van afdeeling III van hoofdstuk 2 van titel I betreffende de indeeling en de behandeling der besmette, verdachte of onbesmette schepen zijn de bijzondere voorschriften, vervat in de nagenoemde artikelen, toepasselijk op de gewone schepen die uit het Zuiden komen en de Roode Zee binnenvaren.

Art. 52. *Onbesmette* schepen zullen vijf volle dagen te voren de laatste besmette haven moeten verlaten hebben of wel onder waarneming moeten blijven totdat sedert hun vertrek uit die haven vijf volle dagen verstreken zijn.

Zij zullen het Suezkanaal in quarantaine mogen doorvaren en de Middellandsche Zee binnenkomen onder voortzetting der bovengemelde vijfdaagsche waarneming. De schepen welke een geneesheer en een ontsmettingsoven aan boord hebben, zullen vóór de doorvaart in quarantaine niet ontsmet worden.

Art. 53. *Verdachte* schepen worden op verschillende wijzen behandeld naar gelang zij al of niet een geneesheer en een ontsmettingstoestel (oven) aan boord hebben.

a. De schepen met een geneesheer en een ontsmettingstoestel (oven) aan boord, en die aan de desbetreffende voorwaarden voldoen mogen het Suezkanaal in quarantaine doorvaren met inachtneming van de voorschriften van het reglement van doorvaart.

b. De andere verdachte schepen, welke noch geneesheer, noch ontsmettingstoestel (oven) aan boord hebben, worden, alvorens in quarantaine te mogen doorvaren, opgehouden te Suez of aan de Bronnen van Mozes gedurende den tijd die noodig is om de voorgeschreven ontsmettingsmaatregelen uit te voeren, en zich van den gezondheidstoestand van het schip te overtuigen.

Mailbooten of in het bijzonder voor het vervoer van passagiers ingerichte vaartuigen, zonder ontsmettingstoestel (oven), doch met een geneesheer aan boord, zullen tot de doorvaart in quarantaine worden toegelaten, indien de plaatselijke overheid door een ambtelijk onderzoek de overtuiging heeft gekregen dat de gezondheids- en ontsmettingsvoorzorgen behoorlijk toegepast zijn, hetzij op den plaats van vertrek, hetzij gedurende de overtocht.

Mailbooten of in het bijzonder voor het vervoer van passagiers ingerichte vaartuigen, zonder ontsmettingstoestel (oven) doch met een geneesheer aan boord, zullen indien het laatste geval van pest of cholera minstens zeven dagen te voren is voorgekomen, en de gezondheidstoestand van het schip bevredigend is, te Suez tot het vrije verkeer kunnen worden toegelaten, zoodra de voorgeschreven behandeling is afgeloopen.

De passagiers, bestemd voor Egypte, van een schip waarop zich gedurende een termijn van minder dan zeven dagen geen ziektegeval tijdens de reis heeft voorgedaan, worden ontscheept in eene door den Raad van Alexandrië aangewezen inrichting en gedurende den tijd, noodig om de waarneming van vijf dagen te voltooien, afgezonderd. Hun vuil linnen en hunne reisbenoodigdheden worden ontsmet. Daarna worden de passagiers tot het vrije verkeer toegelaten.

De schepen waarop zich gedurende een termijn van minder dan zeven dagen geen ziektegeval tijdens de reis heeft voorgedaan, welke in Egypte tot het vrije verkeer wenschen te worden toegelaten, worden opgehouden in een door den Raad van Alexandrië aangewezen inrichting, gedurende den tijd noodig om de waarneming van vijf dagen te voltooien; zij ondergaan de maatregelen voorgeschreven voor verdachte schepen.

Wanneer de pest of de cholera zich uitsluitend on-

der de bemanning heeft voorgedaan, wordt slechts het vuile linnen der bemanning, doch dan ook al dat vuile linnen ontsmet ; eveneens worden de verblijven der bemanning ontsmet.

Art. 54. De *besmette* schepen worden verdeeld in schepen mèt geneesheer en ontsmettingstoestel (oven), en schepen zonder geneesheer, en zonder ontsmettingstoestel (oven).

a. De schepen zonder geneesheer en zonder ontsmettingstoestel (oven) zullen worden opgehouden aan de Bronnen van Mozes 1) ; de personen, die verschijnselen van pest of cholera vertoonen, worden ontscheept en afgezonderd in een ziekenhuis. De ontsmetting heeft op volledige wijze plaats. De overige passagiers worden ontscheept en in zoo klein mogelijke groepen op zoodanige wijze afgezonderd, dat, indien de pest of de cholera zich mocht uitbreiden, allen gezamenlijk niet van een bepaalde groep afhankelijk zijn. Het vuile linnen, de benoodigdheden voor dagelijksch gebruik, de kleederen van bemanning en passagiers worden evenals het schip ontsmet.

Hierbij is geen sprake van het lossen der goederen, doch alleen van de ontsmetting van het gedeelte van het schip dat besmet is geworden.

De passagiers zullen gedurende vijf dagen verblijven in eene door den gezondheids-zee- en quarantaine-Raad van Egypte aangewezen inrichting. Zoo de gevallen van pest of van cholera verscheidene dagen geleden zijn voorgekomen, zal de duur der afzondering verkort worden. Deze duur zal afhangen van het tijdstip der genezing, van den dood of de afzondering van den laatsten zieke. Zoodat, indien het laatste geval van pest of cholera sedert zes dagen geëindigd is met de genezing of met den dood, of dat de laatste zieke gedurende zes dagen afgezonderd zal geweest zijn, de waarneming één dag zal duren; indien er slechts vijf dagen verloopen zijn, zal de waarneming twee dagen duren; indien er slechts vier dagen verloopen zijn, zal de waarneming drie dagen duren; indien er slechts drie dagen verloopen zijn, zal de waarneming vier dagen duren; indien er slechts twee dagen of één dag verloopen zijn, zal de waarneming vijf dagen duren.

b. De schepen met geneesheer en ontsmettingstoe-

---

1). De zieken worden zooveel mogelijk ontscheept aan de Bronnen van Mozes; de overige personen kunnen de waarneming ondergaan in een sanitair station aangewezen door den gezondheids-zee- en Quarantaine-Raad van Egypte (lazaret der loodsen).

stel (oven) worden aan de Bronnen van Mozes opgehouden. De scheepsdokter moet onder eede verklaren welke personen aan boord verschijnselen van pest of cholera vertoonen. Deze zieken worden ontscheept en afgezonderd.

Na de ontscheping van die zieken, moet het vuile linnen van de overige passagiers hetwelk de gezondheids-overheid als gevaarlijk zal beschouwen, alsmede dat van de bemanning, aan boord ontsmet worden.

Indien de pest of de cholera zich uitsluitend onder de bemanning voorgedaan heeft, zal de ontsmetting van het linnen zich slechts uitstrekken tot het vuile linnen der bemanning en het linnen in de verblijven van het scheepsvolk.

De scheepsdokter moet eveneens onder eede aanwijzen het gedeelte of de afdeeling van het schip en de afdeeling van het ziekenverblijf waarheen de zieke of zieken vervoerd zijn. Hij moet eveneens onder eede verklaren welke personen met den pest- of choleralijder in aanraking geweest zijn, sedert de ziekte zich het eerst openbaarde, hetzij in rechtstreeksche aanraking, hetzij in aanraking met voorwerpen die besmet zouden kunnen zijn. Alleen die personen zullen als verdacht beschouwd worden.

Het gedeelte van het schip of het scheepsruim en de ziekenboeg, waarheen de zieke of zieken overgebracht zijn, zullen volledig ontsmet worden. Onder „gedeelte van het schip" verstaat men de hut van den zieke, de aangrenzende hutten, den gang naar deze hutten, het dek en de gedeelten van het dek, waarop de zieke of zieken verblijf mochten hebben gehouden.

Wanneer de ontsmetting van het gedeelte of de afdeeling van het schip, waarin de door pest of cholera aangetaste personen verblijf hebben gehouden, niet mogelijk is, zonder de verdacht verklaarde personen te ontschepen, zullen die personen òf worden overgebracht naar een in het bijzonder daartoe bestemd vaartuig, òf ontscheept en gehuisvest worden in de inrichting van den gezondheidsdienst geheel buiten aanraking met de zieken, die in het ziekenhuis moeten worden opgenomen.

De duur van dit verblijf, op het vaartuig of aan wal, voor de ontsmetting, zal zoo kort mogelijk zijn en mag den duur van 24 uren niet te boven gaan.

De verdachten zullen hetzij op hun schip, hetzij op het daartoe bestemde vaartuig, eene waarneming ondergaan waarvan de duur zal verschillen naar gelang der

gevallen en binnen de termijnen bedoeld in het 3de lid van paragraaf *a*.

De tijd, vereischt voor de voorgeschreven bewerking, is in den duur der waarneming begrepen.

Doorvaart in quarantaine kan vóór het verloop van de hier bovenaangeduide tijdruimten worden toegestaan, wanneer het gezondheidsgezag zulks doenlijk acht; in ieder geval zal zij na afloop der ontsmetting worden toegestaan, indien het schip behalve de zieken, ook de hierboven als „verdacht" aangeduide personen achterlaat.

Een op een ponton geplaatste ontsmettingsoven zal langs zijde van het schip mogen komen ten einde de ontsmetting te bespoedigen.

De besmette schepen, die in Egypte tot het vrije verkeer wenschen te worden toegelaten, worden vijf dagen aan de Bronnen van Mozes opgehouden ; bovendien worden er dezelfde maatregelen op toegepast die voorgeschreven zijn voor besmette schepen welke uit Europa komen.

B. Maatregelen betreffende de gewone schepen die ten tijde van bedevaarten uit besmette havens van den Hedjaz komen.

Art. 55. Wanneer gedurende den tijd van de bedevaart naar Mekka, de pest of de cholera in den Hedjaz heerscht, worden schepen die van den Hedjaz of eenig ander deel der Arabische kust van de Roode Zee komen, zonder aldaar bedevaartgangers of dergelijke bij talrijke groepen reizende menschen ingescheept te hebben en die gedurende de reis geenerlei verdacht geval aan boord hebben gehad, gerangschikt in de afdeeling der gewone verdachte schepen. Zij worden onderworpen aan de voor deze schepen voorgeschreven voorzorgsmaatregelen en behandeling.

Zoo zij voor Egypte bestemd zijn, ondergaan zij in eene door den gezondheids-, zee- en quarantaine-Raad van Egypte aangewezen inrichting, eene waarneming van vijf dagen, te rekenen van den dag van vertrek, voor cholera zoowel als voor pest. Bovendien worden zij nog aan alle maatregelen voorgeschreven voor verdachte schepen (ontsmetting, enz.) onderworpen, en worden zij niet tot het vrije verkeer toegelaten, dan na een geneeskundig onderzoek met gunstigen uitslag.

Indien deze schepen gedurende den overtocht, verdachte gevallen hebben gehad, zullen zij bij de Bronnen van Mozes onderworpen worden aan eene waarneming welke vijf dagen zal duren, onverschillig of het pest dan wel cholera is.

AFDEELING IV.

Regeling van het toezicht en de ontsmetting te Suez en aan de Bronnen van Mozes.

Art. 56. Het bij de reglementen voorgeschreven geneeskundig onderzoek wordt voor elk te Suez aankomend schip door een of meer geneesheeren van de inrichting van den gezondheidsdienst gehouden ; dit zal voor de herkomsten van door pest of cholera besmette havens overdag geschieden. Het kan ook des nachts plaats hebben op de van electrische verlichting voorziene schepen, welke het kanaal wenschen door te varen, mits de plaatselijke gezondheidsoverheid de zekerheid heeft, dat de verlichting voldoende is.

Artikel 57. Er zullen aan de gezondheidsinrichting te Suez ten minste zeven geneesheeren verbonden zijn, één hoofdgeneesheer, zes geneesheeren. Zij moeten van een regelmatig diploma voorzien zijn en bij voorkeur gekozen worden uit die geneesheeren welke een bijzondere practische studie van epidemiologie en bacteriologie hebben gemaakt. Zij worden benoemd door den Minister van Binnenlandsche Zaken, op voordracht van den gezondheids-, zee- en quarantaine-Raad van Egypte. Zij ontvangen eene jaarwedde welke voor zooveel betreft de zes geneesheeren geleidelijk kan opklimmen van acht duizend tot twaalf duizend francs, en voor den hoofdgeneesheer van twaalf duizend tot vijftien duizend francs.

Indien de geneeskundige dienst nog onvoldoende mocht zijn, kan men zijn toevlucht nemen tot de officieren van gezondheid van de zeemacht der verschillende Staten ; deze geneesheeren staan onder het gezag van den hoofdgeneesheer der gezondheids-inrichting.

Art. 58. Een korps gezondheidsopzichters is belast met het toezicht op en met de zorg voor de richtige uitvoering der voorzorgsmaatregelen, toegepast in het kanaal van Suez, in de inrichting aan de Bronnen van Mozes en te Tor.

Art. 59. Dit korps bestaat uit tien opzichters.

Het wordt samengesteld uit oud-onderofficieren der legers en vloten van Europa en Egypte.

De opzichters worden aangesteld, nadat den Raad van hunne geschiktheid is gebleken, overeenkomstig het bepaalde bij artikel 14 van het Khediviaal besluit van 19 Juni 1893.

Art. 60. De opzichters worden verdeeld in twee klassen :

de 1ste klasse omvat 4 opzichters;
de 2de klasse omvat 6 opzichters.

Art. 61. De jaarlijksche bezoldiging der opzichters bedraagt voor:

de 1ste klasse, van 160 tot 200 Eg. P.;
de 2de klasse, van 120 tot 168 Eg. P.;
met geleidelijke opklimming totdat het voor iedere klasse vastgestelde hoogste bedrag bereikt zal zijn.

Art. 62. De opzichters dragen het karakter van dienaren van het openbaar gezag, met het recht de hulp van den sterken arm in te roepen ingeval van inbreuk op de reglementen betreffende den gezondheidsdienst.

Zij staan onder de rechtstreeksche bevelen van het hoofd van de inrichtingen van de gezondheidsoverheid te Suez of te Tor.

Zij moeten bekend zijn met alle bij ontsmetting gebruikelijke handelingen en met de behandeling der daarvoor gebezigde middelen en werktuigen.

Art. 63. De ontsmettings- en afzonderingsinrichting aan de Bronnen van Mozes wordt onder het beheer van den hoofdgeneesheer te Suez geplaatst.

Wanneer aldaar zieken ontscheept zijn, zullen er twee der geneesheeren van Suez verblijf moeten houden; de een ter behandeling der pest- of choleralijders, de ander ter behandeling van de niet door pest of cholera aangetaste personen.

Ingeval er tegelijkertijd pest- en choleralijders en andere zieken zijn, zal het aantal aldaar verblijvende geneesheeren op drie worden gebracht: één voor de pestlijders, één voor de choleralijders en de derde voor de andere zieken.

Art. 64. In de ontsmettings- en afzonderingsinrichting aan de Bronnen van Mozes moeten aanwezig zijn:

1°. ten minste drie ontsmettingovens, waarvan één op een ponton, benevens de werktuigen noodig voor de verdelging der ratten;

2°. twee afzonderingsziekenhuizen, elk met twaalf bedden, het eene voor de pestlijders en voor van pest verdachten, het andere voor de personen, aangetast door of verdacht van cholera. Deze ziekenhuizen moeten dusdanig zijn ingericht dat in elk daarvan, de zieken, de verdachten, de mannen en de vrouwen van elkaar afgezonderd zijn;

3°. barakken, ziekententen en gewone tenten voor de ontscheepte personen;

4°. een voldoend aantal badkuipen en stortbaden;

5°. de noodige gebouwen voor den gewonen dienst; het geneeskundig personeel, de opzichters, enz.; een magazijn ; een waschhuis;

6°. een watervergaarplaats;

De verschillende gebouwen moeten zoodanig zijn ingericht dat er geen aanraking mogelijk is tusschen de zieken, de besmette en verdachte voorwerpen en de andere personen.

Art. 65. Een werktuigkundige is in 't bijzonder belast met het onderhoud der ovens geplaatst aan de Bronnen van Mozes.

AFDEELING V.

Doorvaart in quarantaine door het Kanaal van Suez.

Art. 66. De doorvaart in quarantaine wordt toegestaan door de geneeskundige overheid te Suez. De Raad wordt er onmiddellijk mede in kennis gesteld.

In twijfelachtige gevallen beslist de Raad.

Art. 67. Zoodra de toestemming, bedoeld in het voorgaand artikel, verleend is, wordt er onmiddellijk een telegram gezonden aan de daartoe door iedere Mogendheid aangewezen overheid. De verzending van het telegram geschiedt op kosten van het schip.

Art. 68. Iedere Mogendheid zal strafbepalingen vaststellen tegen die vaartuigen welke, met afwijking van den door den gezagvoerder opgegeven koers — zonder geldige redenen — eene der havens van het grondgebied van die Mogendheid mochten aandoen. Eene uitzondering zal gemaakt worden in gevallen van overmacht en van gedwongen binnenloopen in een noodhaven.

Art. 69. Bij het geneeskundig onderzoek is de gezagvoerder gehouden to verklaren of hij ploegen inlandsche stokers of loontrekkende ondergeschikten, in welke hoedanigheid ook, aan boord heeft, die niet op de monsterrol of het daartoe dienende register zijn ingeschreven. In het bijzonder worden aan den gezagvoerder van alle schepen die Suez aandoen en uit het Zuiden komen, de volgende, onder eede te beantwoorden, vragen gesteld:

Hebt gij helpers: stokers of andere manschappen, die niet op de monsterrol of in het bijzonder register zijn ingeschreven? Van welken landaard zijn zij? Waar hebt gij ze aan boord genomen?

De geneesheeren van den gezondheidsdienst moeten zich van de aanwezigheid van die helpers vergewissen.

en zoo hun blijkt dat de helpers niet voltallig aanwezig zijn, zorgvuldig de oorzaak van deze afwezigheid nagaan.

Art. 70. Een gezondheids-ambtenaar en twee gezondheidsopzichters komen aan boord. Zij moeten het schip tot Port-Said vergezellen. Aan hen is opgedragen elke gemeenschap met het schip gedurende de vaart door het Kanaal te beletten en te waken voor de naleving der voorgeschreven maatregelen gedurende die doorvaart.

Art. 71. Elke in-, ont- en overscheping van passagiers of van goederen is verboden op de reis door het Kanaal van Suez tot Port-Said.

Evenwel kunnen de passagiers zich te Port-Said in quarantaine inschepen.

Art. 72. De schepen die in quarantaine doorvaren, moeten de reis van Suez tot Port-Said afleggen zonder te stoppen op de wisselplaatsen.

Ingeval van vastraken of wanneer het stoppen op een wisselplaats niet te vermijden is, zullen de noodige werkzaamheden door het personeel van het schip verricht en daarbij elke gemeenschap met het personeel der Suez Kanaalmaatschappij vermeden moeten worden.

Art. 73. Het overbrengen van troepen, in verdachte of besmette schepen welke in quarantaine doorvaren, mag door het kanaal alleen bij dag geschieden.

Indien zij des nachts in het kanaal moeten blijven zullen zij in het meer Timsah of in het Groote Meer moeten ankeren.

Art. 74. Het verblijven in de haven van Port-Said is verboden voor schepen die in quarantaine doorvaren, behalve in de gevallen vermeld in de artikelen 71, lid 2, en 75

Het innemen van levensmiddelen en scheepsbehoeften zal met de aan boord voorhanden zijnde middelen behooren te geschieden. De sjouwerlieden of alle andere personen die aan boord mochten gegaan zijn, zullen op de quarantaine-schuit afgezonderd worden. Hunne kleederen zullen er de voorgeschreven ontsmetting ondergaan.

Art. 75. Wanneer het voor schepen, die in quarantaine doorvaren, onvermijdelijk is te Port-Saïd kolen in te nemen, moeten zij dit doen op een door den Gezondheidsraad aan te wijzen plaats, waar de afzondering en het gezondheids-toezicht voldoende verzekerd zijn. Het stuwen van kolen zal door werklieden uit de

haven mogen geschieden indien aan boord der schepen een afdoend toezicht op die werkzaamheden mogelijk is, en iedere aanraking met de opvarenden kan worden vermeden. Des nachts zal de plaats der werkzaamheden electrisch verlicht moeten worden.

Art. 76. De loodsen, de bedienaren der electrische toestellen, de beambten der Maatschappij en de gezondheids-opzichters zullen te Port-Saïd ontscheept worden buiten de haven tusschen de hoofden en vandaar rechtstreeks naar de quarantaine-schuit overgebracht worden, waar hunne kleederen, indien dit noodig geacht wordt, ontsmet worden.

Art. 77. Voor de hieronder aangeduide oorlogsschepen, gelden wat hun doortocht door het Suezkanaal betreft de volgende bepalingen.

Zij worden door de quarantaine-overheid als onbesmet beschouwd op vertoon van eene door de scheepsdokters afgegeven verklaring, medeonderteekend door den Bevelvoerder, waarin onder eede verklaard wordt:

a. dat er aan boord hetzij bij het vertrek, hetzij gedurende de reis geen geval van pest of cholera is voorgekomen;

b. dat een nauwkeurig onderzoek van alle zich aan boord bevindende personen, zonder uitzondering, heeft plaats gehad, binnen twaalf uren voor de aankomst in de Egyptische haven, en dat daarbij geen gevallen dezer ziekten ontdekt zijn.

Deze schepen zijn vrijgesteld van het geneeskundig onderzoek, en worden onmiddellijk tot het vrije verkeer toegelaten, onder voorwaarde dat sinds hun vertrek uit de laatste besmette haven, vijf volle dagen verloopen zijn.

De schepen, ten opzichte waarvan het bedoelde tijdsverloop niet verstreken is, kunnen het kanaal in quarantaine doorvaren zonder geneeskundig onderzoek, mits zij het bovengemelde getuigschrift aan de quarantaine-overheid overleggen.

De quarantaine-overheid heeft desniettemin het recht door hare ambtenaren het geneeskundig onderzoek aan boord der oorlogsschepen te doen plaats hebben, telkenmale als zij dit noodig oordeelt.

De verdachte of besmette oorlogsbodems zijn onderworpen aan de van kracht zijnde voorschriften.

Als oorlogsbodems worden slechts beschouwd de gevechtseenheden. Schepen voor troepenvervoer en ziekenschepen worden als gewone schepen beschouwd.

Art. 78. De zee- en quarantaine-Raad van Egypte

is bevoegd het vervoer per spoorweg op Egyptisch grondgebied van de brievenmalen en het doorreizen der gewone passagiers, komende uit besmette landen, in quarantaine-treinen te regelen onder de voorwaarden bepaald in bijlage n°. I.

AFDEELING VI.

Gezondheidsmaatregelen in de Perzische Golf.

Art. 79. Alvorens de Perzische Golf binnen te varen worden de schepen onderzocht aan de gezondheidsinrichting op het eiland Ormuz. Zij worden, naar gelang van den gezondheidstoestand aan boord en van hunne herkomst, onderworpen aan de behandeling vastgesteld bij afd. III van Hoofdstuk II, van Titel I.

Nochtans zal het aan schepen die den Chat-El-Arab moeten opvaren veroorloofd zijn, indien de tijd van waarneming nog niet voleindigd is, hun weg te vervolgen, onder voorwaarde dat zij de Perzische Golf en den Chat-El-Arab in quarantaine doorvaren. Een hoofdopzichter en twee gezondheids-opzichters, te Ormuz opgenomen, zullen het schip tot aan Bassorah bewaken, alwaar een tweede geneeskundig onderzoek zal plaats hebben en de noodige ontsmetting zal geschieden.

In afwachting van de oprichting van de gezondheidsinrichting te Ormuz, zullen gezondheids-opzichters van den voorloopigen post, opgericht krachtens het 2de lid van artikel 82 hiernagenoemd, de tot in den Chat-El-Arab in quarantaine doorgaande schepen vergezellen naar de in den omtrek van Bassorah gelegen inrichting.

Schepen, die Perzische havens moeten aandoen om passagiers of goederen te ontschepen, zullen een en ander te Bender Bouchir kunnen doen.

Een schip, hetwelk onbesmet blijft na verloop van vijf dagen, te rekenen van den dag, waarop het de laatste door pest of cholera besmette haven heeft verlaten, zal vrij verkeer hebben in de havens van de Golf, nadat bij aankomst de onbesmette toestand zal zijn vastgesteld.

Art. 80. De artikelen 20 tot 28 dezer overeenkomst zijn, voor zoover betreft de indeeling der schepen, alsook de behandeling waaraan zij in de Perzische Golf zullen onderworpen zijn, toepasselijk onder het volgende drieledig voorbehoud :

1°. Het toezicht op de passagiers en op de bemanning zal steeds vervangen worden door een waarneming van denzelfden duur ;

2°. De onbesmette schepen zullen er niet tot het

vrije verkeer worden toegelaten dan op voorwaarde dat vijf volle dagen verloopen zijn sinds het tijdstip van vertrek uit de laatste besmette haven.

3°. Wat de verdachte schepen betreft, zal het oponthoud van vijf dagen voor de waarneming van bemanning en passagiers gerekend worden van het oogenblik waarop geen geval van pest of cholera meer aan boord voorkomt.

AFDEELING VII.

Gezondheidsinrichtingen in de Perzische Golf.

Art. 81. Gezondheidsinrichtingen moeten opgericht worden onder het beheer van en op kosten van den Gezondheidsraad van Constantinopel, en wel éène op het eiland Ormuz, en eene andere in den omtrek van Bassorah op een te bepalen plaats.

Aan de gezondheidsinrichting op het eiland Ormuz zullen ten minste twee geneesheeren verbonden zijn, verder gezondheids-ambtenaren, gezondheids-opzichters en een volledige inrichting tot ontsmetting en rattenverdelging. Een klein ziekenhuis zal er opgericht worden.

Aan de inrichting in de buurt van Bassorah, zullen gebouwd worden een groot lazaret, met een uit meer geneesheeren bestaanden geneeskundigen dienst, en inrichtingen voor de ontsmetting van goederen.

Art. 82. De opperste Gezondheidsraad van Constantinopel, die de gezondheids-inrichting van Bassorah beheert, zal dezelfde bevoegdheden uitoefenen ten opzichte van de inrichting te Ormuz.

In afwachting van de oprichting der gezondheidsinrichting te Ormuz zal er een gezondheidspost gevestigd worden door de zorgen van den oppersten Gezondheidsraad van Constantinopel.

Hoofdstuk II.

Herkomsten over land.

AFDEELING I.

Algemeene bepalingen.

Art. 83. De maatregelen, welke aan de landzijde genomen worden tegen de herkomsten van door pest of

cholera besmette streken, moeten in overeenstemming zijn met de beginselen van gezondheidsbeleid, welke door deze overeenkomst zijn vastgesteld.

De landquarantaine moet worden vervangen door ontsmetting volgens de nieuwste praktijk. Te dien einde zullen op goedgekozen punten aan de door de reizigers gevolgde wegen ovens en andere ontsmettingswerktuigen geplaatst worden.

Dezelfde middelen zullen worden gebezigd bij de reeds bestaande of nog aan te leggen spoorwegen. De koopmansgoederen zullen ontsmet worden volgens de beginselen dezer overeenkomst.

Art. 84. Iedere Regeering is vrij om, zoonoodig, een gedeelte harer grenzen voor reizigers en koopmansgoederen te sluiten, in die streken waar de inrichting van het toezicht op de gezondheid moeilijkheden ondervindt.

AFDEELING II.

Turksche landgrenzen.

Art. 85. De opperste Gezondheidsraad van Constantinopel is gehouden zonder uitstel de gezondheidsinrichtingen van Hanikin en van Kisil Dizië nabij Bayazid, op de Turksch-Perzische en de Turksch-Russische grenzen in te richten.

TITEL III.

BIJZONDERE BEPALINGEN VOOR DE BEDEVAARTEN.

Hoofdstuk I.

Algemeene voorschriften.

Art. 86. De bepalingen der artt. 46 en 47 van titel II zijn toepasselijk op personen en voorwerpen, welke ingescheept worden aan boord van een pelgrimsschip, dat vertrekt uit een haven van den Indischen Oceaan en van Oceanië, zelfs dan wanneer deze haven niet besmet is met pest of cholera.

Art. 87. Wanneer zich gevallen van pest of chole-

ra in de haven voordoen, geschiedt de inscheping aan boord der pelgrimsschepen niet, vóórdat de personen groepsgewijze aan een waarneming zijn onderworpen, waardoor het mogelijk is zekerheid te verkrijgen dat geen hunner door pest of cholera is aangetast.

Elke Regeering heeft de vrijheid bij de uitvoering van dezen maatregel rekening te houden met de plaatselijke omstandigheden en mogelijkheid.

Art. 88. Indien de plaatselijke omstandigheden het toelaten, zijn de pelgrims verplicht te doen blijken, dat zij in het bezit zijn van de strikt noodige middelen om den pelgrimstocht te volbrengen, met name van een plaatskaart voor de heen- en terugreis.

Art. 89. Alleen stoomschepen zijn toegelaten tot het vervoer van pelgrims in de groote vaart. Dit vervoer is aan andere vaartuigen verboden.

Art. 90. De pelgrimsschepen die de kustvaart uitoefenen en bestemd zijn voor vervoer van korten duur, z. g. „kustreizen" zijn onderworpen aan de voorschriften, vervat in het bijzonder reglement, toepasselijk op de bedevaart naar den Hedjaz, dat door den Gezondheidsraad van Constantinopel zal uitgevaardigd worden in overeenstemming met de in deze overeenkomst nedergelegde beginselen.

Art. 91. Als pelgrimsschip wordt niet beschouwd het vaartuig dat, behalve zijne gewone passagiers, waaronder de pelgrims der hoogere klasse begrepen kunnen worden, minder pelgrims der laagste klasse aan boord neemt dan één op de 100 ton bruto.

Art. 92. Elk pelgrimsschip moet bij het invaren der Roode Zee en der Perzische Golf zich gedragen naar de voorschriften, vervat in het „bijzonder reglement toepasselijk op de bedevaart naar den Hedjaz", dat in overeenstemming met de in deze overeenkomst nedergelegde beginselen door den Gezondheidsraad van Constantinopel zal worden uitgevaardigd.

Art. 93. De gezagvoerder is gehouden het geheele bedrag te betalen der gezondheids-rechten welke van de pelgrims kunnen gevorderd worden. Zij moeten begrepen zijn in den prijs van de plaatskaart.

Art. 94. De pelgrims die zich ont- of inschepen aan de gezondheidsinrichtingen moeten, zooveel doenlijk, geen onderlinge aanraking hebben op de plaatsen van ontscheping.

Nadat de pelgrims ontscheept zijn moeten de schepen van ankerplaats veranderen voor de wederinscheping.

De ontscheepte pelgrims moeten in het kamp verdeeld worden in uit een zoo gering mogelijk aantal personen bestaande groepen.

Zij moeten voorzien worden van goed drinkwater, hetzij dit op de plaats zelve aanwezig zij of door kunstmatige zuiveringsbewerking verkregen worde.

Art. 95. Indien er pest of cholera in den Hedjaz heerscht, worden de door de pelgrims medegebrachte levensmiddelen vernietigd als de gezondheids-overheid dit noodig oordeelt.

Hoofdstuk II.

Pelgrimsschepen. — Inrichtingen uit het oogpunt van gezondheid.

AFDEELING I.

Algemeene Inrichting der schepen.

Art. 96. Het schip moet de pelgrims in het tusschendek kunnen bergen. Op het schip moet voor ieder persoon, de bemanning niet inbegrepen, van welken leeftijd ook, eene oppervlakte beschikbaar zijn van M². 1.50, d. w. z. zestien vierkante Engelsche voeten met een tusschendek hoogte van ongeveer M. 1.80.

Op schepen welke de kustvaart uitoefenen, moet ieder pelgrim beschikken over een ruimte van ten minste 2 meter breedte langs de boorden van het schip.

Art. 97. Aan elke zijde van het schip moet op het dek een plaats afgezonderd zijn, welke aan het gezicht onttrokken en van een handpomp voorzien is om ten behoeve der pelgrims zeewater te kunnen verschaffen. Een van die plaatsen moet uitsluitend voor vrouwen bestemd zijn.

Art. 98. Het schip moet, behalve van de gemakken ten dienste der bemanning, voorzien zijn van watergemakken of van gemakken met een waterkraan, en wel zóó dat voor ieder honderdtal ingescheepte personen ten minste één dergelijke inrichting bestaat.

Er moeten uitsluitend voor vrouwen bestemde gemakken zijn. Tusschendeks en in het ruim mogen geen gemakken zijn.

Art. 99. Het schip moet voorzien zijn van twee plaat-

sen, bestemd voor de eigen keuken der pelgrims. Het is aan de pelgrims verboden elders vuur aan te maken, inzonderheid op het dek.

Art. 100. Een uit een oogpunt van veiligheid en gezondheid behoorlijk ingerichte ziekenboeg moet voor ziekenverblijf bestemd worden.

Hij moet ten minste 5 pct. der ingescheepte pelgrims kunnen opnemen, naar reden van M^2. 3 per hoofd.

Art. 101. Het schip moet gelegenheid aanbieden om personen, die verschijnselen vertoonen van pest of cholera, af te zonderen.

Art. 102. Elk schip moet de genees- en ontsmettingsmiddelen alsmede de voorwerpen noodig voor de verpleging der zieken, aan boord hebben. De reglementen voor dit soort schepen door iedere Regeering uitgevaardigd, moeten den aard en de hoeveelheid der geneesmiddelen bepalen 1). Verpleging en geneesmiddelen worden den pelgrims kosteloos verstrekt.

Art. 103. Elk schip dat pelgrims inscheept, moet een regelmatig tot de uitoefening der geneeskunde bevoegd verklaarden geneesheer aan boord hebben, aangesteld door de Regeering van het land waartoe het schip behoort of door de Regeering van de haven waar het schip pelgrims inneemt. Een tweede geneesheer moet aan boord genomen worden zoodra het aantal door het schip vervoerde pelgrims de duizend te boven gaat.

Art. 104. De kapitein is gehouden om aan boord op een zichtbare en voor de belanghebbenden toegankelijke plaats, aankondigingen aan te brengen, gesteld in de voornaamste talen der landen waar de in te schepen pelgrims wonen, aanwijzende:

1°. de bestemming van het schip;

2°. den prijs der plaatskaarten;

3°. het voor elken pelgrim vastgestelde dagelijksch rantsoen water en levensmiddelen;

4°. de prijslijst der levensmiddelen die niet onder

1) Het is wenschelijk dat elk schip voorzien zij van de voornaamste ziektewerende middelen (pestserum, vaccine van haffkine enz.).

het dagelijksche rantsoen begrepen zijn en afzonderlijk moeten betaald worden.

Art. 105. De groote bagage der pelgrims wordt ingeschreven, genummerd en in het ruim geplaatst. De pelgrims mogen slechts de strikt noodige voorwerpen bij zich houden. De reglementen door iedere regeering voor hare schepen gemaakt, zullen den aard, de hoeveelheid en de afmetingen dier voorwerpen bepalen.

Art. 106. De voorschriften van Hoofdstuk I, Hoofdstuk II, afdeelingen I, II en III, alsook van Hoofdstuk III van dezen titel, zullen in den vorm van een reglement, aangeplakt worden op een zichtbare en toegankelijke plaats op elk dek en tusschendek van ieder vaartuig dat pelgrims vervoert, in de taal van het land, onder welks vlag het schip vaart, alsook in de voornaamste talen der door de in te schepen pelgrims bewoonde landen.

AFDEELING II.

Maatregelen te nemen vóór het vertrek.

Art. 107. De kapitein, of bij ontstentenis van den kapitein, de eigenaar of de agent van ieder pelgrimsschip, is gehouden om ten minste drie dagen vóór het vertrek van het schip aan het bevoegd gezag in de haven van vertrek, kennis te geven van zijn voornemen om pelgrims in te schepen. In de aanleghavens is de kapitein, of bij gebreke van den kapitein, de eigenaar of de agent van het pelgrimsschip gehouden dezelfde verklaring twaalf uur vóór het vertrek van het schip af te leggen. Die verklaring moet inhouden den voorgenomen dag van vertrek en de bestemming van het schip.

Art. 108. Nadat de in het voorafgaand artikel voorgeschreven verklaring afgelegd is, gaat het bevoegd gezag voor rekening van den gezagvoerder over tot het onderzoek en de meting van het schip. De consulaire overheid van het land, onder welks vlag het schip vaart, kan dit onderzoek bijwonen.

Het onderzoek heeft slechts dan plaats indien de gezagvoerder reeds voorzien is van een meetbrief, afgegeven door het bevoegde gezag van zijn land, tenzij

er verdenking bestaat dat het stuk niet meer in overeenstemming is met den oogenblikkelijken toestand van het schip. 1)

Art. 109. Het bevoegd gezag staat het vertrek van een pelgrimsschip slechts toe, nadat het zich er van overtuigd heeft:

a. dat het schip in volkomen zindelijken staat gebracht en zoo noodig ontsmet is;

b. dat het schip in staat is de reis zonder gevaar te ondernemen, dat het goed uitgerust, goed ingericht en goed gelucht is, dat het voorzien is van een voldoend aantal sloepen, dat het niets aan boord heeft dat schadelijk voor de gezondheid en gevaarlijk voor de veiligheid der passagiers is, of kan worden, dat het dek van hout, of van met hout bedekt ijzer is;

c. dat er behalve de levensmiddelen voor de bemanning, behoorlijk gestuwde levensmiddelen en brandstof aan boord zijn, alles van goede hoedanigheid en in eene hoeveelheid, die voldoende is voor alle pelgrims en voor den geheelen aangegeven duur der reis;

d. dat het ingescheepte drinkwater van goede hoedanigheid is, en afkomstig van eene plaats, tegen elke besmetting beveiligd, dat er eene voldoende hoeveelheid van aanwezig is, dat de drinkwaterbakken aan boord tegen iedere bevuiling beschut en zoodanig afgesloten zijn, dat de uitdeeling van het water slechts kan geschieden door middel van kranen of pompen. De uitdeelingstoestellen genaamd „suçoirs", zijn ten strengste verboden;

e. dat het schip een toestel tot bereiding van drinkwater bezit, hetwelk eene hoeveelheid van ten minste vijf liter water, per hoofd en per dag voor ieder ingescheept persoon, de bemanning inbegrepen, kan afleveren;

f. dat het schip een ontsmettingsoven bezit, waarvan de veiligheid en de doelmatigheid in het gebruik aan de gezondheids-overheid in de haven van inscheping der pelgrims overtuigend gebleken is;

---

1) De bevoegde overheid is op dit oogenblik: in Britsch-Indië een beambte („officer") tot dit doel aangewezen door het plaatselijk gezag (native passenger Ships Act. 1887 art: 7)";—in Nederlandsch-Indië, de havenmeester;—in Turkije, de gezondheids-overheid;—in Oostenrijk—Hongarije: de overheid der haven;—in Italië, de haven-kapitein; in Frankrijk, in Tunis en in Spanje, de gezondheids-overheid;—in Egypte: de gezondheids-quarantaine overheid. enz.

g. dat er zich onder de bemanning een geneesheer bevindt, tot de uitoefening zijner kunst bevoegd verklaard en aangesteld 1), hetzij door de Regeering van het land waartoe het schip behoort, hetzij door de Regeering van de haven waar het schip pelgrims inneemt en dat het schip geneesmiddelen aan boord heeft; alles overeenkomstig de artt. 102 en 103;

h. dat zich op het dek van het schip geen voor het verkeer hinderlijke koopmansgoederen en voorwerpen bevinden;

i. dat de inrichting van het schip van dien aard is, dat de maatregelen, in de volgende afdeeling III voorgeschreven, ten uitvoer kunnen gelegd worden.

Art. 110. De kapitein kan niet vertrekken vóórdat hij in handen heeft:

1°. eene door het bevoegd gezag voor „gezien" geteekende lijst, welke den naam, het geslacht en het geheele aantal der pelgrims die hij gemachtigd is in te schepen aanwijst;

2°. een gezondheidspas, vermeldende den naam, de landaard en de tonnenmaat van het schip, den naam van den gezagvoerder, dien van den dokter, het juist getal der opvarenden: bemanning, pelgrims en andere passagiers, den aard der lading, de plaats van vertrek.

Het bevoegd gezag teekent op den pas aan of het voorgeschreven aantal pelgrims al of niet bereikt is en, zoo neen, het aantal passagiers, dat het schip alsnog in de volgende havens waar het aanloopt mag opnemen.

AFDEELING III.

Maatregelen te nemen gedurende den overtocht.

Art. 111. Op het dek mogen zich gedurende den overtocht geen voor het verkeer hinderlijke voorwerpen bevinden; het dek moet dag en nacht beschikbaar blijven voor de ingescheepte personen en kosteloos voor hun gebruik worden afgestaan.

Art. 112. Elken dag moeten, terwijl de pelgrims op het dek zijn, de tusschendekken zorgvuldig gereinigd en geboend worden met droog zand, vermengd met ontsmettingsmiddelen.

---

1). Eene uitzondering wordt gemaakt voor de Regeeringen die geen (van harentwege) aangestelde geneesheeren hebben.

Art. 113. De gemakken, zoowel die voor de passagiers als voor de bemanning, moeten zindelijk gehouden, schoongemaakt en driemaal per dag ontsmet worden.

Art. 114. De afscheidingen en uitwerpselen der personen die verschijnselen van pest of cholera vertoonen, moeten opgevangen worden in potten waarin zich eene ontsmettende oplossing bevindt. Die potten worden geledigd in de gemakken welke na iedere uitstorting van stoffen zeer zorgvuldig moeten worden ontsmet.

Art. 115. Het beddegoed, de vloerkleeden en de kleedingstukken die met de zieken vermeld in het voorgaande artikel, in aanraking geweest zijn, moeten onmiddellijk ontsmet worden. Op naleving van dit voorschrift wordt in het bijzonder aangedrongen ten opzichte van de kleederen der personen die in de nabijheid der zieken komen en bevuild kunnen zijn.

Voor zoover de bovengenoemde voorwerpen geen waarde hebben moeten zij òf in zee worden geworpen — indien het schip zich niet in een haven of een kanaal bevindt — òf door het vuur vernietigd worden. De andere moeten naar den oven gebracht worden in waterdichte zakken, gewasschen met eene ontsmettende oplossing.

Art. 116. De in art. 100 genoemde door de zieken ingenomen ruimten moeten zeer zorgvuldig worden ontsmet.

Art. 117. De pelgrimsschepen zijn gehouden zich te onderwerpen aan de ontsmettingsmaatregelen, overeenkomstig de ten deze in het land welks vlag zij voeren, van kracht zijnde reglementen.

Art. 118. De hoeveelheid drinkwater die dagelijks kosteloos ter beschikking van iederen pelgrim, van welken leeftijd ook, moet gesteld worden, moet ten minste vijf liter bedragen.

Art. 119. Indien er twijfel bestaat ten aanzien der hoedanigheid van het drinkwater of omtrent de mogelijkheid dat het, hetzij op de plaatsen van herkomst, hetzij tijdens de reis is besmet, moet het gekookt of op andere wijze gesteriliseerd worden en is de kapitein verplicht het over boord te werpen in de eerste haven waar het schip binnenloopt en waar het hem mogelijk is zich beter drinkwater te verschaffen.

Art 120. De geneesheer onderzoekt de pelgrims,

behandelt de zieken, en waakt er voor dat aan boord de voorschriften in het belang der gezondheid worden in acht genomen. Hij moet inzonderheid :

1°. zich er van verzekeren dat de aan de pelgrims uitgereikte levensmiddelen van goede hoedanigheid zijn, dat de hoeveelheid overeenkomt met de aangegane verplichtingen, en dat zij behoorlijk zijn toebereid;

2°. zich er van verzekeren dat de voorschriften van artikel 118, betreffende de wateruitdeeling worden nageleefd;

3°. indien er twijfel bestaat omtrent de hoedanigheid van het drinkwater, den kapitein schriftelijk aan de voorschriften van art. 119 herinneren ;

4°. zich er van verzekeren, dat het schip voortdurend zindelijk wordt gehouden, en in het bijzonder, dat de gemakken overeenkomstig de voorschriften van art. 113 worden gereinigd ;

5°. zich er van verzekeren, dat de verblijfplaatsen der pelgrims in gezonden staat worden gehouden en dat, in geval van besmettelijke ziekte, de ontsmetting geschiedt op de wijze als bepaald in de artikelen 116 en 117 ;

6°. een dagboek houden van alle gebeurtenissen op het gebied van het gezondheidswezen die zich gedurende de reis hebben voorgedaan en dat dagboek aan het bevoegd gezag in de haven van aankomst toonen.

Art. 121. Alleen de personen, welke belast zijn met het verzorgen der pest- of choleralijders, kunnen in de tegenwoordigheid dier lijders komen. Zij mogen geen enkele aanraking hebben met de overige personen aan boord.

Art. 122. Ingeval er zich een sterfgeval tijdens den overtocht voordoet, moet de kapitein daarvan aanteekening houden tegenover den naam staande op de lijst, die door het gezag in de haven van vertrek voor gezien is geteekend, en bovendien den naam van den overleden persoon, diens leeftijd, de plaats van herkomst, de vermoedelijke oorzaak van den dood volgens het getuigschrift van den geneesheer, en den dag van overlijden in het journaal inschrijven.

Indien de dood veroorzaakt is door eene besmettelijke ziekte moet het lijk, na vooraf in een in eene ontsmettende oplossing gedrenkt lijkkleed gewikkeld te zijn, in zee geworpen worden.

Art. 123. De kapitein moet er voor waken dat alle gedurende de reis aangewende voorzorgsmaatregelen

en de wijze waarop zij zijn toegepast, in het scheepsboek worden ingeschreven. Dat boek wordt door hem aan het bevoegd gezag van de haven van aankomst vertoond.

In iedere haven, die hij aandoet, moet de kapitein de lijst, ter voldoening aan artikel 110 opgemaakt, door het bevoegd gezag voor gezien doen teekenen.

Voor het geval dat een pelgrim tijdens de reis ontscheept wordt, moet de gezagvoerder de ontscheping op de lijst tegenover den naam van den pelgrim vermelden.

Bij inscheping moeten de ingescheepte personen op die lijst worden vermeld, overeenkomstig art. 110 voornoemd en vóór dat het nieuwe visum, hetwelk het bevoegd gezag er op moet stellen, zal zijn aangebracht.

Art. 124. De in de haven van vertrek uitgereikte pas mag niet tijdens de reis worden verwisseld.

Zij wordt voor gezien geteekend door het gezondheids-gezag in elke haven welke het schip aandoet. Dat gezag teekent er op aan:

1°. het aantal in die haven ontscheepte of ingescheepte reizigers;

2°. hetgeen op zee is voorgevallen, voor zoover het op de gezondheid of het leven der ingescheepte personen betrekking heeft;

3°. den gezondheidstoestand van den aangeloopen haven.

AFDEELING IV.

Maatregelen te nemen bij aankomst der pelgrims in de Roode Zee.

A. Gezondheids-behandeling toepasselijk op uit eene besmette haven komende en uit het Zuiden naar den Hedjaz gaande schepen met Mohamedaansche pelgrims aan boord.

Art. 125. De pelgrimsschepen, die uit het Zuiden komen en zich naar den Hedjaz begeven, moeten vooraf de gezondheids-inrichting van Camaran aandoen, en worden onderworpen aan de behandeling, vastgesteld in de artikelen 126 tot en met 128.

Art. 126. De na geneeskundig onderzoek als *onbesmet* erkende schepen worden tot het vrije verkeer toegelaten, zoodra de volgende behandeling zal hebben plaats gehad:

De pelgrims worden ontscheept; zij nemen een stort- of een zeebad; hun vuile linnen en dàt gedeelte van

hunne benoodigdheden voor dagelijksch gebruik en van hunne bagage, hetwelk volgens de meening der gezondheids overheid verdacht kan zijn, worden ontsmet; de duur van deze behandeling, met inbegrip van de ont- en inscheping, mag 48 uren niet te boven gaan.

Indien gedurende deze behandeling van geen enkel bewezen of verdacht geval van pest of cholera blijkt, zullen de pelgrims onmiddellijk weder ingescheept worden en zal het schip naar den Hedjaz vertrekken.

Ingeval van pest worden, met betrekking tot de ratten die zich aan boord der schepen kunnen bevinden, de voorschriften van de artt. 23 en 24 toegepast.

Art. 127. De *verdachte* schepen, aan boord waarvan zich gevallen van pest of cholera hebben voorgedaan op het oogenblik van vertrek, doch waarop geenerlei nieuw geval van pest of cholera is voorgekomen sedert zeven dagen, worden op de volgende wijze behandeld:

De pelgrims worden ontscheept, zij nemen een stort- of een zeebad; hun vuile linnen en dat gedeelte hunner benoodigdheden voor dagelijksch gebruik en van hunne bagage, dat volgens het oordeel der geneeskundige overheid verdacht kan zijn, wordt ontsmet.

In tijden van cholera zal het ruimwater ververscht worden.

De gedeelten van het schip welke door zieken bewoond geweest zijn worden ontsmet. De duur dier behandeling, daaronder begrepen de ont- en inscheping, mag 48 uren niet te boven gaan.

Indien geen bewezen of verdacht geval van pest of cholera is vastgesteld gedurende deze behandeling, worden de pelgrims onmiddellijk weder ingescheept en vertrekt het schip naar Djeddah, alwaar een tweede geneeskundig onderzoek aan boord plaats vindt. Indien de uitslag hiervan gunstig is en na kennisneming van de schriftelijke verklaring der scheepsgeneesheeren, waarbij onder eede bevestigd wordt, dat zich gedurende den overtocht geenerlei geval van pest of cholera heeft voorgedaan, worden de pelgrims onmiddellijk ontscheept.

Indien daarentegen een of meer bewezen of verdachte gevallen van pest of cholera gedurende de reis of op het oogenblik van aankomst vastgesteld zijn, wordt het schip naar Camaran teruggezonden, waar het opnieuw de behandeling voor besmette schepen ondergaat.

Ingeval van pest worden, met betrekking tot de ratten die zich aan boord der schepen kunnen bevinden, de voorschriften van art. 24, derde lid, toegepast.

Art. 128. De *besmette* schepen, dat wil zeggen, schepen die pest- of choleragevallen aan boord hebben, of waarop zich in de laatste zeven dagen gevallen van pest of cholera voorgedaan hebben, ondergaan de volgende behandeling:

De personen, door pest of cholera aangetast, worden ontscheept en in het ziekenhuis afgezonderd. De overige passagiers worden ontscheept en in groepen afgezonderd bestaande uit een zoo gering mogelijk aantal personen, zoodat indien de pest of de cholera onder een bepaalde groep uitbreken mocht, daardoor geen gevaar voor het geheel ontstaan kan.

Het vuile linnen, de benoodigdheden voor dagelijksch gebruik en de kleederen van bemanning en passagiers worden evenals het schip ontsmet. De ontsmetting geschiedt op volledige wijze. Evenwel kan de plaatselijke gezondheids-overheid beslissen, dat het lossen van de groote bagage en der goederen niet noodig is en dat slechts een gedeelte van het schip ontsmet moet worden.

De passagiers verblijven zeven of vijf dagen in de inrichting te Camaran naar gelang er sprake is van pest of van cholera. Wanneer het verscheidene dagen geleden is dat de gevallen van pest of cholera zijn voorgekomen, kan de duur der afzondering verkort worden. Deze duur kan verschillen in verband met het tijdstip, waarop het laatste geval zich voordeed volgens de beslissing der gezondheids-overheid.

Het schip gaat vervolgens naar Djeddah, alwaar een streng geneeskundig onderzoek van ieder opvarende plaats vindt. Als de uitslag hiervan gunstig is, wordt het schip tot het vrije verkeer toegelaten. Indien zich daarentegen aan boord bewezen gevallen van pest of cholera hebben voorgedaan gedurende de reis of op het oogenblik van aankomst, wordt het schip naar Camaran teruggezonden, waar het opnieuw de behandeling voor besmette schepen ondergaat.

In geval van pest, wordt de behandeling, voorgeschreven in art. 21, toegepast, met betrekking tot de ratten die zich aan boord der schepen mochten bevinden.

1°. *Inrichting te Camaran.*

Art. 129. De inrichting te Camaran moet voldoen aan de volgende eischen:

Het eiland moet volledig ontruimd worden door de bewoners.

Om in de baai van het eiland Camaran de veiligheid

der scheepvaart te verzekeren, en ter vergemakkelijking van het seheepvaartverkeer moeten er:

1°. boeien en bakens aangebracht worden in voldoenden getale;

2°. een havenhoofd of hoofdkade gebouwd worden voor het ontschepen van passagiers en goederen;

3°. afzonderlijke aanlegsteigers aangebracht worden om de pelgrims van elk kampement afzonderlijk in te schepen ;

4°. een voldoend aantal pramen aangeschaft worden, met een stoomsleepboot ter verzekering van den dienst van ont- en inscheping der pelgrims.

Art. 130. De ontscheping der pelgrims van de besmette schepen geschiedt met de zich aan boord bevindende middelen. Indien deze middelen onvoldoende zijn ondergaan de personen en de pramen, die bij de ontscheping dienst gedaan hebben, de voor de pelgrims en voor het besmette schip voorgeschreven behandeling.

Art. 131. De gezondheids-inrichting zal op de volgende wijze worden ingericht en uitgerust :

1°. een spoorwegnet, hetwelk de aanlegplaats verbindt met de bestuurs- en ontsmettingslokalen en met de lokalen der verschillende takken van dienst en met de kampementen ;

2°. lokalen voor het bestuur en het personeel van den gezondheidsdienst en van andere diensttakken ;

3°. gebouwen voor het ontsmetten en het wasschen van lijfsbenoodigdheden en andere voorwerpen ;

4°. gebouwen waarin de pelgrims stort- of zeebaden zullen nemen tijdens de ontsmetting hunner gedragen kleederen ;

5°. afzonderlijke en geheel afgezonderde ziekenhuizen, voor beiderlei kunne :

a. voor de waarneming der verdachten ;

b. voor de pestlijders ;

c. voor de choleralijders ;

d. voor de zieken die door andere besmettelijke ziekten zijn aangetast ;

e. voor de gewone zieken ;

6° kampementen op afdoende wijze van elkaar gescheiden en waarvan de onderlinge afstand zoo groot mogelijk moet zijn; de voor de pelgrims bestemde verblijven moeten volgens de strengste eischen der gezondheidsleer gebouwd zijn en mogen niet meer dan 25 personen bevatten ;

7°. een kerkhof, goed gelegen en verwijderd van el-

ke bewoonde plaats, zonder gemeenschap met grondwater en gedraineerd tot 50 centimeter beneden het vlak der grafkuilen ;

8°. een voldoend aantal stoomovens, die aan alle eischen van veiligheid, doelmatigheid en snelheid voldoen ; toestellen ter verdelging der ratten ;

9°. sproeiwerktuigen, ontsmettingsovens en de noodige middelen voor scheikundige ontsmetting ;

10°. toestellen voor het distilleeren van drinkwater, toestellen om door hitte het water te steriliseeren, ijsmachines. Voor het verstrekken van drinkwater: waterleidingen en gesloten en waterdichte vergaarbakken, die slechts geledigd kunnen worden door middel van kranen of pompen ;

11°. een werkplaats voor onderzoekingen van bacteriologischen aard met het noodige personeel ;

12°. eene inrichting van vervoerbare tonnen voor het opnemen van de vooraf ontsmette uitwerpselen, en voor het uitstrooien dier stoffen op een der van de kampementen verst verwijderde gedeelten van het eiland, waarbij er op gelet moet worden dat de toestand van den bodem uit een gezondheidsoogpunt zich hiervoor leent ;

13°. het vuile water moet uit de kampementen verwijderd worden zonder dat het kan stilstaan of voor voedingsdoeleinden kan worden gebruikt. Het gebruikte water afkomstig uit de ziekenhuizen moet ontsmet worden.

Art. 132. De gezondheids-overheid zorgt dat er in elk kampement een magazijn is voor levensmiddelen en een voor brandstof.

Het tarief der door de bevoegde overheid vastgestelde prijzen wordt op verschillende plaatsen in het kampement aangeplakt in de voornaamste talen van de landen bewoond door de pelgrims.

De geneesheer van het kampement oefent dagelijks toezicht uit op de hoedanigheid der levensmiddelen en op het inslaan eener voldoende hoeveelheid daarvan.

Water wordt kosteloos verstrekt.

2°. *Inrichtingen van Abou-Ali, Abou-Saad, Djeddah, Vasta en Yambo.*

Art. 133. De gezondheids-inrichtingen van Abou-Ali, Abou-Saad, Vasta, alsmede die van Djeddah en Yambo moeten voldoen aan de volgende eischen :

1°. oprichting op Abou-Ali van vier ziekenhuizen, en wel twee voor pestlijders, mannen en vrouwen, en twee voor choleralijders, mannen en vrouwen ;

2°. oprichting op Vasta van een ziekenhuis voor gewone zieken ;

3°. het inrichten op Abou-Saad en op Vasta van steenen verblijven welke elk 50 personen kunnen opnemen ;

4°. drie ontsmettingsovens op Abou-Ali, Abou-Saad en Vasta met wasscherijen met toebehooren en toestellen ter verdelging van ratten ;

5°. het inrichten van stortbaden op Abou-Saad en Vasta ;

6°. op elk der eilanden Abou-Saad en Vasta, plaatsing van toestellen tot bereiding van drinkwater welke samen dagelijks 15 ton water kunnen leveren ;

7°. de uitwerpselen en het vuile water zullen behandeld worden volgens de voor Camaran aangenomen beginselen ;

8°. op een der eilanden zal een kerkhof gevestigd worden ;

9. gezondheids-inrichtingen te Djeddah en Yambo zooals bedoeld in artikel 150, en inzonderheid ovens en andere ontsmettingsmiddelen voor de pelgrims die den Hedjaz verlaten.

Art. 134. De voor Camaran voorgeschreven bepalingen met betrekking tot levensmiddelen en water, zijn toepasselijk op de kampementen te Abou-Ali, Abou-Saad en Vasta.

B. Gezondheidsbehandeling toepasselijk op schepen met Mohamedaansche pelgrims, die uit het Noorden komen en naar den Hedjaz gaan.

Art. 135. Indien noch in de haven van vertrek, noch in de omstreken daarvan de aanwezigheid van pest of cholera is gebleken en zich gedurende den overtocht geen geval van pest of cholera heeft voorgedaan, wordt het schip terstond tot het vrije verkeer toegelaten.

Art. 136. Indien in de haven van vertrek of omstreken de aanwezigheid van pest of cholera is gebleken, of zich gedurende de reis een geval van pest of cholera heeft voorgedaan, wordt het schip te El-Tor onderworpen aan de regelen, vastgesteld voor schepen die van het Zuiden komen en zich te Camaran ophouden. Vervolgens worden de schepen tot het vrije verkeer toegelaten.

AFDEELING V.

Maatregelen te nemen bij den terugkeer der pelgrims.

A. Pelgrimsschepen die naar het Noorden terugkeeren.

Art. 137. Elk schip met bestemming naar Suez of een haven aan de Middellandsche Zee, dat pelgrims of andere gelijksoortige groepen aan boord heeft en komt uit een haven van den Hedjaz of uit een andere haven van de Arabische kust der Roode Zée, is gehouden zich naar El-Tor te begeven om aldaar de waarneming en de gezondheids-maatregelen aangeduid in de artikelen 141 tot 143 te ondergaan.

Art. 138. De schepen die mohamedaansche bedevaartgangers terugvoeren naar de Middellandsche Zee, varen het kanaal slechts in quarantaine door.

Art. 139. Aan de agenten der scheepvaartmaatschappijen en de gezagvoerders wordt kennis gegeven dat na afloop der waarneming aan de gezondheids-inrichting te El-Tor alleen de Egyptische bedevaartgangers het schip voor goed mogen verlaten om naar hunne haardsteden terug te keeren.

Als Egyptenaren of inwoners van Egypte zullen alleen die bedevaartgangers erkend worden, welke houder zijn van eene door eene Egyptische overheid afgegeven kaart van inwoning, overeenkomstig het vastgestelde model. Exemplaren van deze kaart zullen bij de consulaire en gezondheids-overheidspersonen te Djeddah en te Yambo voor de agenten en gezagvoerders van schepen ter inzage worden gelegd.

De bedevaartgangers die geen Egyptenaren zijn, zooals Turken, Russen, Perzen, Tunesiërs, Algerijnen, Marokkanen, enz. zullen na El-Tor verlaten te hebben niet in eene Egyptische haven ontscheept kunnen worden. Bijgevolg worden de agenten en de gezagvoerders van schepen gewaarschuwd dat overscheping van in Egypte niet thuis behoorende bedevaartgangers zoowel te Tor, als te Suez, Port-Saïd of Alexandrië verboden is.

Schepen die pelgrims aan boord mochten hebben, behoorende tot de in het voorafgaande lid genoemde nationaliteiten, zullen dezelfde behandeling ondergaan als die bedevaartgangers en in geene Egyptische haven aan de Middellandsche zee worden toegelaten.

Art. 140. De Egyptische pelgrims ondergaan hetzij te El-Tor, hetzij te Souakim of op eenige andere door den Egyptischen Gezondheidsraad aangewezen inrichting, eene waarneming van drie dagen en een genees-

kundig onderzoek, aleer zij tot het vrije verkeer worden toegelaten.

Art. 141. Indien van de aanwezigheid van pest of cholera in den Hedjaz of in de haven, vanwaar het schip komt, of tijdens de bedevaart in den Hedjaz gebleken is, wordt het schip te El-Tor onderworpen aan de regelen die te Camaran voor besmette schepen gelden.

De door pest of cholera aangetaste personen worden ontscheept en in het hospitaal afgezonderd. De overige passagiers worden ontscheept en in groepen afgezonderd, bestaande uit een zoo gering mogelijk aantal personen, zoodat, indien de pest of de cholera onder eene bepaalde groep mocht uitbreken, er daardoor geen gevaar voor het geheel ontstaan kan.

Het vuile linnen, de benoodigdheden voor dagelijksch gebruik, de kleederen van bemanning en passagiers, bagage en koopmansgoederen die verdacht worden besmet te zijn, worden ontscheept om ontsmet te worden. Hunne ontsmetting en die van het schip geschieden op grondige wijze. Evenwel kan de plaatselijke gezondheids-overheid beslissen dat het lossen van de groote bagage en der koopmansgoederen niet noodig is, en dat slechts een gedeelte van het vaartuig de ontsmetting moet ondergaan. De behandeling voorgeschreven bij de artikelen 21 en 24 wordt toegepast met betrekking tot de ratten die zich aan boord van het schip mochten bevinden.

Alle pelgrims worden aan eene waarneming van zeven volle dagen onderworpen van den dag af waarop de ontsmettingsmaatregelen geheel zijn toegepast, onverschillig of het pest of cholera betreft. Indien zich in een afdeeling een geval van pest of cholera heeft voorgedaan, begint voor die afdeeling de termijn van zeven dagen eerst te loopen van den dag waarop het laatste geval is vastgesteld.

Art. 142. In het geval voorzien bij het voorafgaande artikel ondergaan de Egyptische pelgrims bovendien nog eene waarneming van drie dagen.

Art. 143. Indien de aanwezigheid van pest of cholera niet gebleken is, noch in den Hedjaz, noch in de haven vanwaar het schip komt, noch tijdens de bedevaart in den Hedjaz, wordt het schip te El-Tor onderworpen aan de regelen te Camaran vastgesteld voor onbesmette schepen.

De pelgrims worden ontscheept ; zij nemen een stort- of een zeebad ; hun vuile linnen, en dat gedeelte van hunne benoodigdheden voor dagelijksch gebruik en

bagage, hetwelk volgens de meening der gezondheids-overheid verdacht kan zijn, worden ontsmet. De duur van die behandeling, in- en ontscheping er onder begrepen, mag twee en zeventig uren niet te boven gaan.

Evenwel kan een pelgrimsschip behoorende tot een der natiën die toegetreden zijn tot de bepalingen der tegenwoordige, en van vroegere overeenkomsten, indien het gedurende de reis van Djeddah naar Yambo en El-Tor, geen door pest of cholera aangetaste zieken gehad heeft en indien bij het hoofd voor hoofd te El-Tor na de ontscheping geschiede geneeskundig onderzoek blijkt, dat er geene dergelijke zieken zijn, door den Egyptischen Gezondheidsraad gemachtigd worden, in quarantaine het Kanaal van Suez door te varen, zelfs des nachts, als aan de volgende vier voorwaarden te zamen voldaan wordt:

1°. dat in den geneeskundigen dienst aan boord wordt voorzien door een of meer geneesheeren, aangesteld door de Regeering van het land welks vlag het schip voert;

2°. dat het schip is voorzien van ontsmettingsovens, en dat blijkt dat het vuile linnen onderweg ontsmet is;

3°. dat vaststaat dat het aantal bedevaartgangers niet grooter is, dan bij de bedevaartreglementen wordt toegestaan;

4°. dat de kapitein zich verbindt zich rechtstreeks te begeven naar een der havens van het land, waar het schip thuis behoort.

Het geneeskundig onderzoek na ontscheping te El-Tor moet in den kortst mogelijken tijd geschieden.

De gezondheids-rechten aan de Quarantaine Administratie te betalen, zijn dezelfde als die welke de pelgrims zouden betaald hebben indien zij drie dagen in quarantaine waren gebleven.

Art. 144. Het schip dat gedurende den overtocht van El-Tor naar Suez een verdacht geval aan boord mocht gehad hebben, wordt naar El-Tor teruggezonden.

Art. 145. Het overschepen der pelgrims is in de Egyptische havens ten strengste verboden.

Art. 146. Schepen, die uit den Hedjaz vertrekken en aan boord pelgrims hebben met bestemming naar eene haven aan de Afrikaansche kust der Roode Zee, worden gemachtigd zich rechtstreeks te begeven naar Souakim of zoodanige andere plaats als de Gezondheidsraad van Alexandrië zal bepalen, om aldaar dezelfde quarantaine-behandeling te ondergaan als te El-Tor.

Art. 147. Schepen met schoonen gezondheidspas,

die uit den Hedjaz of uit eene haven aan de Arabische kust der Roode Zee komen en geen bedevaartgangers of andere bij talrijke groepen reizende menschen aan boord hebben, en aan boord waarvan zich gedurende den overtocht geen verdacht geval heeft voorgedaan, worden te Suez, na geneeskundig onderzoek, met gunstigen uitslag, tot het vrije verkeer toegelaten.

Art. 148. Wanneer vaststaat dat er pest of cholera in den Hedjaz is:

1°. zijn de karavanen, bestaande uit Egyptische bedevaartgangers, alvorens zich naar Egypte te begeven, te El-Tor onderworpen aan eene verplichte quarantaine van zeven dagen; vervolgens moeten zij te El-Tor eene waarneming van drie dagen ondergaan; eerst daarna worden zij tot het vrije verkeer toegelaten na een geneeskundig onderzoek met gunstigen uitslag en na ontsmetting van hun goed.

2°. worden de karavanen bestaande uit vreemde bedevaartgangers die zich langs den landweg naar hunne haardsteden moeten begeven, aan dezelfde maatregelen onderworpen als de Egyptische karavanen en moeten zij tot aan de grenzen der woestijn begeleid worden door gezondheids-opzichters.

Art. 159. Indien geen bericht is ingekomen omtrent pest of cholera in den Hedjaz, worden de karavanen der bedevaartgangers die uit den Hedjaz komen langs den weg van Akaba of van Moïla, bij hunne aankomst aan het Kanaal of te Nakhel onderworpen aan het geneeskundig onderzoek en aan de ontsmetting van het vuile linnen en der benoodigdheden voor dagelijksch gebruik.

B. Naar het Zuiden terugkeerende pelgrims.

Art. 150. In de havens van inscheping van den Hedjaz moeten gezondheids-inrichtingen zijn, volledig genoeg om op de pelgrims die zich naar het Zuiden moeten begeven, ten einde in hun land terug te keeren, de maatregelen te kunnen toepassen, welke krachtens de artt. 46 en 47 verplichtend zijn bij het vertrek dier pelgrims uit de havens, gelegen aan gene zijde der straat van Bab-El-Mandeb.

Het staat vrij deze maatregelen al dan niet toe te passen, in dier voege dat de toepassing slechts plaats vindt, wanneer de consulaire overheid van het land, waartoe de pelgrim behoort, of de geneesheer van het schip, waarop hij zich zal inschepen, ze noodig acht.

Hoofdstuk III.

Strafbepalingen.

Art. 151. De kapitein van wien bewezen wordt dat hij zich ten opzichte der uitdeeling van water, levensmiddelen of brandstof niet gehouden heeft aan de verplichtingen, die hij op zich had genomen, is strafbaar met eene boete van twee Turksche ponden 1). Die boete wordt geheven ten voordeele van den pelgrim, die het slachtoffer van de tekortkoming geweest is, als hij kan aantoonen, dat hij tevergeefs nakoming van de aangegane verbintenis gevorderd heeft.

Art. 152. Iedere overtreding van art. 104 wordt gestraft met eene boete van 30 Turksche ponden.

Art. 153. De gezagvoerder, die eenig bedrog heeft gepleegd of met zijn medeweten heeft laten plegen ten opzichte van de lijst der pelgrims of den gezondheidspas, bedoeld in artikel 110, is strafbaar met eene boete van 50 Turksche ponden.

Art. 154. De gezagvoerder van een schip dat aankomt zonder gezondheidspas van de haven van vertrek of zonder visa van de havens van oponthoud, of niet voorzien is van de voorgeschreven en volgens de artt. 110, 123 en 124 geregeld bijgehouden lijst, is voor elk dezer gevallen strafbaar met eene boete van 12 Turksche ponden.

Art. 155. De kapitein, van wien blijkt, dat hij meer dan 100 pelgrims aan boord heeft of gehad heeft zonder een overeenkomstig de voorschriften van art. 103 aangestelden geneesheer te voeren, is strafbaar met eene boete van 300 Turksche ponden.

Art. 156. De kapitein, van wien blijkt, dat hij een grooter getal pelgrims aan boord heeft of gehad heeft, dan hij krachtens de voorschriften van art. 110 gerechtigd is in te schepen, is strafbaar met eene boete van 5 Turksche ponden voor elken pelgrim boven het geoorloofd aantal.

Op de eerste aanlegplaats, waar een bevoegd gezag aanwezig is, worden de pelgrims boven het regelmatige aantal ontscheept, terwijl de kapitein verplicht is aan de ontscheepte pelgrims het noodige geld tot voortzetting hunner reis naar de plaats van bestemming te verschaffen.

---

1) Een Turksch pond doet 22 francs 50.

Art. 157. De gezagvoerder, van wien blijkt, dat hij zonder hun toestemming of buiten geval van overmacht pelgrims heeft ontscheept op eene andere plaats dan die hunner bestemming, is strafbaar met een boete van 20 Turksche ponden voor elken ten onrechte ontscheepten pelgrim.

Art. 158. Iedere andere overtreding der voorschriften betreffende de pelgrimsschepen, wordt gestraft met eene boete van 10 tot 100 Turksche ponden.

Art. 159. Elke gedurende den lòop der reis vastgestelde overtreding, wordt zoowel op den gezondheidspas als op de lijst der pelgrims aangeteekend. Het bevoegd gezag maakt er proces-verbaal van op en legt dit over daar waar zulks behoort.

Art. 160. In de Turksche havens wordt de overtreding der bepalingen betreffende de pelgrimsschepen vastgesteld, en de boete opgelegd door het bevoegd gezag, overeenkomstig de artt. 173 en 174.

Art. 161. Alle Ambtenaren, geroepen om tot de uitvoering van de voorschriften der tegenwoordige Overeenkomst mede te werken wat betreft de pelgrimsschepen, worden voor de fouten, door hen bij de toepassing van genoemde voorschriften begaan, overeenkomstig de wet van hun land gestraft.

TITEL IV.

Toezicht en uitvoering.

I. *Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Raad van Egypte.*

Art. 162. Blijven van kracht de bepalingen van aanhangsel 3 van de Gezondheids-Overeenkomst van Venetie van den 30sten Januari 1892, betreffende de samenstelling, de bevoegdheid en de arbeidswijze van den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Raad van Egypte, gelijk zij voortgevloeid zijn uit de decreten van Z. H. den Khedive van 19 Juni 1893 en 25 December 1894 en uit het Ministerieel besluit van 19 Juni 1893.

Gezegde decreten en besluit blijven gehecht aan deze Overeenkomst.

Art. 163. De gewone uitgaven, voortvloeiende uit de bepalingen dezer Overeenkomst, in het bijzonder betreffende de vermeerdering van personeel in dienst van den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Raad van Egypte, zullen gedekt worden door middel eener jaarlijksche aanvullingsstorting van vierduizend Egyptische ponden door de Egyptische Regeering, welke som zou kunnen genomen worden uit het ter beschikking van die Regeering gebleven overschot van den dienst der vuurtorens.

Evenwel zal van deze som worden afgetrokken de opbrengst van een aanvullings-quarantainerecht van P. T. 10 (piaster tarief) per pelgrim, te heffen te El-Tor.

Voor het geval dat de Egyptische Regeering er bezwaar tegen mocht hebben dit deel der uitgaven te dragen, zouden de in den Gezondheidsraad vertegenwoordigde Mogendheden zich met de khediviale Regeering kunnen verstaan om de deelneming van deze laatste in die onkosten te verzekeren.

Art. 164. Aan den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Raad van Egypte wordt opgedragen de reglementen, op dit oogenblik door den Raad toegepast met betrekking tot de pest, de cholera en de gele koorts, alsook het reglement in zake de herkomsten uit de Arabische havens der Roode zee ten tijde van bedevaarten, in overeenstemming te brengen met de bepalingen dezer Overeenkomst.

Hij zal, zoo noodig, met hetzelfde doel herzien het thans geldende algemeene gezondheids-, zee- en quarantaine-politiereglement.

Om ten uitvoer gelegd te kunnen worden, moeten deze reglementen aangenomen worden door de verschillende in den Raad vertegenwoordigde Mogendheden.

II. *Opperste Gezondheidsraad van Constantinopel.*

Art. 165. De Opperste Gezondheidsraad van Constantinopel is belast met het vaststellen der maatregelen ten doel hebbende het binnendringen te beletten van besmettelijke ziekten in het Turksche Keizerrijk en het overbrengen dier ziekten naar het buitenland.

Art. 166. Het aantal Turksche afgevaardigden in den Oppersten Gezondheidsraad, die aan de stemming zullen deelnemen, wordt bepaald op vier, te weten:

De Voorzitter van den Raad of bij diens ontstentenis, de Voorzitter, die de zitting leidt. Zij zullen slechts aan de stemming deelnemen, bij staking der stemmen;

De Inspecteur-Generaal der Gezondsheidsdiensten;
De Inspecteur van Dienst;
De Afgevaardigde, die als tusschenpersoon optreedt, tusschen den Raad en de Verheven Porte, genaamd „Mouhassébedgi".

Art. 167. De benoeming van den Inspecteur-Generaal, van den Inspecteur van Dienst en van den voornoemden Afgevaardigde, daartoe aangewezen door den Raad, zal bekrachtigd worden door de Turksche Regeering.

Art. 168. De Hooge Contracteerende Partijen kennen aan Rumenië, als Zeemogendheid, het recht toe, zich in den Raad door een afgevaardigde te doen vertegenwoordigen.

Art 169. De afgevaardigden der verschillende Staten moeten zijn regelmatig door eene Europeesche geneeskundige faculteit tot uitoefening der geneeskunde bevoegd verklaarde geneesheeren, onderdanen der landen, welke zij vertegenwoordigen, of consulaire ambtenaren, van den rang van Vice-Consul of hooger of eenen daarmede gelijkstaanden rang.

De afgevaardigden mogen in geenerlei betrekking staan noch tot de plaatselijke overheid noch tot eene scheepvaartmaatschappij.

Deze bepalingen zijn niet toepasselijk op de thans in dienst zijnde afgevaardigden.

Art. 170. De door de meerderheid der leden van den Oppersten Gezondheidsraad genomen besluiten van den Raad zijn uitvoerbaar, zonder eenig beroep.

De Regeeringen welke deze overeenkomst onderteekend hebben komen overeen dat aan hunne Vertegenwoordigers te Constantinopel zal worden opgedragen de Turksche Regeering met de tegenwoordige Overeenkomst bekend te maken en hunne diensten te verleenen ten einde de toetreding dier Regeering te verkrijgen.

Art. 171. De uitvoering der tegenwoordige Overeenkomst en het toezicht op de naleving van hare bepalingen, wat betreft de bedevaarten en de maatregelen tegen het binnendringen en de verspreiding van pest en cholera, worden binnen de grenzen der bevoegdheid van den Oppersten Gezondheidsraad van Constantinopel toevertrouwd aan eene Commissie, uitsluitend gevormd uit den boezem van den Raad en samengesteld uit vertegenwoordigers der verschillende Mogendheden die tot de tegenwoordige Overeenkomst zullen zijn toegetreden.

De vertegenwoordigers van Turkije in deze Commis-

sie zijn ten getale van drie: één van hen heeft het voorzitterschap der Commissie. Ingeval van staking van stemmen, heeft de Voorzitter beslissende stem.

Art. 172. Een korps wordt opgericht van gediplomeerde geneesheeren, van goed geoefende ontsmetters en werktuigkundigen, alsmede van gezondheids-opzichters geworven uit de personen die hun verplichte krijgsdienst vervuld hebben in de hoedanigheid van officier of onderofficier, aan welk korps opgedragen zal worden om binnen het gebied van den Oppersten Gezondheidsraad van Constantinopel, den goeden gang te verzekeren der verschillende bij deze Conventie genoemde en ingestelde gezondheids-inrichtingen.

Art. 173. De gezondheidsoverheid in de Turksche haven van aanleg of van aankomst, aan welke van eene overtreding blijkt, maakt daarvan proces-verbaal op, waarop de kapitein zijne opmerkingen kan aanteekenen. Een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift van dit proces-verbaal wordt in de haven van aankomst of in eene tusschentijds aangeloopen haven ter hand gesteld aan de consulaire overheid van het land, onder welks vlag het schip vaart. Deze overheid zorgt er voor dat de boete aan haar wordt uitbetaald. Bij gebreke van een consul, neemt de gezondheids-overheid de boete in bewaring. De boete vervalt eerst voorgoed aan den Oppersten Gezondheidsraad te Constantinopel, nadat de in het volgend artikel bedoelde consulaire commissie omtrent de rechtsgeldigheid der boete uitspraak gedaan zal hebben.

Een tweede exemplaar van het voor eensluidend gewaarmerkt afschrift van het proces-verbaal moet door de gezondheidsoverheid, die de overtreding heeft vastgesteld, worden gezonden aan den Voorzitter van den Gezondheidsraad van Constantinopel, welke dit stuk ter kennis brengt van de consulaire commissie.

Door de gezondheids- of consulaire overheid wordt de ontdekte overtreding en het ter beschikking nederleggen der boete op den pas aangeteekend.

Art. 174. Te Constantinopel wordt eene consulaire commissie ingesteld, welke oordeelt wanneer de verklaringen van den gezondheids-ambtenaar en van den beschuldigden gezagvoerder tegenstrijdig zijn. Zij wordt elk jaar door het consulaire corps aangewezen. Het gezondheidsbestuur kan worden vertegenwoordigd door een ambtenaar die optreedt als ambtenaar van het Openbaar Ministerie. De consul van het betrokken land wordt steeds opgeroepen; hij heeft recht van stem.

Art. 175. De kosten van de vestiging binnen het gebied van den werkkring van den Oppersten Gezondheidsraad van Constantinopel der vaste en voorloopige gezondheidsposten bedoeld in deze overeenkomst, komen wat de oprichting der gebouwen betreft, ten laste van de Turksche Regeering. De Opperste Gezondheidsraad van Constantinopel wordt gemachtigd, ingeval van dringende behoefte de noodige gelden uit het reservefonds voor te schieten ; deze gelden zullen hem op zijne aanvrage verstrekt worden door de ,,Gemengde Commissie" belast met de herziening van het gezondheidstarief. In dat geval, zal hij moeten zorgen voor de oprichting dezer inrichtingen.

De Opperste Gezondheidsraad van Constantinopel zal zonder uitstel de Gezondheids-Inrichtingen van Hanikin en van Kisil-Dizié, nabij Bayazid aan de Turksch-Perzische en de Turksch-Russische grenzen, moeten inrichten uit de fondsen, welke van nu af te zijner beschikking worden gesteld.

De overige onkosten in het ressort van den genoemden Raad, voortgevloeid uit de bij deze overeenkomst vastgestelde regeling, worden verdeeld tusschen de Turksche Regeering en den Oppersten Gezondheidsraad van Constantinopel, overeenkomstig de schikking getroffen tusschen die Regeering en de in dien Raad vertegenwoordigde Mogendheden.

III. *Internationale Gezondheidsraad van Tanger.*

Art. 176. In het belang der openbare gezondheid komen de Hooge verdragsluitende Partijen overeen, dat hunne Vertegenwoordigers in Marocco opnieuw de aandacht van den Internationalen Gezondheidsraad te Tanger zullen vestigen op de noodzakelijkheid, om de voorschriften der Gezondheids-Overeenkomsten toe te passen.

IV. *Verschillende bepalingen.*

Art. 177. Elke Regeering zal de middelen bepalen voor de ontsmetting en de rattenverdelging. 1)

---

1) De volgende ontsmettingsmiddelen worden bij wijze van voorbeeld hierbij vermeld:

Oude kleederen, oude vodden, besmette verbandmiddelen, papieren en andere waardelooze voorwerpen moeten worden verbrand.

Lijf- en beddegoed, matrassen door pestbacillen besmet, worden afdoende ontsmet door:

plaatsing in een stoomoven onder drukking of in een oven met vloeienden stoom van 100°,

blootstelling aan formol dampen.

Art. 178. De opbrengst der gezondheids-rechten en boeten kan in geen geval voor andere doeleinden worden gebezigd dan die, welke tot de bevoegdheid der Gezondheidsraden behooren.

Art. 179. De Hooge verdragsluitende Partijen verbinden zich door hun gezondheidsbestuur voorschriften te doen vaststellen, bestemd om de gezagvoerders van schepen, vooral in geval dat er geen geneesheer aan boord is, in staat te stellen, de in deze overeenkomst vervatte voorschriften met betrekking tot pest en cholera alsmede de voorschriften betreffende de gele koorts toe te passen.

V. *Perzische golf.*

Art. 180. De bouw- en onderhoudskosten van de gezondheids-inrichting, waarvan de oprichting op het

---

Voorwerpen die zonder beschadiging in antiseptische oplossingen gedompeld kunnen worden (dekens, linnengoed, beddelakens) kunnen ontsmet worden door middel van oplossingen van sublimaat van 1 p. 1.000, van phenol à 3 pct., van lysol en cresyl à 3 pct., zooals dit in den handel voorkomt, van formol à 1 pct. (een gedeelte van de in den handel voorkomende oplossing van formal-dehyde van 40 pct.) of door middel van alcalische onder-chlorig-zure zouten (van soda, van potasch) à 1 pct., dat wil zeggen 1 gedeelte der gewone oplossing van het in den handel voorkomende hypochloriet.

De duur der aanraking moet lang genoeg zijn opdat de opgedroogde kiemen volkomen doortrokken worden met de antiseptische oplossingen. Vier tot zes uren zijn daartoe voldoende.

Voor de verdelging der ratten worden thans drie wijzen van behandeling in toepassing gebracht, nl.:

1º „*Een mengsel van zwavelzuur met eene kleine hoeveelheid anhydride zwavelzuur onder druk in het ruim geperst, met luchtafsluiting*, waardoor de ratten en insecten sterven en tevens de pestbacillen vernietigd worden wanneer het gehalte zwavelzure en zwaveligzure anhydride groot genoeg is.

2º *Verspreiding in het ruim van een mengsel van onbrandbaar koolprotoxyde en dioxyde.*

3º *Toepassing van koolzuur op zoodanige wijze, dat het gehalte van dat gas in de in het schip aanwezige lucht ongeveer 30 pct. bedraagt.*

Deze beide laatste wijzen van behandeling dooden de knaagdieren zonder aanspraak te maken op het dooden der insecten en pestbacillen.

De technische commissie van de Gezondheidsconferentie van Parijs (1903) heeft de drie volgende wijzen van werken aangegeven:

mengsel van zwavelzure en zwaveligzure anhydride,
mengsel van kooloxyde en koolzuur,
koolzuur,

De Regeeringen zouden eene dezer wijze van werken kunnen toepassen. De commissie was daarbij van meening dat in geval deze niet door het sanitair bestuur zelf werden toegepast, dit iedere toepassing zou moeten nagaan en zich overtuigen dat de ratten werkelijk verdelgd zijn.

eiland Ormuz is voorgeschreven bij artikel 81 dezer overeenkomst, komen ten laste van den Oppersten Gezondheidsraad van Constantinopel. De gemengde herzieningscommissie van gezegden Raad zal zoo spoedig mogelijk bijeen moeten komen ten einde op daartoe door den Raad gedaan verzoek hem uit de beschikbare reserve de noodige middelen te verschaffen.

VI. *Internationaal Gezondheidsbureel.*

Art. 181. Naar aanleiding van het feit dat de Conferentie in kennis gesteld is met de hierbij gevoegde besluiten van hare commissie van wegen en middelen betreffende de oprichting van een Internationaal Gezondheidsbureel te Parijs, zal de Fransche Regeering te dien einde, wanneer zij het in het belang der zaak nuttig oordeelt, langs diplomatieken weg, voorstellen aan de op de vergadering vertegenwoordigde Staten.

TITEL V.

Gele koorts.

Art. 182. Aan de belanghebbende landen wordt aanbevolen hunne gezondheids-reglementen in dier voege te wijzigen, dat zij in overeenstemming zijn met de gegevens der hedendaagsche wetenschap omtrent het overbrengen der gele koorts en vooral omtrent de rol der muskieten bij het overbrengen der kiemen van de ziekte.

TITEL VI.

Toetredingen en bekrachtigingen.

Art. 183. De Regeeringen welke deze overeenkomst niet geteekend hebben, zullen indien zij daarom vragen tot dezelve kunnen toetreden. Deze toetreding zal langs diplomatieken weg aan de Regeering der Fransche Re-

publiek worden medegedeeld en door deze aan de overige Regeeringen, die de Overeenkomst onderteekend hebben.

Art. 184. Deze Overeenkomst zal bekrachtigd worden en de akten van bekrachtiging zullen zoo spoedig mogelijk te Parijs worden nedergelegd.

Zij zal in werking treden, zoodra de bekendmaking daarvan zal hebben plaats gehad, overeenkomstig de wetgeving der Staten die de Overeenkomst onderteekend hebben. Zij zal in de onderlinge betrekkingen der Mogendheden, welke haar zullen bekrachtigd of zich er bij zullen hebben aangesloten, de Internationale gezondheids-overeenkomsten vervangen geteekend 30 Januari 1892, 15 April 1893, 3 April 1894 en 19 Maart 1897.

De hierboven aangehaalde vroegere overeenkomsten zullen van kracht blijven ten aanzien der Mogendheden die ze geteekend hebben of er toe toegetreden zijn en die dit verdrag niet mochten bekrachtigen noch er zich bij aansluiten.

Ter oorkonde waarvan de onderscheidene Gevolmachtigden deze overeenkomst hebben onderteekend en van hun zegel voorzien.

Gedaan te Parijs, den derden December negentienhonderd en drie, in enkelvoudig exemplaar, dat nedergelegd zal blijven in de archieven van de Regeering der Fransche Republiek en waarvan voor eensluidend gewaarmerkte afschriften langs diplomatieken weg aan de verdragsluitende Mogendheden zullen toegezonden worden.

(*L.S.*) Groeben.
(*L.S.*) Bumm.
(*L.S.*) Gaffky.
(*L.S.*) Nocht.
(*L.S.*) Suzzara.
(*L.S.*) Ebner.
(*L.S.*) dr. Daimer.
(*L.S.*) Chyzer.
(*L.S.*) Roediger.
(*L.S.*) E. Beco.
(*L.S.*) Gabriel de Piza.
(*L.S.*) Markies de Novallas.
(*L.S.*) H. D. Geddings.
(*L.S.*) Frank Anderson.

(*L.S.*) CAMILLE BARRÈRE.

(*L.S.*) GEORGES LOUIS.

(*L.S.*) P. BROUARDEL.

(*L.S.*) HENRI MONOD.

(*L.S.*) dr. ROUX.

(*L.S.*) J. DE CAZOTTE.

(*L.S.*) MAURICE DE BUNSEN.

(*L.S.*) THÉODORE THOMSON.

(*L.S.*) FRANK G. CLEMOW.

(*L.S.*) ARTHUR D. ALBAN.

(*L.S.*) N. DELYANNI.

(*L.S.*) S. CLADO.

(*L.S.*) ROCCO SANTOLIQUIDO.

(*L.S*) PAULUCCI DE'CALBOLI

(*L.S.*) ADOLFO COTTA.

(*L.S.*) VANNERUS.

(*L.S.*) SUZZARA.

(*L.S.*) W. VAN WELDEREN RENGERS.

(*L.S.*) W. RUYSCH.

(*L.S.*) dr. C. STÉKOULIS.

(*L.S.*) A. PLATE.

(*L.S.*) NAZARE AGA.

(*L.S.*) J. J. DA SILVA AMADO.

(*L.S.*) G. G. GHIKA.

(*L.S.*) dr. J. CANTACUZENE.

(*L.S.*) PLATON DE WAXEL.

(*L.S.*) dr. MICHEL POPOVITCH.

(*L.S.*) LARDY.

(*L.S.*) dr. SCHMID.

(*L.S.*) M. CHÉRIF.

(*L.S*) MARC ARMAND RUFFER.

BIJLAGE I.

—

(Zie art. 78.)

—

REGLEMENT betreffende den doorvoer in quarantaine-treinen, op Egyptisch grondgebied, van uit besmette landen komende reizigers en brievenmalen.

Artikel 1.

Het Beheer der Egyptische spoorwegen zal, wanneer het in verband met de aankomst van uit besmette havens komende schepen een quarantaine-trein wenscht te laten loopen, daarvan aan de plaatselijke quarantaine-overheid minstens twee uren vóór het vertrek van dien trein moeten kennis geven.

Artikel 2.

De passagiers zullen aan wal gaan op de door de quarantaine-overheid in overeenstemming met het Beheer der spoorwegen en de Egyptische Regeering aangewezen plaats, en zullen rechtstreeks, zonder eenige gemeenschap, van de boot in den trein gaan onder toezicht van een met het toezicht op het doorvoerverkeer belasten ambtenaar en van twee of meer gezondheids-opzichters.

Artikel 3.

Het overbrengen der lijfgoederen, der bagage, enz. der passagiers zal in quarantaine geschieden met de aan boord aanwezige middelen.

Artikel 4.

De spoorwegbeambten zijn verplicht zich met be-

trekking tot de quarantaine-maatregelen te houden aan de bevelen van den met het toezicht op het doorvoerverkeer belasten ambtenaar.

Artikel 5.

De wagens welke voor dezen dienst gebruikt worden, zullen wagens met zijgang zijn. In iederen wagen zal een gezondheidsopzichter geplaatst worden en belast zijn met het toezicht over de passagiers. De spoorwegbeambten zullen geenerlei gemeenschap hebben met de passagiers.

Een geneesheer van den quarantaine-dienst zal den trein vergezellen.

Artikel 6.

De groote stukken reisgoed der reizigers zullen in een afzonderlijken wagen geplaatst worden, die bij het vertrek door den met het toezicht op het doorvoerverkeer belasten ambtenaar zal worden verzegeld. Bij aankomst zullen de zegels afgenomen worden door den ambtenaar van den doorvoer.

Het over- en inladen gedurende de reis is verboden.

Artikel 7.

De gemakken zullen voorzien zijn van een zekere hoeveelheid antiseptische middelen bevattende tonnetjes, om de uitwerpselen der reizigers op te vangen.

Artikel 8.

Het perron der stations, waar de trein zal moeten ophouden, zal geheel ontruimd worden met uitzondering van het beslist onmisbare dienstpersoneel.

Artikel 9.

Iedere trein zal een restauratiewagen mogen hebben. Het overschot van het maal zal vernietigd worden. De bedienden van dien wagen en de andere spoorwegbeambten die om welke reden ook in aanraking zijn geweest met de passagiers, zullen onderworpen worden aan dezelfde behandeling als de loodsen en bedienaren der electrische toestellen te Port-Saïd of te Suez of aan zoodanige maatregelen als de Raad noodig zal achten.

Artikel 10

Het is uitdrukkelijk verboden iets wat het ook zij, uit vensters of portieren enz. te werpen.

Artikel 11.

In iederen trein zal een ziekenafdeeling onbezet blijven om daarin zoo noodig de zieken af te zonderen. Deze afdeeling zal uitgerust zijn volgens de voorschriften van den Quarantaine-Raad.

Indien zich een geval van pest of cholera mocht voordoen onder de reizigers, wordt de zieke dadelijk afgezonderd in de daartoe bestemde afdeeling. Deze zieke zal onmiddellijk bij aankomst van den trein in het quarantaine-lazaret worden overgebracht. De overige reizigers zullen hunne reis in quarantaine vervolgen.

Artikel 12.

Wanneer een geval van pest of cholera zich gedurende de reis mocht voordoen, wordt de trein door de quarantaine-overheid ontsmet.

In ieder geval zullen de goederenwagens waarin de bagage en de post geplaatst waren, oogenblikkelijk na aankomst van den trein worden ontsmet.

Artikel 13.

De overbrenging uit den trein in de boot zal geschieden op dezelfde wijze als bij aankomst. De boot, die passagiers opneemt, zal dadelijk in quarantaine gesteld worden, en op den pas zal melding gemaakt worden van de ongevallen die zich onderweg mochten hebben voorgedaan, met bijzondere aanduiding van de personen, die in aanraking mochten geweest zijn met de zieken.

Artikel 14.

De door het Quarantaine-Beheer gemaakte onkosten vallen ten laste van dengene, die den quarantaine-trein aangevraagd heeft.

Artikel 15.

De Voorzitter van den Raad of zijn plaatsvervanger zal het recht hebben gedurende de geheele reis toezicht te houden over dien trein.

De Voorzitter zal bovendien een hooger beambte (buiten den met het toezicht op het doorvoerverkeer belasten ambtenaar en de opzichters) met het toezicht over bovengenoemden trein kunnen belasten.

Deze ambtenaar zal toegang hebben tot den trein op het enkel vertoon van een door den Voorzitter geteekend bevel.

———

BIJLAGE II.

—

(Zie art. 162).

—

Khediviaal Decreet van 19 Juni 1893.

Wij, Khedive van Egypte,

Op voordracht van Onzen Minister van Binnenlandsche Zaken en het gelijkluidend advies van Onzen Ministerraad,

Overwegende, dat het noodig is geweest verschillende wijzigingen aan te brengen in Ons Decreet van 3 Januari 1881 (2 Safer 1298).

Besluiten :

Artikel 1.

De Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Raad is belast met het vaststellen van maatregelen ten einde het binnendringen in Egypte, of het overbrengen naar het buitenland te voorkomen van besmettelijke ziekten, en van veeziekten.

Artikel 2.

Het aantal der Egyptische Afgevaardigden zal tot vier leden beperkt worden:

1°. De Voorzitter van den Raad, benoemd door de Egyptische Regeering en die alleen zal stemmen in geval van staking van stemmen.

2°. Een Europeesch Doctor in de medicijnen, Inspecteur-Generaal van den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Dienst;

3°. De Inspecteur van gezondheid der stad Alexandrië, of zijn plaatsvervanger;

4°. De veeartsenijkundige Inspecteur van den gezondheidsdienst en van de openbare gezondheidsverzorging.

Alle Afgevaardigden moeten zijn òf geneesheeren,

hetzij door eene Europeesche geneeskundige faculteit, hetzij door den Staat, op regelmatige wijze tot de uitoefening der geneeskunde bevoegd verklaard òf beroepsambtenaren in werkelijken dienst van minstens den rang van vice-consul of van een daarmede gelijkstaanden rang. Deze bepaling is niet toepasselijk op de thans in dienst zijnde afgevaardigden.

Artikel. 3.

De Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Raad oefent een voortdurend toezicht uit over, den gezondheidstoestand van Egypte en over de herkomsten uit vreemde landen.

Artikel 4.

Wat Egypte betreft, zal de Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Raad iedere week van den Raad van Gezondlieid en Openbare Gezondheidsverzorging gezondheidsberichten ontvangen omtrent de steden Caïro en Alexandrië en iedere maand gezondheidsberichten omtrent de provinciën. Deze berichten moeten met kortere tusschenpoozen overgelegd worden, wanneer wegens bijzondere omstandigheden de Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Raad er om vraagt.

Van zijn kant zal de Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Raad aan den Raad van Gezondheid en Openbare Gezondheids-verzorging mededeeling doen van de besluiten die hij genomen en van de inlichtingen die hij uit het buitenland gekregen heeft. De Regeeringen zenden aan den Raad, wanneer zij het noodig achten, het gezondheidsbericht van hun land en geven hem onmiddellijk bij het uitbreken kennis van de besmettelijke ziekten en veeziekten.

Artikel 5.

De Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Raad stelt zich op de hoogte van den gezondheidstoestand van het land en zendt inspectiecommissies overal waar hij het noodig acht.

De Raad van Gezondheid en Openbare Gezondheidsverzorging wordt in kennis gesteld met de uitzending dier commissies en moet zich beijveren zooveel mogelijk de uitvoering van hare opdracht te vergemakkelijken.

Artikel 6.

De Raad stelt de voorzorgsmaatregelen vast die ten doel hebben het binnendringen tegen te gaan in Egypte langs de zee- of woestijngrenzen van besmettelijke ziekten of van veeziekten en bepaalt de plaats waar tijdelij-

ke kampementen en vaste quarantaine-inrichtingen gevestigd moeten worden.

Artikel 7.

Hij stelt den tekst vast van de aanteekening, welke gesteld moet worden op den door de gezondheidsbureau's aan de vertrekkende schepen af te geven pas.

Artikel 8.

Ingeval er besmettelijke ziekten of veeziekten in Egypte uitbreken, stelt hij de voorzorgsmaatregelen vast om overbrenging dezer ziekten naar het buitenland te verhinderen.

Artikel 9

De Raad houdt het toezicht op en verzekert zich van de uitvoering der gezondheids- en quarantainemaatregelen die hij heeft vastgesteld.

Hij stelt den tekst vast van alle voorschriften die betrekking hebben op den quarantaine-dienst en waakt voor hunne stipte naleving, zoowel wat betreft de bescherming van het land, als de handhaving der waarborgen, vastgesteld bij de internationale gezondheids-overeenkomsten.

Artikel 10.

Hij regelt, uit een oogpunt van openbare gezondheid, de voorwaarden waaronder het vervoer der pelgrims naar en van den Hedjaz moet geschieden en houdt toezicht over hun gezondheidstoestand ten tijde van de bedevaart.

Artikel 11.

De door den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Raad genomen besluiten worden medegedeeld aan het Ministerie van Binnenlandsche Zaken; insgelijks wordt er mededeeling van gedaan aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken dat, zoo noodig, de politieke agentschappen en consulaten-generaal er mede in kennis stelt.

De Voorzitter van den Raad is echter bevoegd over de loopende dienstzaken rechtstreeks briefwisseling te houden met de consulaire overheden in de zeesteden.

Artikel 12.

De Voorzitter en, ingeval deze afwezig of verhinderd is, de Inspecteur-Generaal van den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Dienst, moet zorgen voor de uitvoering der Raadsbesluiten.

Te dien einde houdt hij rechtstreeks met alle ambtenaren van den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Dienst en met de verschillende Overheden van het land briefwisseling. Hij bestuurt, volgens het advies van den Raad, de gezondheidspolitie in de havens, de quarantaine-inrichtingen aan zee en de quarantaine-stations bij de woestijn.

Ook doet hij de loopende zaken af.

Artikel 13.

De Inspecteur-Generaal van gezondheid, de directeuren der gezondheidsbureau's, de geneesheeren van de gezondheids-inrichtingen en van de quarantaine-kampementen, moeten gekozen worden uit de hetzij door eene Europeesche geneeskundige faculteit, hetzij door den Staat, regelmatig tot de uitoefening der geneeskunde bevoegd verklaarde geneesheeren.

De Afgevaardigde van den Raad te Djeddah zal een te Caïro bevoegd verklaard geneesheer mogen zijn.

Artikel 14.

Voor alle ambten en betrekkingen behoorende tot den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Dienst doet de Raad door tusschenkomst van zijn Voorzitter, een voordracht van candidaten aan den Minister van Binnenlandsche Zaken, die alleen het recht zal hebben hen te benoemen.

Bij ontslag, verplaatsing en bevordering, zal dezelfde weg gevolgd worden.

Evenwel benoemt de Voorzitter zelf alle ondergeschikte beambten, daglooners, bedienden, enz.

De benoeming van de gezondheids-opzichters wordt aan den Raad voorbehouden.

Artikel 15.

Er zijn zeven directeuren van gezondheidsbureau's, welke hun zetel hebben te Alexandrië, Damiate, Port-Saïd, Suez, Tor, Souakim en Kosseir.

Het gezondheidsbureau te Tor zal dienst kunnen doen slechts gedurende de bedevaarten of in tijden van volksziekten.

Artikel 16.

De directeuren der gezondheidsbureau's hebben onder hunne bevelen alle gezondheidsbeambten in hun district. Zij zijn verantwoordelijk voor de goede uitvoering van den dienst.

Artikel 17.

Het hoofd van het gezondheidsagentschap te El

Ariche heeft dezelfde bevoegdheden als die welke door het voorgaand artikel aan de directeuren toegekend worden.

Artikel 18.

De directeuren der gezondheidsstations en der quarantaine-kampementen hebben onder hunne bevelen alle beambten van den geneeskundigen en den administratieven dienst der inrichtingen, welke zij beheeren.

Artikel 19.

De Inspecteur-Generaal van gezondheid is belast met het toezicht op alle takken van dienst van den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Raad.

Artikel 20.

Aan den Afgevaardigde van den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Raad te Djeddah is opgedragen, inlichtingen te verstrekken aan den Raad omtrent den gezondheidstoestand in den Hedjaz, in het bijzonder tijdens de bedevaarten.

Artikel 21.

Eene commissie van tucht, bestaande uit den Voorzitter, den Inspecteur-Generaal van den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Dienst en drie door den Raad gekozen afgevaardigden is belast met het onderzoek der klachten ingebracht tegen de beambten van den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Dienst.

Zij brengt over iedere zaak een verslag uit en onderwerpt dit aan de beoordeeling van den Raad in algemeene vergadering. De afgevaardigden treden elk jaar af. Zij zijn herkiesbaar.

Het besluit van den Raad wordt door de zorgen van den Voorzitter onderworpen aan de bekrachtiging van den Minister van Binnenlandsche Zaken.

De Commissie van tucht kan, zonder den Raad te raadplegen : 1°. eene berisping toedienen ; 2°. de bezoldiging inhouden voor niet langer dan één maand.

Artikel 22.

De tuchtstraffen zijn :

1°. berisping ;

2°. inhouden van bezoldiging gedurende acht dagen tot drie maanden ;

3°. overplaatsing zonder vergoeding ;

4°. ontslag.

Dat alles onverminderd de vervolging in te stellen wegens misdrijven of overtredingen tegen het gemeene recht.

Artikel 23.

De gezondheids- en quarantaine-rechten worden geïnd door de beambten van den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Dienst.

Deze houden zich, wat betreft het geldelijk beheer en de boekhouding aan de algemeene voorschriften, vastgesteld door het Ministerie van Financiën.

De rekenplichtige beambten zenden hunne afrekening en de opbrengst hunner ontvangsten aan het Presidium van den Raad.

De rekenplichtige ambtenaar, hoofd van het Centraal Bureau van het geldelijk beheer, ontlast hen te dier zake nadat de Voorzitter van den Raad de stukken voor gezien heeft geteekend.

Artikel 24.

De Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Raad voert het beheer over zijne geldmiddelen.

Het beheer der ontvangsten en uitgaven is opgedragen aan eene Commissie bestaande uit den Voorzitter, den Inspecteur-Generaal van den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Dienst en drie door den Raad gekozen afgevaardigden der Mogendheden. Zij draagt den naam van „Commissie voor de geldmiddelen." De drie Afgevaardigden der Mogendheden treden ieder jaar af. Zij zijn herkiesbaar.

Deze Commissie stelt, behoudens bekrachtiging door den Raad, de bezoldiging vast der beambten van alle rangen ; zij bepaalt de vaste en onvoorziene uitgaven. Alle drie maanden brengt zij in eene bijzondere zitting aan den Raad een in bijzonderheden uitgewerkt verslag uit van haar beheer. In den loop der drie maanden volgende op het einde van het begrootingsjaar, stelt de Raad op voorstel der Commissie, de eindbalans vast en doet deze door tusschenkomst van zijnen Voorzitter, aan het Ministerie van Binnenlandsche Zaken toekomen.

De Raad ontwerpt de begrooting zijner inkomsten en uitgaven. Die begrooting zal door den Ministerraad, tegelijkertijd met en als aanhangsel van de Algemeene Staatsbegrooting worden vastgesteld. Ingeval het cijfer der uitgaven dat der ontvangsten mocht overtreffen, zal het te kort gedekt worden uit de algemeene Staatsmiddelen. De Raad zal evenwel zonder verwijl moeten nagaan op welke wijze het evenwicht tusschen de inkomsten en uitgaven hersteld kan worden. Zijne voorstellen zullen door tusschenkomst van den Voorzitter aan den Minister van Binnenlandsche Zaken worden

toegezonden. Zoo er een batig slot is, zal dit in de kas blijven van den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Raad; het zal, na besluit van den Gezondheidsraad, bekrachtigd door den Ministerraad, uitsluitend worden besteed tot vorming van een reservefonds voor onvoorziene uitgaven.

Artikel 25.

De Voorzitter is verplicht te gelasten dat de stemming geheim zal zijn, zoo dikwijls drie leden van den Raad zulks vragen. Geheime stemming is verplichtend telkens wanneer het geldt de keuze van Afgevaardigden van Mogendheden, om deel uit te maken van de Commissie van Tucht of van de Commissie voor de geldmiddelen of wanneer het betreft benoeming, ontslag, verplaatsing of bevordering van het personeel.

Artikel 26.

De Gouverneurs, de Prefecten van politie en de Moudirs zijn ieder voor zooveel hen betreft verantwoordelijk voor de uitvoering der gezondheids-voorschriften. Zij moeten, evenals alle burgerlijke en militaire overheden, hunne hulp verleenen wanneer zij daartoe door de ambtenaren van den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Dienst wettig aangezocht worden om de spoedige uitvoering der in het belang der openbare gezondheid genomen maatregelen te verzekeren.

Artikel 27.

Alle vroegere decreten en voorschriften worden ingetrokken, voor zoover zij in strijd zijn met de voorafgaande bepalingen.

Artikel 28.

Onze Minister van Binnenlandsche Zaken is belast met de uitvoering van dit decreet, hetwelk den 1 November 1893 in werking zal treden.

Gedaan ten Paleize te Ramleh, den 19 Juni 1893.

ABBAS HILMI.

Op last van den Khedive,
de Voorzitter van den Raad,
Minister van Binnenlandsche zaken,
RIAZ.

Khediviaal Decreet van 25 December 1894.

Wij, Khedive van Egypte,

Op voordracht van Onzen Minister van Financien en het gelijkluidend advies van Onzen Ministerraad;
Gezien het gelijkluidend advies van de Heeren Commissarissen-Directeuren van de Kas der Openbare Schuld wat betreft art. 7;

Met toestemming der Mogendheden;

Besluiten:

Artikel 1.

Aanvangende met het begrootingsjaar 1894 zal jaarlijks uit de ontvangsten der vuurtorenrechten eene som van 40.000 Egyptische ponden beschikbaar worden gesteld, welke gebruikt zal worden op de in de volgende artikelen uiteengezette wijze.

Artikel 2.

De in 1894 beschikbaar gestelde som zal gebruikt worden: 1°. om het mogelijke tekort van den geldelijken dienst over 1894 van den quarantaine-Raad te dekken, voor het geval dat dit tekort niet geheel had kunnen worden gedekt uit de middelen ontleend aan het reservefonds van bovengenoemden Raad, op de wijze als in het volgend artikel vermeld; 2°. ter bestrijding van de buitengewone uitgaven noodig voor het in gereedheid brengen der gezondheidsinrichtingen te El-Tor, te Suez en aan de Bronnen van Mozes.

Artikel 3.

Het tegenwoordige reservefonds van den Quarantaine-Raad zal aangewend worden om het tekort van het dienstjaar 1894 te dekken zonder dat dit fonds teruggebracht mag worden tot een lager bedrag dan 10.000 E. P.

Indien het tekort niet geheel gedekt kan worden, zal het voor het overige bedrag bestreden worden uit de bij artikel 1 geschapen hulpmiddelen.

Artikel 4.

Van de som van 80.000 E. P., afkomstig van de dienstjaren 1895 en 1896, zal genomen worden: 1°. een

som gelijk aan die, welke in 1894 betaald zal zijn uit dezelfde ontvangsten op rekening van het tekort van genoemd jaar 1894, ten einde de sommen besteed aan de buitengewone werken, bedoeld in art. 1 voor El-Tor, Suez en de Bronnen van Mozes op een bedrag van 40.000 E. P. te brengen; 2°. de bedragen, noodig om het tekort te dekken van de begrooting van den Quarantaine-Raad voor de dienstjaren 1895 en 1896.

Het overschot, na aftrek van de bovengenoemde bedragen, zal aangewend worden tot het bouwen van nieuwe vuurtorens in de Roode Zee.

Artikel 5.

Van het begrootingsjaar 1897 af zal deze jaarlijksche som van 40.000 E. P. aangewend worden om mogelijke tekorten te dekken van den Quarantaine-Raad. Het bedrag der tot dat doel benoodigde som zal voor goed vastgesteld worden op den grondslag van de geldelijke uitkomsten der dienstjaren 1894 en 1895 van den Raad.

Het overschot zal strekken tot vermindering der vuurtorengelden. Deze rechten zullen in dezelfde verhouding verminderd worden zoo in de Roode als in de Middellandsche Zee.

Artikel 6.

Door het afhouden en het aanwenden van deze sommen als hierboven vermeld, is de Regeering van het jaar 1894 af ontheven van elke verplichting hoe ook genaamd ten opzichte zoo van de gewone als van de buitengewone uitgaven van den Quarantaine-Raad.

De tot nog toe door de Egyptische Regeering gedragen uitgaven blijven te haren laste.

Artikel 7.

Bij de verrekening van de overschotten met de Kas der Openbare Schuld, zal van het dienstjaar 1894 af het gedeelte van die overschotten, toekomende aan de Regeering, vermeerderd worden met een jaarlijksch bedrag van 20 000 E. P.

Artikel 8.

Tusschen de Egyptische Regeering en de Regeeringen van Duitschland, België, Groot-Britannië en Italië is overeengekomen, dat de krachtens artikel 5 van dit besluit tot de vermindering der vuurtorenrechten aan te wenden som in mindering zal komen van het bedrag van 40000 E. P. voorzien in de brieven, welke als aanhang-

sel gevoegd zijn bij de tusschen Egypte en genoemde Regeeringen gesloten handelsovereenkomsten.

Artikel 9.

Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gedaan ten Paleize van Koubbeh, den 25 December 1894.

ABBAS HILMI.

Op last van den Khedive,

De Voorzitter van den Ministerraad,

N. NUBAR.

De Minister van Financiën,

AHMED MAZLOUM.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

BOUTROS GHALI.

MINISTERIEEL BESLUIT van 19 Juni 1893, betreffende de werking van den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Dienst.

De Minister van Binnenlandsche Zaken,

Gezien het Decreet van 19 Juni 1893,

Besluit :

TITEL I.

Van den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Dienst.

Artikel 1.

De Vooorzitter is gehouden den Gezondheids- Zee- en Quarantaine-Raad in gewone vergadering bijeen te roepen den eersten Dinsdag van iedere maand.

Hij is tevens verplicht dezen bijeen te roepen, wanneer zulks door drie leden gevraagd wordt.

Eindelijk moet hij den Raad in buitengewone vergadering bijeenroepen, telkenmale wanneer de omstandigheden het onmiddellijk nemen van een ernstigen maatregel eischen.

Artikel 2.

De oproepingsbrief vermeldt de vragen die aan de orde worden gesteld. Behoudens dringende noodzakelijkheid, mogen slechts geldige besluiten genomen worden ten aanzien van de punten in den oproepingsbrief vermeld.

Artikel 3.

De secretaris van den Raad stelt de processen-verbaal op van de zittingen.

Die processen-verbaal moeten ter onderteekening overgelegd worden aan alle leden die de vergadering bijwoonden.

Zij worden in hun geheel in een register overgeschreven, dat evenals de oorspronkelijke processen-verbaal in de archieven bewaard wordt.

Een voorloopig afschrift van de processen-verbaal zal op aanvrage aan elk lid van den Raad worden verstrekt.

Artikel 4.

Eene vaste commissie, bestaande uit den Voorzitter, den Inspecteur-Generaal van den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Dienst en twee door den Raad gekozen afgevaardigden der Mogendheden, is belast met het nemen van besluiten en maatregelen in spoedeischende gevallen.

De afgevaardigde van het betrokken land wordt steeds opgeroepen. Hij heeft recht van stemmen.

De Voorzitter stemt alleen bij staking van stemmen.

De beslissingen worden dadelijk per brief medegedeeld aan alle leden van den Raad.

Deze commissie zal elke 3 maanden vernieuwd worden.

Artikel 5.

De Voorzitter, of bij diens afwezigheid de Inspecteur-Generaal van den Gezondheids-, Zee- en Quarantainedienst, leidt de beraadslagingen van den Raad. Hij stemt alleen in geval van staking.

De Voorzitter heeft de algemeene leiding van den Dienst. Hij is belast met de uitvoering der besluiten van den Raad.

Secretariaat.

Artikel 6.

Het secretariaat, geplaatst onder de leiding van den Voorzitter, voert de geheele briefwisseling zoowel met het Ministerie van Binnenlandsche Zaken als met de verschillende ambtenaren van den Gezondheids-, Zee- en Quarantainedienst.

Het is belast met de statistiek en de archieven. Commiezen en tolken zullen in voldoenden getale aan het secretariaat worden toegevoegd om de afdoening van zaken te verzekeren.

Artikel 7.

De secretaris van den Raad, hoofd van het secretariaat, woont de zittingen van den Raad bij en stelt de processen-verbaal op.

Hij heeft onder zijn bevelen de beambten en bedienden van het secretariaat.

Hij bestuurt en houdt toezicht op hun werk, onder het gezag van den Voorzitter.

Hij is verantwoordelijk voor de onder zijne bewaring staande archieven.

Bureau van Comptabiliteit.

Artikel 8.

Het hoofd van het centraal bureau van het geldelijk beheer is ,,rekenplichtig ambtenaar."

Hij kan slechts zijne betrekking aanvaarden na een borgtocht gesteld te hebben, waarvan het gedrag zal vastgesteld worden door den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Raad.

Onder leiding van de Commissie voor de geldmiddelen houdt hij toezicht op de verrichtingen der ambtenaren, belast met het innen der gezondheids- en quarantaine-rechten.

Hij maakt de staten en rekeningen op, welke overgelegd moeten worden aan het Ministerie van Binnenlandsche Zaken, na vaststelling door de Commissie voor de geldmiddelen en na goedkeuring door den Raad.

Van den Inspecteur-Generaal van Gezondheid.

Artikel 9.

De Inspecteur-Generaal van Gezondheid heeft het

toezicht op alle takken van dienst, waarmede de Raad belast is. Hij oefent dit toezicht uit, volgens de bepalingen van art. 19 van het decreet van 19 Juni 1893.

Hij inspecteert minstens éénmaal 's jaars alle gezondheidsbureau's, agentschappen of posten.

Bovendien bepaalt de Voorzitter, op voorstel van den Raad en naar gelang der behoefte van den dienst de inspecties, welke de Inspecteur-Generaal zal moeten houden.

Ingeval van verhindering van den Inspecteur-Generaal zal de Voorzitter, in overeenstemming met den Raad, den ambtenaar aanwijzen, die geroepen is hem te vervangen.

Telkenmale wanneer de Inspecteur-Generaal een bureau, een agentschap, een gezondheidspost, eene gezondheids-inrichting of een quarantaine-kampement bezocht heeft, moet hij aan het Presidium van den Raad, in een bijzonder verslag, den uitslag van zijn onderzoek mededeelen.

Tusschen zijne rondreizen in, neemt de Inspecteur-Generaal, onder het gezag van den Voorzitter, deel aan de leiding van den algemeenen dienst. Hij vervangt den Voorzitter, ingeval deze afwezig of verhinderd is.

TITEL II.

Havendienst, Quarantaine-inrichtingen, Gezondheids-inrichtingen.

Artikel 10.

De Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Politie langs de Egyptische kust van de Middellandsche- en van de Roode zee, alsmede op de landgrenzen aan den kant der woestijn, is toevertrouwd aan den directeur der gezondheidsbureau's, der gezondheids-inrichtingen of quarantaine-kampementen, aan de hoofden der gezondheids-agentschappen en gezondheids-posten en aan de onder hunne bevelen geplaatste beambten.

Artikel 11.

De directeuren der gezondheidsbureau's hebben de leiding van en de verantwoordelijkheid voor den dienst, zoowel van het bureau aan welks hoofd zij geplaatst zijn, als van de gezondheidsposten welke er een deel van uitmaken.

Zij moeten waken voor de stipte uitvoering der voorschriften op de gezondheids-, maritieme- en quarantainepolitie. Zij gedragen zich aan de opdracht die zij van het Presidium van den Raad ontvangen en geven de

noodige bevelen en instructies aan alle beambten van hun bureau, alsmede aan de beambten der gezondheidsposten, welke er aan verbonden zijn.

Zij zijn belast met het vaststellen der identiteit en met het gezondheidsonderzoek van schepen, met de toepassing van de quarantaine-maatregelen, en gaan in de bij de voorschriften voorziene gevallen over tot het geneeskundig onderzoek zoowel als tot het onderzoek inzake quarantaine-overtredingen.

Zij voeren de briefwisseling over zaken rakende het beheer alleen met het Presidium, waaraan zij mededeeling doen van alle gezondheids-inlichtingen welke zij bij de uitoefening van hun ambt hebben verkregen.

Artikel 12.

De directeuren der gezondheidsbureau's worden, ten opzichte van hunne bezoldiging, in twee klassen verdeeld:

De bureau's van de eerste klasse ten getale van vier, te weten:

Alexandrië;

Port-Saïd;

Havenkom van Suez en het kampement aan de Bronnen van Mozes;

Tor.

De bureau's der tweede klasse, ten getale van drie, te weten:

Damiate;

Souakim;

Kosseir;

Artikel 13.

De hoofden der gezondheidsagentschappen hebben dezelfde bevoegdheden wat het agentschap aangaat, als de directeuren wat betreft hun bureau.

Artikel 14.

Te El Ariche is alleen een gezondheids-agentschap.

Artikel 15.

De hoofden der gezondheidsposten hebben onder hunne bevelen de beambten van den post welken zij leiden. Zij zijn geplaatst onder de bevelen van den directeur van een der gezondheids-bureau's.

Zij zijn belast met de uitvoering der bij de onderscheidene regelingen voorgeschreven gezondheids- en quarantaine maatregelen.

Zij mogen geen enkelen pas afgeven en zijn slechts bevoegd de passen voor „gezien" te teekenen der schepen die in vrij verkeer vertrekken.

Zij verplichten de schepen die in hun haven aankomen met een vuilen pas of onder onregelmatige omstandigheden zich te begeven naar een haven waar een gezondheidsbureau gevestigd is.

Zij mogen niet zelf een gezondheidsonderzoek instellen, doch moeten zich te dien einde wenden tot den directeur van het bureau waarvan zij deel uitmaken.

Behoudens ingeval van dringenden spoed, voeren zij de briefwisseling slechts met dien directeur over alle zaken van beheer. Voor spoedeischende gezondheids- en quarantaine-aangelegenheden, zooals de te nemen maatregelen ten opzichte van een aankomend schip, of de aanteekening, welke gesteld moet worden op den pas van een tot vertrekken gereedliggend schip, schrijven zij rechtstreeks aan het Presidium van den Raad; maar zij moeten zonder uitstel van deze briefwisseling mededeeling doen aan den directeur onder wien zij staan.

Zij zijn gehouden langs den snelsten weg het Voorzitterschap van den Raad te verwittigen van de schipbreuken waarvan zij kennis krijgen.

Artikel 16.

De gezondheidsposten, ten getale van zes, zijn de volgende:

De posten te Port-Neuf, te Aboukir, te Brullos en te Rosette staande onder het bureau te Alexandrië.

De posten te Kantara en aan de binnenhaven van Ismaïlia, staande onder het bureau te Port-Saïd.

De Raad zal, naarmate de dienst dit vereischt, en naar gelang zijner middelen, nieuwe gezondheidsposten kunnen oprichten.

Artikel 17.

De vaste of voorloopige dienst der gezondheidsinrichtingen en der quarantaine-kampementen is toevertrouwd aan directeuren die gezondheidsbeambten, wachters, kruiers en verdere bedienden onder hunne bevelen hebben.

Artikel 18.

De directeuren hebben opdracht de quarantaine toe te passen op personen die gezonden worden naar het gezondheidsstation of naar het kampement. Zij zorgen, in overleg met de geneesheeren, voor de afzondering

der verschillende afdeelingen van onder quarantaine staande personen en verhinderen elke ontduiking der voorschriften. Na het verstrijken van het vastgesteld tijdsverloop geven zij de vergunning tot het vrije verkeer of schorsen dit volgens de voorschriften, laten goederen en lijfgoederen ontsmetten en passen de quarantaine toe op de lieden die dit werk verricht hebben.

Artikel 19.

Zij oefenen een voortdurend toezicht uit op de uitvoering der voorgeschreven maatregelen, evenals op den gezondheidstoestand der aan quarantaine onderworpen personen en van het personeel der inrichting.

Artikel 20.

Zij zijn verantwoordelijk voor den loop van den dienst en brengen daarover dagelijks verslag uit aan het Presidium van den Gezondheids-, Zee- en Quarantaineraad.

Artikel 21.

De geneesheeren, aan de gezondheidsinrichtingen en quarantaine-kampementen verbonden, staan onder de directeuren dezer inrichtingen. Zij hebben onder hunne bevelen den apotheker en de ziekenoppassers.

Zij waken over den gezondheidstoestand der personen aan quarantaine onderworpen en van het personeel en hebben het beheer over het lazaret van de gezondheidsinrichting of van het kampement.

Vrij verkeer kan alleen verleend worden aan de in quarantaine zijnde personen, na het bezoek van den arts en daarop gevolgd gunstig rapport.

Artikel 22.

Aan ieder gezondheidsbureau, gezondheidsstation of quarantaine-kampement, is de directeur ook „rekenplichtig ambtenaar".

Hij wijst, onder zijne persoonlijke zakelijke verantwoordelijkheid, den ambtenaar aan voor de inning der gezondheids- en quarantaine-rechten.

De hoofden van agentschappen of gezondheidsposten zijn eveneens rekenplichtige ambtenaren; zij zijn persoonlijk belast met het innen der rechten.

De ambtenaren, belast met het innen der rechten, moeten zich houden, wat aangaat de te stellen borgtochten, de boekhouding, het tijdstip der stortingen, en

over het algemeen alles wat betrekking heeft op de geldelijke zijde van hun dienst, aan de door het Ministerie van Financiën te dien aanzien uitgevaardigde voorschriften.

Artikel 23.

De uitgaven van den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Dienst zullen gekweten worden uit de eigen middelen van den Raad, of in overleg met het Ministerie van Financiën, door den Dienst der Kassen, welken dat Ministerie daarvoor zal aanwijzen.

Caïro, 19 Juni 1893.

RIAZ.

BIJLAGE III.

(Zie art. 181)

BESLUITEN der commissie van wegen en middelen van de Gezondheids-Conferentie van Parijs, betreffende een Internationaal Gezondheidsbureau.

I. Er wordt een Internationaal Gezondheidsbureau opgericht volgens de beginselen die gevolgd zijn bij de vorming en de inrichting van het Internationaal Bureau van Gewichten en Maten. Dit Bureau zal te Parijs gevestigd zijn.

II. Het Internationaal Bureau zal belast zijn met het verzamelen der gegevens omtrent den loop der besmettelijke ziekten.

Het zal te dien einde de inlichtingen ontvangen, welke zullen verstrekt worden door de hoogere gezondheids-overheden der deelnemende Staten.

III. Het Bureau zal op geregelde tijdstippen den uitslag zijner werkzaamheid bekend maken in ambtelijke verslagen, die aan de het verdrag teekenende Regeeringen zullen worden medegedeeld. Deze verslagen zullen openbaar moeten gemaakt worden.

IV. Het bureau zal bekostigd worden uit de bijdragen der het verdrag teekenende Regeeringen.

V. Aan de Regeering, op wier grondgebied het Internationaal Gezondheidsbureau gevestigd zal zijn, zal worden opgedragen binnen een tijdsverloop van drie maanden na de onderteekening der acten van de Conferentie, aan de goedkeuring der het verdrag teekenende Staten een Reglement te onderwerpen voor de inrichting en werking van deze instelling.

PROCES-VERBAAL.

PROCES-VERBAAL van de nederlegging der akten van bekrachtiging van de Internationale Sanitaire Overeenkomst geteekend te *Parijs* den 3den December 1903.

Ter uitvoering van artikel 184 der Internationale Sanitaire Overeenkomst d. d. 3 December 1903 zijn de ondergeteekenden, vertegenwoordigers der Staten-onderteekenaars, te weten: Z. D. H. Prins von Radolin, Ambassadeur van het Duitsche Rijk, Z. Ex. Graaf von Khevenhüller—Metsch, Ambassadeur van de Oostenrijksch-Hongaarsche Monarchie, de heer Leghait, Gezant van België, de heer De Piza, Gezant van Brazilië, Z. Ex. de heer White, Ambassadeur der Vereenigde Staten van Amerika, Z. Ex. de heer Pichon, Minister van Buitenlandsche Zaken der Fransche Republiek, Z. Ex. Sir Francis Bertie, Ambassadeur van Groot-Brittannië, Z. Ex. Graaf Tornielli, Ambassadeur van Italië, de heer Vannerus, Zaakgelastigde van Luxemburg, de heer Brunet, Consul van Montenegro te Parijs, de heer Ridder De Stuers, Gezant der Nederlanden, Samad Khan, Gezant van Perzië, de heer Ghika, Gezant van Rumenië, Z. Ex. de heer De Nelidow, Ambassadeur van Rusland, de heer Lardy, Gezant van Zwitserland, op het Ministerie van Buitenlandsche Zaken te Parijs bijeengekomen om over te gaan tot de nederlegging, in handen van de Regeering der Fransche Republiek, van de akten van bekrachtiging der Hooge Contracteerende Mogendheden.

De ondergeteekenden nemen er akte van dat:

I. de Regeeringen van Griekenland en van Servië onderscheidenlijk op 16 Mei en op 14 Juli 1904 aan de Gezantschappen der Fransche Republiek te Athene en te Belgrado, hebben medegedeeld gezegde Overeenkomst niet te kunnen goedkeuren en dat mitsdien Servië en

Griekenland, welker afgevaardigden die akte *ad referendum* hadden geteekend, niet als contracteerende Partijen beschouwd kunnen worden.

II. de akte van bekrachtiging van den President der Vereenigde Staten van Amerika nedergelegd is met de volgende verklaring, te weten: „dat in de Vereenigde Staten „toezicht” vervangen dient te worden door „waarneming” in de gevallen voorzien bij de artikelen 21 en volgende, en wel op grond van de bijzondere wetgeving der onderscheiden Staten van de Unie.”

III. de nederlegging der akte van bekrachtiging van Z. M. den Koning van het Vereenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Ierland, Keizer van Indië, gepaard gaat met de volgende verklaringen:

„1°. dat de instelling van een gezondheidsinrichting op het eiland Ormuz, door den Oppersten Gezondheidsraad te Constantinopel niet zal plaats vinden voor en aleer de hervorming van gezegden Raad overeenkomstig de bepalingen der Overeenkomst van 3 December 1903, zal hebben plaats gehad en de gemengde Commissie voor de tarieven, bij een met algemeene stemmen genomen besluit, tot dat doel gelden ter beschikking van gezegden Raad zal hebben gesteld”;

„2°. dat de bepalingen van voorzegde Overeenkomst niet op de koloniën, bezittingen en protectoraten van Zijne Britsche Majesteit toepasselijk zullen zijn dan na eene daartoe strekkende ten name van eene bepaalde kolonie, bezitting of protectoraat door den Vertegenwoordiger van Zijne Britsche Majesteit te Parijs aan den Minister van Buitenlandsche Zaken der Fransche Republiek gedane mededeeling.”

IV. de nederlegging der akte van bekrachtiging van Z. M. den Schah van Perzië is geschied met de volgende verklaring, te weten: „dat, gelijk overeengekomen is, van de gezondheids-inrichting te Ormuz de Perzische vlag zal wapperen en dat de Perzische Regeering belast is met de levering der gewapende bewakers noodig ter verzekering van de naleving der gezondheidsmaatregelen”.

V. de Staten-onderteekenaars de volgende tweeledige verklaring afgelegd hebben, gelijkluidende overigens aan de bepalingen vervat in de Overeenkomst van Venetië van 19 Maart 1897, te weten: „dat de contracteerende Mogendheden zich het recht voorbehouden over-

leg te plegen omtrent de invoering van wijzigingen in den tekst der tegenwoordige Overeenkomst en dat elke dier Mogendheden het recht behoudt de tegenwoordige Overeenkomst op te zeggen, welke opzegging geen gevolg zal hebben dan ten aanzien van die Mogendheid zelve."

VI. de nederlegging der akte van bekrachtiging van de Egyptische Regeering geschied is door bemiddeling van de Regeering der Republiek, overeenkomstig het daartoe strekkend verzoek uitgedrukt in het schrijven van den Minister van Buitenlandsche Zaken van Z. H. den Khedive, d.d. 25 October 1906.

De Ondergeteekenden verklaren eveneens dat hunne Regeeringen zijn overeengekomen om aan Spanje en Portugal, wier Parlementen zich nog niet omtrent de Overeenkomst van 3 December 1903 hebben uitgesproken, de bevoegdheid voor te behouden hunne akten van bekrachtiging later en binnen den kortst mogelijken termijn neder te leggen.

De Regeering der Republiek zal van die ratificatiën akte nemen en aan de andere Mogendheden die bekrachtigd hebben, kennis geven van de nederlegging der akten van bekrachtiging der beide bovengenoemde Mogendheden.

Vervolgens worden alle akten van bekrachtiging, na in goeden en behoorlijken vorm bevonden te zijn, aan de Regeering der Republiek toevertrouwd teneinde in de Archieven van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken der Fransche Republiek te worden nedergelegd.

TER OORKONDE WAARVAN dit proces-verbaal is opgemaakt, waarvan een gewaarmerkt afschrift door de zorg van de Regeering der Fransche Republiek aan elke der andere Mogendheden, die de Sanitaire Overeenkomst van 3 December 1903 bekrachtigd hebben, zal worden toegezonden.

Gedaan te Parijs, den 6 April 1907.

(*L. S.*) RADOLIN.

,, R. KHEVENHÜLLER.

(*L.S*). A. Leghait.

,, Gabriel de Piza.

,, Henry White.

,, S. Pichon.

,, Francis Bertie.

,, G. Tornielli.

,, Vannerus.

,, Brunet.

,, A. de Stuers.

,, M. Samad.

,, Gr. G. Ghika.

,, Nelidow.

,, Lardy.